

DISCOURS NATIONALITAIRES OU CACAPHONIE DISCURSIVE?  
DE NOUVEAUX RÉFÉRENTS IDENTITAIRES DES  
FRANCOPHONES DE SUDBURY, 1968-1975

par

Michel Laforge

Thèse présentée pour répondre  
à l'une des exigences de la  
maîtrise ès arts (MA) en histoire

École des études supérieures  
Université Laurentienne  
Sudbury (Ontario) Canada

© Michel Laforge, 2015

# THESIS DEFENCE COMMITTEE/COMITÉ DE SOUTENANCE DE THÈSE

Laurentian Université/Université Laurentienne  
Faculty of Graduate Studies/Faculté des études supérieures

Title of Thesis  
Titre de la thèse

Discours nationalitaires ou cacophonie discursive? De nouveaux référents des francophones de Sudbury, 1968-1975

Name of Candidate  
Nom du candidat

Laforge, Michel

Degree  
Diplôme

maîtrise ès arts

Department/Program  
Département/Programme

Histoire

Date of Defence

Date de la soutenance 29 juin, 2015

## APPROVED/APPROUVÉ

Thesis Examiners/Examineurs de thèse:

Monsieur Joel Belliveau  
(Supervisor/Directeur(trice) de thèse)

Monsieur Gratien Allaire  
(Committee member/Membre du comité)

Madame Amélie Bourbeau  
(Committee member/Membre du comité)

Monsieur Michel Bock  
(External Examiner/Examineur externe)

Approved for the Faculty of Graduate Studies  
Approuvé pour la Faculté des études supérieures  
Dr. David Lesbarrères  
Monsieur David Lesbarrères  
Acting Dean, Faculty of Graduate Studies  
Doyen intérimaire, Faculté des études supérieures

## CLAUSE D'ACCESSIBILITÉ ET PERMISSION D'UTILISER DES DOCUMENTS

Je, **Michel Laforge**, accorde à l'Université Laurentienne et à ses agents l'autorisation non exclusive d'archiver ma thèse ou mon rapport de projet et d'en permettre l'accès, en tout ou en partie et dans toute forme de média, maintenant ou pour la durée de mon droit de propriété du droit d'auteur. Je conserve tous les autres droits de propriété du droit d'auteur de la thèse ou du rapport de projet. Je me réserve également le droit d'utiliser dans de futurs travaux (comme des articles ou des livres) l'ensemble ou des parties de ma thèse ou de mon rapport de projet. J'accepte en outre que la permission de reproduire cette thèse de quelque manière que ce soit, en tout ou en partie à des fins savantes, soit accordée par le ou les membres du corps professoral qui ont supervisé mes travaux de thèse ou, en leur absence, par le directeur ou la directrice de l'unité dans lequel mes travaux de thèse ont été effectués. Il est entendu que toute reproduction ou publication ou utilisation de cette thèse ou de parties de celles-ci à des fins lucratives ne doit pas être autorisée sans ma permission écrite. Il est également entendu que cette copie est présentée sous cette forme par l'autorité du titulaire du droit d'auteur uniquement pour fins d'études et de recherches particulières et ne doit pas être copiée ou reproduite sauf en conformité avec la législation sur le droit d'auteur sans l'autorisation écrite du titulaire du droit d'auteur.

## Résumé

Cette thèse cherche à revoir comment les francophones minoritaires de Sudbury se sont adaptés aux remaniements identitaires découlant de la rupture du Canada français. L'historiographie a laissé entendre que l'identité collective franco-ontarienne s'était concrétisée à la fin des années 1960 et au début des années 1970 avec peu de contestation de la part des acteurs qui la modelaient. Par l'entremise d'une analyse journalistique, notre étude révèle qu'il existait en fait une variété de référents identitaires, dont certains étaient plus contestés que d'autres. Bien que les Canadiens-Français de la région aient acquis une certaine autonomie institutionnelle bien plus tôt, celle-ci demeurait largement attachée au projet national canadien-français. Pendant la période à l'étude, les institutions de langue française deviendront davantage un reflet de la région et de ses francophones que celui des projets « nationaux » d'Ottawa. Les francophones de Sudbury réfléchissent également à leur langue : la place de la langue familière, à laquelle s'associaient les jeunes francophones, ne faisait pas l'unanimité alors que le bilinguisme individuel était accepté par tous et que le bilinguisme institutionnel était carrément rejeté. Finalement, ils délaissaient la religion catholique comme référent et comme institution, même s'ils la gardaient largement comme foi. Globalement, le travail permet de comprendre qu'on n'assistait ni à une transformation totale de la référence canadienne-française, ni à une adoption totale de référents franco-ontariens, mais plutôt à une multiplication des référents; un genre d'entre-deux où les référents n'étaient pas nécessairement partagés par l'ensemble des Franco-Ontariens de Sudbury.

## Mots-clés

Identité franco-ontarienne, Canada français, Sudbury, le *Voyageur*, *Réaction*, journaux, Université Laurentienne, nord de l'Ontario, Nouvel-Ontario, Église catholique, référents, bilinguisme, autonomie institutionnelle

## **Remerciements**

Le parcours pour compléter ce travail a été long et ardu. Je remercie mon directeur de thèse, Joel Belliveau, les membres du comité, Gratien Allaire et Amélie Bourbeau, de même que l'évaluateur externe, Michel Bock, et le vice-recteur aux affaires francophones, Denis Hurtubise, qui a présidé la soutenance de thèse. Je remercie aussi mes parents Denis et Nicole Laforge, ma blonde Elyse Allard et mes amis pour leur appui et leur compréhension pendant ces dernières années. Merci aussi à Rose-May Démoré pour son aide avec les « problèmes techniques ».

## Table des matières

Résumé.....	iii
Remerciements.....	v
Table des matières.....	vi
Liste des annexes .....	vii
CHAPITRE 1 - Introduction.....	1
1.1 - Mise en contexte .....	2
1.2 - État de la question.....	7
1.3 - Problématique et hypothèse .....	17
1.4 - Méthode .....	26
CHAPITRE 2 – Régionalisation et autonomisation .....	31
2.1 - Plus d'autonomie régionale à l'ACFO du grand Sudbury .....	32
2.1.1 - Retomber dans les anciens défis.....	38
2.1.2 - Un centre communautaire de langue française.....	41
2.2 - Autonomie institutionnelle étudiante.....	44
2.2.1 - Contribution de <i>Réaction</i> .....	44
2.2.2 - Une association étudiante francophone .....	51
2.3 - Les références néo et nord ontariennes.....	55
2.4 - Conclusion de chapitre .....	60
CHAPITRE 3 – La langue .....	63
3.1 - Rapport à la langue familière chez les étudiants de l'Université Laurentienne ...	64
3.2 - Bilinguisme individuel .....	70
3.2.1 - La grenouille comme symbole du francophone de Sudbury .....	75
3.2.2 - La place de l'anglais et de l'Anglais .....	76
3.3 - Bilinguisme institutionnel.....	80
3.4 – Conclusion de chapitre.....	84
CHAPITRE 4 - Rapport à la religion et au cléricalisme.....	85
4.1 - Délaisser la religion tranquillement – la position du <i>Voyageur</i> .....	86
4.2 - Rejet du cléricalisme – l'avis des étudiants.....	91
4.3 - Conclusion de chapitre .....	96
5 - Conclusion .....	98
6 - Bibliographie .....	104
7 - Annexes .....	110

## Liste des annexes

Annexe 1 - Muki, « Caricature de Robert Charlebois Connaissez-vous "These Eyes"? ». *Réaction*, vol. 1, n° 2 (octobre 1971), Endos.

Annexe 2 - Muki, « [Grenouille-motard] ». *Réaction*, vol 1, n°1 (septembre 1971), Endos.

Annexe 3 - Muki, « Hey les gars, la providence arrange tout! ». *Réaction*, vol 1, n° 4 (décembre 1971), p. 19.

Annexe 4 - « [Gars du Nord qui va à La Nuit] ». S.n., *Réaction*, vol 3, n° 5 (mars 1974), p. 44.

Annexe 5 - Organes d'information du Canada français, « Bien parler c'est se respecter ». Publicité. *Le Voyageur*, mercredi 11 mars 1970, p. 5.

Annexe 6 - S.n., « Frog Power ». *Réaction*, vol 1, no 6 (février-mars 1972), p. 20.

## CHAPITRE 1 - Introduction

Cette thèse porte sur l'évolution des identités franco-canadiennes<sup>1</sup> à l'extérieur du Québec pendant et après la rupture du Canada français. Plus spécifiquement, elle s'intéresse au développement des référents identitaires des francophones de la ville de Sudbury en Ontario.

Les raisons justifiant Sudbury comme cadre d'étude sont multiples. D'abord, il faut souligner l'importante population francophone qui y réside, soit près de 40 % au cours de la période étudiée<sup>2</sup>. La région du Nord-Est dans laquelle se trouve la ville compte elle aussi 25 % de francophones, et Sudbury en est le centre économique et culturel. Soulignons aussi que l'économie diversifiée de Sudbury (qui est à la fois une ville industrielle et une ville de service) fait en sorte que ses résidents ont des styles de vie divers. Finalement, ajoutons que Sudbury est, depuis sa fondation, une ville multiethnique et que les francophones ne sont pas les seuls à y parler une langue autre que l'anglais.

---

<sup>1</sup>On justifie l'usage de ce terme par sa relative neutralité. Loin de vouloir réduire les groupes à l'étude à une simple définition linguistique, dans le cadre de notre étude l'usage des termes « franco-canadien » ou « francophone » servent à qualifier les groupes qui se trouvent, selon nous, quelque part dans la *terra nullius* entre « canadien-français » et « franco-ontarien ». Il est à noter que notre usage des termes « franco-canadien » et « francophone » n'a pas le même sens que celui accordé par la Fédération des francophones hors-Québec en 1976.

<sup>2</sup>Selon le recensement de 1971 de Statistiques Canada, le nombre d'individus parlant l'anglais et le français était de 51 350 et le nombre d'individus qui ne parlaient que le français était de 8 140. La somme des deux chiffres, 59 490 divisé par la population totale de la ville, 155 465 personnes, donne 38.27%. Le recensement ne différencie pas la langue maternelle ou la langue principale des autres langues connues.



### **1.1 - Mise en contexte : Les francophones de Sudbury – De Sainte-Anne-des-Pins à La Nuit sur l'étang**

Les colons canadiens-français qui ont peuplé le nord-est de l'Ontario, et plus spécifiquement Sudbury, à la fin du 19<sup>e</sup> siècle et au début du suivant descendaient pour la plupart des colons français qui avaient peuplé la Nouvelle-France au 17<sup>e</sup> siècle. Ceux-ci avaient conservé la langue française, la religion catholique, une histoire collective et certaines aspirations sociétales communes.

Leur arrivée dans le nord de l'Ontario, majoritairement anglophone, ne leur avait pas posé d'énormes problèmes d'adaptation. Ces travailleurs canadiens-français étaient habitués de travailler au moins partiellement en anglais dans leur Québec d'origine, mais aussi ailleurs en Amérique du Nord. Plusieurs d'entre eux avaient déjà travaillé dans les usines de la Nouvelle-Angleterre ou dans les mines et chantiers du Canada où leurs patrons étaient très souvent des anglophones qui parlaient peu ou pas le français. Même s'ils ne parlaient pas tous couramment l'anglais, les travailleurs canadiens-français étaient assez familiers avec la langue de Shakespeare pour pouvoir travailler dans le Nord de l'Ontario, et certainement à Sudbury<sup>3</sup>.

Dès la création de la gare de Sudbury, les Canadiens-Français se sont enracinés dans la région. D'abord, ils y arrivaient pour y travailler sur le chemin de fer du Canadien

---

<sup>3</sup>Yves Frenette, *Brève histoire des Canadiens français*, Montréal, Boréal, 1998, p. 81-85, et Paul de la Riva et Guy Gaudreau, « Les ouvriers-mineurs de Sudbury », dans Guy Gaudreau (dir.), *L'histoire des mineurs du nord ontarien et québécois*, Sillery, Septentrion, 2003, p. 121-123.

Pacifique où ils composaient la quasi-totalité de la main d'œuvre<sup>4</sup>. Comme l'explique le sociologue Donald Dennie, la compagnie du Canadien Pacifique devait entreprendre de construire des maisons et des bureaux pour répondre aux besoins créés par l'avancement du chemin de fer dans la région. Le Canadien Pacifique a également cédé des terres au nord du centre-ville à la Société de Jésus afin qu'elle y construise une chapelle-presbytère qu'on nomma Sainte-Anne-des-Pins, où les premiers jalons d'une vie communautaire canadienne-française ont été érigés<sup>5</sup>.

Subséquentement, les Jésuites ont accordé les terres environnantes aux catholiques (surtout des Canadiens-Français, mais aussi des Irlandais) de la ville. Les mieux nantis s'installaient au centre-ville, près de leur paroisse, tandis que les ouvriers s'installaient plus au nord dans le quartier qu'on a surnommé « Moulin à fleur » où s'est construit une seconde paroisse canadienne-française, Saint-Jean-de-Brébeuf en 1930. D'autres paroisses canadiennes-françaises ont également été fondées dans les villages périphériques à la fin du 19<sup>e</sup> siècle et au fur et à mesure que de nouveaux quartiers résidentiels urbains ont été créés après la Deuxième Guerre mondiale. Le portrait démographique de la région est demeuré semblable tout au long de la période étudiée : les francophones (en très grande majorité des Canadiens-Français) ont maintenu leur proportion de l'ensemble de la population sudburoise au cours du siècle qui a suivi, soit

---

<sup>4</sup>Yves Frenette, *Brève histoire*, p. 86.

<sup>5</sup>Donald Dennie, *La paroisse Sainte-Anne-des-Pins de Sudbury (1883-1940) : étude de démographie historique*, Documents historiques n° 84, Sudbury, Société historique du Nouvel-Ontario, 1986, p. 6.

environ 30%<sup>6</sup>. Les Canadiens-Français se sont également installés en concentration plus importante en périphérie de la ville, notamment dans les cantons de Rayside, Balfour, Blezard, et Hanmer, où l'agriculture était la principale activité économique.

Cependant, les Canadiens-Français n'étaient pas les seuls à s'installer à Sudbury. Bien qu'ils aient formé le groupe ethnique le plus important de la région, ils constituaient également une minorité puisque la langue d'échange entre les autres groupes ethniques, et surtout celle utilisée par les patrons (généralement des Canadiens-Anglais, Britanniques ou Américains) était l'anglais. L'arrivée et la cohabitation de ces groupes ethniques « étrangers » n'étaient que deux des manifestations d'une société en processus de transformation profonde, surtout après la Deuxième Guerre mondiale.

Parmi ces transformations régionales, soulignons notamment l'avènement de la société de consommation, la mise en place de l'État-providence, une plus grande méfiance face au nationalisme ethnique et une nouvelle volonté d'inclusion vis-à-vis des immigrants qui formaient une plus importante partie de la société<sup>7</sup>.

La paroisse Sainte-Anne-des-Pins demeurait aussi le noyau d'un nouveau réseau institutionnel canadien-français à Sudbury pendant l'après-guerre. On pense notamment au nouveau Centre des Jeunes (centre de loisirs pour la jeunesse), et aux institutions mises sur pied par les Jésuites du Collège du Sacré-Cœur, par exemple, la Société

---

<sup>6</sup> Angèle Deschamps, *Sudbury, 1911 : espace et population dans une période de forte croissance*, Thèse de maîtrise, Sudbury, Université Laurentienne, 2012, p. 30, et Recensement nominatif du Canada (1911) [district de Nipissing, sous-district de Sudbury, quartier Fournier, McCormick et Ryan].

<sup>7</sup> Doug Owram, *Born at the Right Time: A History of the Baby Boom Generation*, Toronto, University of Toronto Press, 1996, p. 92-93.

historique du Nouvel-Ontario et le journal *L'Ami du peuple* (prédécesseur du journal *Le Voyageur*, à l'étude pour cette thèse)<sup>8</sup>.

C'est à la fin des années 1960 que les premiers nés du *baby boom* atteignent l'âge de raison. Cette génération était au cœur des politiques gouvernementales, et de la culture populaire depuis les années 1950<sup>9</sup>. Les mœurs traditionnelles ont alors été remplacées, ou du moins atténuées. Même si la majorité des *baby-boomers* sont demeurés apolitiques et désengagés de la vie citoyenne, les effets de leur génération ont fondamentalement changé la société occidentale. Comme les *baby-boomers* formaient une génération imposante, ils ont provoqué ou amplifié des mouvements sociaux importants tels le mouvement étudiant, le mouvement contre la Guerre du Viêt Nam, la révolution sexuelle, la deuxième vague de féminisme, et d'autres encore.

En même temps que ces changements survenaient partout en Occident, au Québec on délaissait peu à peu le nationalisme traditionnel (religieux et ethnique) en faveur d'un néonationalisme plus territorial basé sur l'État québécois et centré sur la langue<sup>10</sup>. Au cours des États généraux du Canada français de 1967 et 1969, on discutait pour une première fois de ce néonationalisme en présence de nombreux Canadiens-Français provenant de l'extérieur de la province. Les Québécois avaient été exposés à ce nouveau nationalisme pendant les campagnes électorales provinciales de 1960 et 1962, mais une

---

<sup>8</sup>Gaétan Gervais, « La stratégie de développement de l'élite canadienne-française de Sudbury ou le triomphe de la continuité », *Revue du Nouvel-Ontario*, n° 5 (1983), p. 82.

<sup>9</sup>Owram, *Born at the Right Time*, p. 136.

<sup>10</sup>Kenneth McRoberts, *Quebec : Social Change and Political Crisis*, Toronto, McClelland and Stewart, 1980, p. 96-97.

grande partie des Canadiens-Français hors-Québec demeuraient toujours réfractaires à ce repositionnement idéologique puisqu'il remettait en question les bases de la nation canadienne-française.

Les Canadiens-Français de l'Ontario, qui avaient formé la « partie ontarienne de la nation canadienne-français<sup>11</sup> » jusque-là, devaient s'interroger sur la place qu'ils allaient occuper dans le paysage national canadien dorénavant. Cela se révélait d'autant plus vrai qu'on assistait simultanément à l'émergence d'une nouvelle identité canadienne. Cette nouvelle identité misait sur un nationalisme civique canadien plutôt que sur une définition « britannique » de la nation, conception ambiguë reposant en parts égales sur l'idée de l'Empire, sur l'héritage ethnolinguistique anglais, et sur la fierté dans les institutions et traditions politiques britanniques. Même si la transformation n'était pas achevée dans les années 1960, on pouvait noter une nouvelle ouverture de la part des Canadiens-Anglais envers les Canadiens-Français et les Canadiens issus de l'immigration<sup>12</sup>.

De plus, c'est aussi à ce moment que la jeunesse canadienne-française de l'Ontario (dont une partie allait plus tard devenir la nouvelle élite artistique de la région) commençait à remettre en question l'ordre établi.

*L'individu – le jeune en particulier – n'avait de leçon à recevoir de personne. Il devait plutôt chercher à "s'autonomiser" et à construire sa propre identité en toute liberté. Voilà, pourrait-on dire, la logique foncière*

---

<sup>11</sup>Gaétan Gervais, *Des gens de résolution : le passage du « Canada français » à l'« Ontario français »*, Sudbury, Prise de parole, 2003, p. 202.

<sup>12</sup>José Igartua, *The Other Quiet Revolution*, Vancouver|Toronto, UBC Press, 2006, p. 1, 5, 13.

*du mouvement contre-culturel des années 1960, de l'idéologie de participation et de sa critique de l'establishment*<sup>13</sup>.

C'est dans ce contexte que les francophones de l'Ontario, qui se considéraient jusqu'à ce moment comme Canadiens-Français, lançaient les bases d'une nouvelle *référence* – ou identité – collective franco-ontarienne.

## **1.2 - État de la question : le devenir du Canada français durant les années 1960 et 1970**

Dans la section qui suit, nous tracerons les grandes lignes du débat historiographique entourant la transformation du projet national canadien-français à l'extérieur du Québec pendant et après la montée du nationalisme québécois, puisque le but de cette recherche est d'aborder les manifestations régionales à Sudbury de ce phénomène. Par la suite, nous ferons état des écrits portant sur l'identité collective en Ontario français et le bilan des écrits portant sur la communauté de langue française à Sudbury. Finalement, nous avancerons notre hypothèse.

La première question a fait l'objet de nombreux écrits parmi les chercheurs de l'Ontario et du Canada français, surtout depuis la fin des années 1990. Marcel Martel est parmi les premiers auteurs à ouvrir le débat par rapport au devenir du « Canada français » en publiant son livre *Le Deuil d'un pays imaginé – Rêves, luttes et déroute du Canada français* en 1997. Celui-ci documente la façon dont les organisations nationales canadiennes-françaises et leurs membres ont vécu les changements qui accompagnent la

---

<sup>13</sup>Michel Bock, « De la "tradition" à la "participation" : les années 1960 et les mouvements de jeunesse franco-ontariens », *Cahiers Charlevoix*, n° 8 (2010), p.119.

« rupture » du Canada français, durant les années 1960. Notamment, il affirme que lors des États généraux du Canada français mais aussi dès 1963, l'élite canadienne-française ne réussissait plus à arriver à un consensus sur les questions de réforme constitutionnelle<sup>14</sup>.

Étant donné le rôle qu'avait joué la société secrète canadienne-française, l'Ordre de Jacques Cartier, dans la direction des institutions du Canada français, sa dissolution en 1965 marque un évènement important dans l'évolution de la vie nationale canadienne-française. Martel précise que

*La fin de la Patente<sup>15</sup> ne marque cependant pas un terme à la lutte entre deux visions du Canada français. Tout au contraire, cet affrontement se poursuit dans les coulisses et durant les assises des États généraux du Canada français puisque plusieurs anciens chanceliers québécois de l'Ordre de Jacques Cartier participent activement à la préparation de ce rendez-vous national<sup>16</sup>.*

C'est donc dire que la rupture du Canada français n'a pas lieu uniquement aux États généraux, mais que plutôt, le tournant néo-nationaliste que prendront les assises de 1967 (et conséquemment, celles de 1968 et 1969) sont une manifestation d'une rupture idéologique présente au sein les élites canadiennes-françaises de l'époque. Cette désynchronisation se résume en l'existence de deux visions opposées de la nation canadienne-française.

---

<sup>14</sup>Marcel Martel, *Le Deuil d'un pays imaginé : rêves, luttes et déroute du Canada français*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, 1997, p. 144-145.

<sup>15</sup>Les initiés de l'Ordre de Jacques Cartier s'y référaient ainsi lorsqu'ils étaient en public.

<sup>16</sup>*Ibid.*, p. 148.

D'une part, il y avait la vision d'une nation canadienne-française pancanadienne, fondée surtout sur ses caractères ethnolinguistique et religieux. Cette conception de la nation canadienne-française, qu'on peut qualifier de traditionnelle, prévoyait l'expansion de son réseau institutionnel existant, et ce, autant au Québec qu'ailleurs au Canada.

D'autre part, une nouvelle vision de la nation gagnait de plus en plus de terrain à partir des années 1950, surtout au Québec. Le nationalisme québécois misait sur l'instrumentalisation du pouvoir de l'État provincial québécois par les Canadiens-Français afin de continuer à développer un projet sociétal, francophone mais à saveur plus civique, et cantonné aux frontières du Québec<sup>17</sup>.

Comme le souligne l'historien Michel Bock, « le Canadien-Français sortirait [donc...] de l'impasse "canadienne"<sup>18</sup> en épousant l'identité "québécoise" » à partir des années 1960<sup>19</sup>. C'était le cas au Québec, du moins, car comme le soutient le sociologue Roger Bernard, les Canadiens-Français de l'extérieur de la Belle Province, continuaient d'appuyer la vision pancanadienne. La vision traditionnelle continuait donc d'exister avec certaines modifications<sup>20</sup> ». Avec le temps, on assistait aussi à une « provincialisation » de l'identité chez les francophonies minoritaires, ce qui n'est en bonne partie qu'une réponse à la provincialisation de l'identité chez les Canadiens-Français du Québec.

---

<sup>17</sup>Roger Bernard, *Le Canada français : entre mythe et utopie*, Ottawa, Le Nordir, 1998, p. 28.

<sup>18</sup>Bock parle ici de « l'impasse canadienne » telle que présentée par Jean Bouthillette. Pour plus d'information, consulter Jean Bouthillette, *Le Canadien français et son double*, Montréal, Éditions de l'Hexagone, 1972, 101 p.

<sup>19</sup>Michel Bock, *Quand la nation débordait des frontières : les minorités françaises dans la pensée de Lionel Groulx*, Montréal, Hurtubise HMH, 2004, p. 40-41.

<sup>20</sup>Bernard, *Le Canada français*, p. 23.



Les conclusions de l'historien Gaétan Gervais vont dans le même sens. En cherchant à démontrer comment les Canadiens-Français ont vécu l'éclatement du Canada français, et ainsi, comment ils ont commencé à se redéfinir en conséquence, il affirme que, « De plus en plus, les anciennes solidarités entre le Québec et les minorités françaises se délièrent et, dans les années soixante, se rompirent<sup>21</sup> ». Pour Gervais, la solidarité nationale qui existait entre les Canadiens-Français de part et d'autre de la rivière des Outaouais était perdue à jamais à la suite des États généraux. L'historien affirme aussi que les Canadiens Français de l'Ontario « furent ainsi conduits, un peu sans le savoir, dans les eaux troubles de définitions d'identité » et ont « cessé d'être la partie ontarienne du Canada français pour devenir la partie française de l'Ontario<sup>22</sup> ».

Le sociologue Fernand Dumont a apporté une très importante contribution à la recherche sur la fin du Canada français. Il suggère que « toutes les composantes de l'ancien Canada français<sup>23</sup> » ont été modifiées suite à la montée du nationalisme québécois, puisque celui-ci ne pouvait faire aucune place aux communautés francophones hors Québec.

Par exemple, dans le cas acadien, il fait remonter la référence collective jusqu'au moment de peuplement de la colonie, qui, dès son début, est séparée la Nouvelle-France. L'auteur stipule qu'en ayant été ainsi, et qu'en ayant une histoire distincte de celle des Canadiens-

---

<sup>21</sup>Gervais, *Des gens de résolution*, p. 10. Voir aussi p. 9, 13, 14.

<sup>22</sup>*Ibid.*, p. 194, 202, 196.

<sup>23</sup>Fernand Dumont, « Essor et déclin du Canada français », *Recherches sociographiques*, XXXVIII, 3 (1997), p. 420.

Français, les Acadiens ont eu une référence distincte bien avant la montée du nationalisme québécois<sup>24</sup>.

Dans le cas de l'Ontario français, Dumont démontre que si certains éléments de la référence canadienne-française ont évolué beaucoup plus tard que dans l'ensemble du Canada français, d'autres ont évolué plus rapidement. Notamment, il démontre que la référence collective des Canadiens-Français de l'Ontario s'est modifiée différemment de celle des Canadiens-Français du Québec avant les années 1960. Même si les premiers se percevaient en grande partie comme une extension de la population québécoise, le manque d'accès à une éducation de langue française causé par le Règlement XVII a eu pour effet de modifier la référence collective dès le début du 20<sup>e</sup> siècle<sup>25</sup>. Dumont est clair à un égard : la transformation des composantes individuelles du Canada français a mené à leur redéfinition au 20<sup>e</sup> siècle, à un tel point que plus personne ne s'identifiait à la référence commune, du moins, pas de la même façon qu'au début du 20<sup>e</sup> siècle<sup>26</sup>. D'ailleurs, les écrits de Yolande Grisé et de René Dionne abondent dans le même sens<sup>27</sup>. En d'autres mots, les  tats généraux ne faisaient que révéler des changements amorcés depuis plus longtemps que l'allèguent Gervais et surtout Martel.

---

<sup>24</sup>*Ibid.*, p. 420-429.

<sup>25</sup>*Ibid.*, p. 429.

<sup>26</sup>*Ibid.*, p. 420 et 458.

<sup>27</sup>René Dionne, « La littérature franco-ontarienne : esquisse historique », dans Cornelius J. Jaenen (dir.), *Les Franco-Ontariens*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, 1993, p. 341-417. et Yolande Grisé, « Prise de Parole, 1972-1982 - Ontario : une prise de parole », *Revue du Nouvel-Ontario*, né 4 (1982), p. 85.

Si certains chercheurs allèguent que la transformation identitaire des francophones de l'Ontario est due à l'émiettement du projet national canadien-français traditionnel, d'autres prétendent qu'elle est plutôt la suite logique de transformations structurelles. Les rouages du Canada français traditionnel auraient été en cours de désintégration suite à l'urbanisation et au développement de l'État providence dans la société canadienne. Ainsi, à partir des années 1950 et 1960, les francophonies (autant celle du Québec que celles du reste du Canada) auraient évolué de plus en plus à l'extérieur du cadre du « Canada français ». Les recherches de l'historien Gratien Allaire vont dans ce sens.

Celui-ci suggère que l'ancrage provincial, pour ne pas dire régional, a été le facteur le plus important dans la modification des références des francophones canadiennes. Pendant les années 1970, voire plus tôt dans certains cas, toutes les francophonies du Canada se sont tournées vers leurs gouvernements et leurs institutions provinciaux pour régler les questions d'ordre provincial telles que l'éducation ou la santé, qui autrefois relevaient du réseau institutionnel de l'Église catholique. En ce qui concerne les secteurs communautaires, c'est plutôt vers le gouvernement fédéral (principalement par le biais du Secrétariat d'État) qu'ils se tournaient<sup>28</sup>.

Joseph-Yvon Thériault remarque aussi ce phénomène. Il affirme qu'avant 1970 « se déploie dans le Canada français, à l'exclusion du Québec, un processus de redéfinition de

---

<sup>28</sup>Gratien Allaire, *La francophonie canadienne : portraits*, Sudbury/Québec, Prise de parole/CIDEF-AFI, 2001, p. 14-17, et Gratien Allaire, « Le Triangle Canadien-français au tournant des années 1960 : le Conseil de la vie française en Amérique, la société Saint-Jean-Baptiste de Montréal et l'Ordre de Jacques Cartier », *Francophonies d'Amérique*, n° 17 (printemps 2004), p. 108.

l'identité et de restructuration des francophonies minoritaires et acadiennes<sup>29</sup> ». En d'autres mots, Thériault est conscient que la fin du projet national canadien-français a eu d'importantes répercussions dans les communautés francophones minoritaires. Loin d'appliquer une conclusion uniforme à ces milieux particuliers, il affirme que les francophonies canadiennes se sont transformées suite à la rupture du Canada français. Elles se percevaient comme les « orphelines d'une nation » et ont évolué avec une logique nationalitaire semblable à celle de l'ancienne nation canadienne-française. Bien qu'elles ne se percevaient pas comme de simples groupes ethniques, ces communautés étaient conscientes qu'elles ne pourraient jamais former d'État-nation. Conséquemment, leurs identités prennent une saveur provinciale et ces communautés se sont doté de nouvelles institutions leur permettant de continuer les tentatives de « faire société » tout en prenant certaines distances du projet canadien-français traditionnel et tout en rangeant le Québec francophone dans une catégorie à part<sup>30</sup>.

Bref, une bonne partie des chercheurs qui travaillent sur l'identité canadienne-française ou franco-ontarienne cadrent leurs études autour de la rupture du Canada français. La plupart d'entre eux accordent une importance particulière aux États généraux du Canada français dans le passage d'une identité canadienne-française nationale aux identités provinciales, même s'ils ne sont pas tous d'accord pour dire que c'est cet événement qui en soit le principal responsable. Surtout, ils ont parlé de l'Ontario français en suggérant

---

<sup>29</sup>S.n., « Introduction », dans Joseph-Yvon Thériault, *Francophonie minoritaires au Canada : l'état des lieux*, Moncton, Éditions d'Acadie, 1999, p. 10.

<sup>30</sup>*Ibid.*, p. 10-11.

qu'il est le résultat d'un long processus de dénationalisation du Canada français, quelle que soit la cause de la disparition de ce projet national.

Toutefois, rares sont les chercheurs qui ont choisi d'étudier les référents franco-ontariens en soi et pour soi, plutôt qu'en réponse à la rupture ou la métamorphose du Canada français. À cet égard, soulignons le travail de l'historienne Marie Lebel. En s'intéressant à un corpus de revues intellectuelles nord-ontariennes, Lebel arrive à d'importantes conclusions par rapport à « la contribution des intellectuels et des créateurs du Nouvel-Ontario à la (re)définition de la communauté d'appartenance franco-ontarienne<sup>31</sup> ». Elle s'intéresse au Nouvel-Ontario, défini comme étant « la partie septentrionale de l'Ontario où l'on retrouve près du tiers des francophones de la province. Plus concrètement, le Nouvel-Ontario réfère à un long corridor linguistique s'étendant de North Bay à Hearst et englobant Timmins et Sudbury<sup>32</sup> ». L'historienne démontre en quoi les thèmes de « territoire, de pays et de nordicité » sont importants dans la réflexion des intellectuels nord-ontariens. Elle avance notamment que l'élite intellectuelle francophone de Sudbury œuvre selon une logique sudburoise plutôt que franco-ontarienne ou canadienne-française à partir des années 1970, quoique cela change à partir des années quatre-vingt lorsqu'ils « amorcent la substitution d'un espace réel, plus provincial que régional<sup>33</sup> ».

---

<sup>31</sup>Marie Lebel, *Prises de parole et modes de l'engagement intellectuel dans le Nouvel-Ontario, 1970-1995*, Thèse de doctorat, Québec, Université Laval, 2010, p. 1.

<sup>32</sup>*Ibid.*, p. 1.

<sup>33</sup>*Ibid.*, p. 239, 247 et 253.

Finalement, l'historien Serge Miville a démontré que la mémoire du Canada français continuait d'alimenter la pensée des éditorialistes des journaux hebdomadaires de l'Ontario français pendant plus de 25 ans après les dernières assises des États généraux. Notamment, il souligne que le concept de « dualité nationale, [une] idée selon laquelle les Franco-Ontariens, comme tous les Canadiens-Français, forment un peuple fondateur et, par conséquent, ont droit à l'épanouissement collectif<sup>34</sup> » demeure l'argument par excellence des éditorialistes franco-ontariens dans leurs revendications autonomistes<sup>35</sup>. En fait, Miville, tout comme Michel Bock, suggère que les Franco-Ontariens auraient continué de voir le Québec d'un bon œil, du moins jusqu'en 1982 lorsque leurs droits linguistiques ont été « lié[s] juridiquement à [ceux] des Anglo-Québécois, de sorte que l'alliance informelle qui existait entre le Québec et les minorités francophones hors Québec [n'allait] plus de soi<sup>36</sup> ». La rupture du Canada français serait seulement consacrée ce moment-là, et non pendant les années 1960 comme semblent l'indiquer les chercheurs aînés.

De récentes études ont mis en lumière que « certains éléments mémoriels et identitaires du Canada français persistent et continuent d'alimenter l'imaginaire de la presse franco-ontarienne<sup>37</sup> » pendant la période étudiée. Cependant, on en sait encore peu sur la

---

<sup>34</sup> Serge Miville, *"À quoi sert au Canadien français de gagner l'univers canadien s'il perd son âme francophone?" : représentations identitaires et mémorielles dans la presse franco-ontarienne après la "rupture" du Canada français (1960-1986)*, Thèse de maîtrise (Histoire), Ottawa, Université d'Ottawa, 2012, p. 6.

<sup>35</sup> *Ibid.*, p. 233.

<sup>36</sup> *Ibid.*, p. 231.

<sup>37</sup> *Ibid.*, p. 6.

représentation que se font les francophones de l'Ontario de leur communauté. Quels « éléments mémoriels et identitaires », pour reprendre les mots de l'historien Serge Miville, les francophones de l'Ontario cherchaient-ils à créer ou à modifier? Comment recevaient-ils les transformations institutionnelles sur lesquelles ils n'avaient pas le contrôle, que ce soit celles du réseau institutionnel canadien-français, de l'État québécois ou même de l'État ontarien? Nous avançons qu'ils réagissent soit en militant pour de nouveaux pouvoirs politiques, soit en se dotant de nouvelles institutions autonomes qu'ils contrôlèrent entièrement sur une base régionale, et en créant un cadre de nouveaux éléments mémoriels et identitaires franco-ontariens, tout en réfléchissant au maintien ou à l'abandon du cadre référentiel canadien-français.

Mais avant d'explorer cette transformation identitaire de manière plus détaillée sur le plan local, nous nous pencherons de plus près sur la manière dont les universitaires ont perçu les transformations identitaires au Canada français et en Ontario français au cours de cette période (1968-1975).

### **1.3 - Problématique et hypothèse : Discours nationalitaires ou cacophonie discursive?**

Nous avons pu constater que les chercheurs qui étudient les questions identitaires au Canada français par l'entremise du paradigme de la rupture tendent à traiter des francophonies comme des ensembles cohésifs, et ce, malgré l'immensité des provinces canadiennes auxquelles ils s'intéressent. Cela peut se comprendre dans la mesure où la population francophone d'une province est concentrée dans une région spécifique, par exemple, dans le rayon entourant Saint-Boniface au Manitoba. Mais qu'en est-il lorsqu'il y a des foyers de peuplement dans plusieurs régions isolées d'une même province, comme c'est le cas en Ontario? Bien que les francophones d'une région puissent partager certains référents avec les francophones d'une même province, d'autres référents peuvent aussi se développer en raison de l'isolation régionale. Ainsi, les analyses des chercheurs œuvrant dans le paradigme de la rupture ont été utiles pour défricher ce terrain d'études, mais les recherches cadrées sur les francophonies provinciales, pour ne pas dire les francophonies régionales, risquent de constituer des terreaux plus fertiles à présent.

Le débat à savoir si les francophonies canadiennes constituent une réponse à la rupture du Canada français est donc, selon nous, essentiellement clos. Nous ne chercherons pas dans le cadre de ce travail à nous y inscrire. Comme l'ont fait Marie Lebel et Serge Miville, nous étudierons le discours d'une population plus restreinte que celle du Canada français au complet. Nous nous inscrivons donc dans un cadre franco-ontarien plutôt que canadien-français. Comme on le verra, même le cadre franco-ontarien pose problème par moments en raison de son important territoire.



La présente étude vise à mieux comprendre comment les francophones de Sudbury se sont adaptés aux remaniements identitaires décrits plus haut, en se penchant particulièrement sur les années 1968-1975. L'affirmation faite par la sociologue Danielle Juteau en 1980, à l'effet qu'« on connaît peu et mal les processus qui ont marqué l'évolution des Canadiens français vivant à l'extérieur du Québec <sup>38</sup> », demeure vraie aujourd'hui.

Nous croyons aussi que Sudbury est suffisamment spécifique et éloigné des autres centres d'influence culturelle (notamment Ottawa et Montréal), pour nécessiter que ses résidents se créent davantage de référents régionaux, voire une référence régionale. Ce phénomène s'explique sans doute par la réalité quotidienne de ses citoyens qui diffère beaucoup de celle des autres centres de par son économie, sa composition linguistique, son isolation et sa faible densité de population. D'ailleurs, la région a sans doute été la plus dissidente par rapport à l'ACFO provinciale, et de manière générale à l'élite canadienne-française d'Ottawa, pendant la période à l'étude <sup>39</sup>. Bref, elle est « l'exemple type d'une communauté franco-ontarienne bouleversée par le grand remue-ménage idéologique des

---

<sup>38</sup>Danielle Juteau, « Français d'Amérique, Canadiens, Canadiens français, Franco-Ontariens, Ontariens : qui sommes-nous ? », *Pluriel*, 24 (1980), p. 21.

<sup>39</sup>Michel Bock et Serge Miville, « Participation et autonomie régionale : l'ACFO et Ottawa face à la critique des régions (1969-1984) », *Francophonies d'Amérique*, n° 34 (2012), p. 16, 25.

années soixante et soixante-dix<sup>40</sup> ». Voici les éléments qui nous poussent à adopter cette hypothèse :

Au niveau institutionnel, les francophones du nord de l'Ontario cherchaient à se doter de structures permettant une gestion par et pour eux depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. À partir des années 1960, l'ACFÉO, ancêtre de l'ACFO, cherchait à diversifier ses activités et à se démocratiser afin de se rapprocher de la population générale franco-ontarienne<sup>41</sup>.

Soulignons aussi l'effervescence culturelle franco-ontarienne du nord de l'Ontario, parfois appelée Révolution sereine<sup>42</sup>. La génération de jeunes francophones issus du *baby-boom* a atteint l'âge de la majorité pendant la fin des années 1960 et le début des années 1970. Ils étaient nombreux à fréquenter la jeune Université Laurentienne où ils ont lancé les premiers jalons de nouvelles institutions artistiques franco-ontariennes. Ainsi sont nés le rendez-vous musical annuel La Nuit sur l'étang, la maison d'édition Prise de parole, le Théâtre du Nouvel-Ontario et la Coopérative des artistes du Nouvel-Ontario (qui elle donnera naissance à CANO-musique, groupe phare de l'Ontario français pendant les

---

<sup>40</sup>Michel Bock, *Comment un peuple oublie son nom : la crise identitaire franco-ontarienne et la presse française de Sudbury, 1960-1975*, Sudbury, Institut franco-ontarien/Prise de parole, 2001, p. 15.

<sup>41</sup>Julie Lafrenière, « Des luttes au consensus », dans Guy Gaudreau (dir.), *Bâtir sur le roc : de l'ACFÉO à l'ACFO du Grand Sudbury (1910-1987)*, Documents historiques, n° 92, Sudbury, La Société historique du Nouvel-Ontario, 1994, p. 106, 107.

<sup>42</sup>Gaston Tremblay, *Prendre la parole : le journal de bord du grand CANO*, Ottawa, Le Nordir, 1995, p. 11, et Johanne Melançon, « Le Nouvel-Ontario : espace réel, espace imaginé, espace imaginaire », *Quebec Studies*, vol. 46 (automne 2008/hiver 2009), p. 54.

années 1970, entre autres). Bien que certains chercheurs, tel que Gaétan Gervais<sup>43</sup>, postulent que la Révolution sereine était un élément de continuité avec le Canada français plutôt qu'un point de rupture, nous posons la question suivante : Pourquoi toutes ces nouvelles institutions ont-elles été créées à ce moment-là, et dans le nord de l'Ontario alors que les francophones y sont bien enracinés? Sans doute parce qu'on arrivait à un point tournant dans l'histoire des francophones de Sudbury<sup>44</sup> : les institutions qui avaient existé jusqu'à ce moment-là ne répondaient plus à leurs besoins, à leurs aspirations ou à leur conception d'une identité collective.

Ce phénomène ne s'est pas limité uniquement au milieu artistique. Le 15 décembre 1960, on publiait le premier journal étudiant de l'Université Laurentienne. Il s'agissait du *Laurentian Gazette Laurentienne*, qui a adopté le nom de *Lambda* dès le numéro suivant. Le journal bilingue contenait des articles en français et en anglais jusqu'en 1964. C'est à ce moment que rédacteur en chef anglophone du journal, doutant des capacités des membres francophones du journal, les a mis au défi de produire un numéro entièrement en français. À la suite de leur succès, *Le Lambda* est né; il a ensuite été publié parallèlement au journal de langue anglaise. Cependant, le schisme idéologique qui existait entre les étudiants canadiens-français et les étudiants canadiens-anglais du journal s'est accentué au cours des sept années suivantes, jusqu'à ce que les étudiants canadiens-

---

<sup>43</sup>Gaétan Gervais, « Fernand Dorais en son contexte franco-ontarien 1969-1994 », dans Gratien Allaire et Michel Giroux (dir.), *Fernand Dorais et le Nouvel-Ontario : réflexions sur l'œuvre et sur l'influence d'un provocateur franco-ontarien*, Sudbury, Institut franco-ontarien (Collection fleur-de-trille), 2007, p. 24.

<sup>44</sup>Lucie Hotte, « Littérature et conscience identitaire : l'héritage de CANO », dans Andrée Fortin (dir.), *Produire la culture, produire l'identité?*, Sainte-Foy, Les Presses de l'université Laval, 2000, p. 53.

français jugent qu'il valait mieux lancer leur propre journal : *Réaction*. Cette nécessité d'émancipation linguistique ne s'est pas limitée à la dimension anglophone, mais s'est opérée aussi par rapport au « français québécois et au français de France [et à] une langue française pure qui n'est pas celle des Franco-Ontariens » comme l'avance Lucie Hotte. Ni anglophones, ni Québécois, est-il surprenant que les Franco-Ontariens aient continué d'investir et de valoriser le bilinguisme personnel<sup>45</sup>?

Tous ces changements, entre autres, laissent deviner que les francophones de Sudbury se penchaient sur leur façon de se percevoir au sein de la nation canadienne-française, de la société canadienne et oui, même au sein de la francophonie ontarienne.

La périodisation de notre étude se justifie en raison des bouleversements idéologiques qui surviennent à ce moment-là, mais aussi la disponibilité des sources. En 1968, on était au lendemain des deuxièmes assises du Canada français, moment charnière où le nationalisme québécois s'imposait comme l'idéologie dominante des Canadiens-Français du Québec et qui par le fait même signifiait l'exclusion de ceux de l'extérieur<sup>46</sup>. Ce changement de donne rendait les Franco-Ontariens seuls responsables de leur avenir collectif. L'année 1968 marquait aussi la première parution du journal *Le Voyageur* et le début du parachèvement du système scolaire public de langue française, qui mènerait l'ACFÉO à repenser sa raison d'être l'année suivante<sup>47</sup>. La deuxième borne temporelle

---

<sup>45</sup>*Ibid.*, p. 59-62.

<sup>46</sup>Bock, *Comment un peuple oublie son nom*, p. 30.

<sup>47</sup>Bock et Miville, « Participation et autonomie régionale », p. 20.

correspond à l'année de la création d'un symbole important en Ontario français : le drapeau franco-ontarien.

En étudiant ces sept ans, nous espérons être en mesure de répondre aux questions de recherche suivantes : Dans quelle mesure les francophones de Sudbury acceptaient-ils, au début de la période d'étude, la référence canadienne-française, et à la fin de la période d'étude, la référence franco-ontarienne? Ces références étaient-elles définies de façon claire et précise? À la suite du déclin de la référence canadienne-française, y avait-il un discours identitaire unique ou majoritaire qui a su s'imposer comme référence de rechange, ou assistait-on au contraire à l'émergence d'une multitude de discours concurrents dans la communauté? Dans quelle mesure le discours nationaliste québécois influençait-il la *référence* franco-ontarienne? Dans quelle mesure les Franco-Ontariens ont-ils tenu au maintien des liens qu'ils détenaient avec l'ancien « Canada français »? Si des tensions interrégionales rendaient difficile la construction d'une référence identitaire commune à l'ensemble de l'Ontario français<sup>48</sup>, un phénomène semblable avait-il lieu dans une même région<sup>49</sup>? De façon plus importante, comment les acteurs de l'Ontario français modifiaient-ils la référence « franco » pour la modeler à leur goût et aux exigences perçues du moment?

Les réponses à toutes ces questions sont complexes. Pour avoir habité à Sudbury pendant toute ma vie, j'ai pu constater que l'adoption, ou non, des référents franco-ontariens varie

---

<sup>48</sup>*Ibid.*, p. 18.

<sup>49</sup>Juteau, « Français d'Amérique », p. 53, 56.

d'un Franco-Ontarien à l'autre. Force est d'admettre, même, que les référents franco-ontariens n'occupent que très peu de place dans la vie quotidienne de plusieurs parlant-français. Il n'y a qu'une petite minorité bruyante de Franco-Ontariens qui s'intéressent assez sérieusement à l'avenir de l'Ontario français comme groupe nationalitaire pour en discuter sur une base régulière. Ce sont les intellectuels, les étudiants, les artistes et les journalistes qui échangent là-dessus, et souvent ils ne partagent pas le même avis.

Chacun de ces groupes formule son propre discours sur la définition de la collectivité franco-ontarienne. En retraçant leurs écrits, on peut suivre l'évolution de la pensée d'une partie de l'élite (c'est-à-dire, le clergé régional, les journalistes du *Voyageur* et quelques membres influents de la communauté) et d'une partie de la jeunesse (essentiellement, les étudiants de l'Université Laurentienne) franco-sudburoises.

Afin de répondre à ces questions et de décrire les discours franco-sudburois de la période – ainsi que leurs variantes – nous feront appel aux concepts de la « référence » et des « référents ». Notre définition de ces concepts sera une adaptation de celle de leur créateur, le sociologue Fernand Dumond. Ce dernier<sup>50</sup> conçoit la « référence » comme étant « une symbolique commune à laquelle se réfèrent semblablement les membres d'une collectivité pour l'attribuer à leur Soi (la France, l'Église ou le prolétariat, "c'est moi") ». Ces personnes forment alors un groupe par référence<sup>51</sup>.

---

<sup>50</sup>Fernand Dumont, *Genèse de la société québécoise*, Montréal, Boréal, 1996, p. 342.

<sup>51</sup>Nicole Gagnon, « L'identité équivoque », dans Simon Langlois et Yves Martin (dir.), *L'horizon de la culture : hommage à Fernand Dumont*, Sainte-Foy, Les presses de l'Université Laval, 1995, p. 178.

Gaétan Gervais définit le mot « culture » de façon semblable : « un ensemble de signes qui rendent la communication plus facile entre deux membres d'un même groupe culturel qu'entre un membre et un non membre<sup>52</sup> ». Gervais ajoute aussi que « c'est par la somme de ses appartenances qu'une communauté et qu'une personne se définissent », tout en reconnaissant que des « communautés » de force et d'intensité variables peuvent exister en fonction du nombre de signes qui les unit<sup>53</sup>.

Nous considérerons, pour notre part, que l'ensemble des symboles, « signes », ou « appartenances » (que nous désignerons comme des référents) partagés largement dans la communauté à l'étude forment, ensemble, la référence. Telle une toile d'araignée, la référence est formée d'une multitude de liens ou référents tous inter-reliés. Si tous les liens sont détruits, la toile s'effrite quoique des sections de la toile puissent demeurer stables même si on enlève certains liens.

La référence franco-ontarienne, solide ou non, complète ou non — c'est ce que nous examinerons dans ce mémoire — a connu une gestation indépendante de la référence québécoise, elle aussi naissante au cours des décennies 1960 et 1970. Nous verrons que ces deux références étaient différentes.

Nous soutenons que cette nouvelle référence franco-ontarienne a graduellement été définie par le biais d'une discussion collective auquel participaient de multiples acteurs qui ont créé un grand nombre des référents. Ces échanges entre francophones de

---

<sup>52</sup>Gervais, « La stratégie de développement institutionnel », p. 70.

<sup>53</sup>*Ibid.*, p. 70.

l'Ontario en dit long sur leur façon de percevoir le monde autour d'eux, mais surtout sur leur perception de soi. Nous verrons qu'à Sudbury, cette nouvelle référence contenait certes quelques éléments de l'ancienne référence canadienne-française, mais qu'elle contenait également des éléments qui lui étaient propres. Ce sont surtout à ces nouveaux éléments référentiels que nous nous intéressons dans le cadre de cette thèse.

Parmi les groupes étudiés, l'élite cléricale et les journalistes du *Voyageur* véhiculaient un discours plus conservateur et défendaient davantage la référence canadienne-française et les valeurs cléricales<sup>54</sup> que ne le faisaient les intellectuels, les artistes ou les étudiants. Si ces premiers commençaient à changer de ton vers la fin de la période d'étude, ils ne l'ont pas fait au même rythme que les autres groupes. Les intellectuels, les étudiants et les artistes ont eu moins peur d'élaborer de nouveaux référents, avec le but supposé de créer une nouvelle référence. Cependant, ils n'arrivent pas pleinement à ce but non plus. Notons aussi qu'aucun de ces groupes n'a forcément fait front commun contre un autre. Par moment, ils travaillent effectivement de pair les uns avec les autres tandis qu'à d'autres moments ils préfèrent façonner de nouveaux référents indépendamment, en vase clos.

Les discours véhiculés par ces groupes n'a pas toujours porté explicitement sur la définition de la communauté franco-ontarienne de Sudbury. C'est en analysant minutieusement les propos de ces groupes sur un ensemble d'enjeux qu'on arrive à

---

<sup>54</sup>Bock, *Comment un peuple oublie son nom*, p. 15.



déceler leur façon de percevoir la communauté. Souvent, le silence de ces groupes par rapport à certaines questions est tout aussi révélateur que leurs écrits.

On verra par ailleurs que tous les groupes étudiés étaient hétérogènes et la référence franco-ontarienne (si on peut l'appeler ainsi) qu'ils formulaient est demeurée floue. Les historiens Michel Bock et Serge Miville ont remarqué ce même phénomène chez les mouvements de jeunesse franco-ontariens pendant les années 1960<sup>55</sup>. Michel Bock a publié une étude semblable à la nôtre en 2001. Une différence importante entre les deux études justifie que l'on creuse ce filon davantage : si Bock a voulu tenir compte de facteurs exogènes à la problématique identitaire franco-ontarienne (notamment l'influence du gouvernement fédéral sur l'évolution des vocables dont se servent les Franco-Ontariens pour se définir)<sup>56</sup>, nous voulons surtout étudier les facteurs endogènes à cette question.

Au final, nous verrons que les francophones de Sudbury ne sont pas arrivés à un consensus sur leur identité collective, mais qu'ils ont tout de même adapté les référents franco-ontariens et canadiens-français à leur façon, souvent même en important des référents anglo-saxons et étasuniens pour compléter leur référence collective.

## 1.4 - Méthode

---

<sup>55</sup>*Ibid.*, p. 116, et Bock et Miville, « Participation et autonomie régionale », p. 16.

<sup>56</sup>Bock, *Comment un peuple oublie son nom*, p. 14.

Notre premier but était de reconstituer la trame des événements ayant une pertinence pour le projet. À partir des études existantes, nous avons identifié les éléments suivants : la consécration de la « rupture » de la référence traditionnelle lors des États généraux du Canada français (1967-69), la transformation de l'ACFÉO en ACFO (1969), la série de crises scolaires qui ont secoué l'Ontario durant les années 1970, et la montée du nationalisme québécois. Afin d'observer les réactions locales à ces enjeux, nous avons réalisé une analyse du journal hebdomadaire communautaire *Le Voyageur* entre 1968 et 1975 et du journal étudiant de langue française de l'Université Laurentienne *Réaction* de 1971 à 1974. Quelques textes publiés en 1976, 1977 et 1978 ont également été retenus pour mieux illustrer le point de vue étudiant. Nous n'avons pas consulté le journal *Le Lambda* de l'Université Laurentienne puisqu'une analyse récente menée par Serge Dupuis a repéré les informations dont nous avons besoin pour cette étude<sup>57</sup>. De plus, nous voulions étudier l'élaboration de la ligne éditoriale de *Réaction* en raison de la scission qu'il représente par rapport au *Lambda* bilingue et à *Le Lambda*. Il n'était pas question de comparer *Réaction* aux publications du *Lambda*. De manière semblable, nous n'avons pas retenu le journal étudiant *Le Calumet* (publié entre 1974 et 1975) en raison de sa courte période de publication et de son moins important volume de contenu.

Près de cent articles ont été retenus pour l'analyse. Tous les textes faisant partie de la sélection initiale véhiculaient directement ou indirectement une opinion sur la nature de la collectivité francophone de Sudbury, de l'Ontario ou du Canada. Les textes ont été

---

<sup>57</sup>Voir les pages 42, 63 et 85 pour les références à Dupuis.

traités manuellement (c'est-à-dire sans l'aide d'une base de données numérique). Une fois qu'une première lecture de ces textes a été complétée, nous avons décelé trois thèmes importants, soit la langue, le rapport à l'Église catholique, et la régionalisation, qui ont servi à organiser le travail en trois chapitres. Les textes moins cohérents ont été écartés de la recherche et seulement une soixantaine de textes ont été retenus. On a pu organiser ces textes thématiquement pour former la base des chapitres et de leurs sous-sections.

Afin de compléter l'information, nous avons également consulté le fonds d'archives de l'Association canadienne-français d'Ontario du grand Sudbury (ACFO) à la bibliothèque J.N. Desmarais de l'Université Laurentienne. Nous avons choisi de les examiner parce qu'ils permettaient de compléter l'information trouvée dans les journaux étudiés. Il s'agit, après tout, du seul organisme qui prétent parler au nom de la communauté au complet. Si ceux-ci mettent davantage en valeur une minorité « vocale » de la communauté franco-sudburoise, les procès-verbaux auraient dû malgré tout nous permettre de faire état d'une variété d'idées circulant dans la communauté à cette époque, puisque l'association a fait des efforts, pendant ces années, pour mieux refléter les priorités des milieux populaires — sujet peu étudié jusqu'à présent en histoire franco-ontarienne. Nos recherches dans les fonds d'archives de l'ACFO n'ont pas été aussi fructueuses que nous l'espérions, mais elles ont quand même contribué à mieux comprendre la communauté franco-sudburoise dans son ensemble. Nous avons ciblé et retenus les procès-verbaux de ce fonds lorsqu'ils correspondaient aux mêmes critères que les articles des journaux cités ci-dessus. Même si le fonds est malheureusement incomplet, les procès-verbaux retenus ont permis

d'identifier des acteurs importants pour la période tout en offrant un point de vue autre que celui présent dans les journaux.

En étudiant les textes entourant les événements cités ci-dessus, nous avons premièrement déterminé si leurs auteurs se positionnaient sur l'enjeu de l'identité collective. Deuxièmement, nous avons évalué la nature des propos tenus : qu'est-ce que ce texte nous apprend sur la façon dont l'auteur perçoit la communauté francophone de Sudbury ou de l'Ontario? Troisièmement, nous avons mis en relation toutes les sources portant sur un même enjeu : les propos tenus par les auteurs du *Voyageur* et par les membres de l'ACFO concordent-ils? Vont-ils à l'encontre de ceux tenus par les étudiants de *Réaction*? Finalement, nous avons mis en relation les discours de chaque source (voire des auteurs individuels) avec l'historiographie tout en tentant de déterminer s'il s'agissait d'un cas isolé ou d'une tendance.

Le premier chapitre sert à présenter et à baliser la thèse. Le deuxième chapitre a deux objectifs. Il donne d'importants renseignements contextuels au lecteur (ce qui explique en partie sa forme narrative) tout en traitant de l'importante régionalisation des repères identitaires qui s'opère chez les francophones de Sudbury pendant la période d'étude. Notons que l'étude des mutations traversées par la *référence* canadienne-française en Ontario est un terreau qui demeure fertile pour nous en apprendre davantage sur l'Ontario français<sup>58</sup>. Nous pensons par exemple à l'autonomie institutionnelle, qui était fortement

---

<sup>58</sup>Bock et Miville, « Participation et autonomie régionale », p. 17.

valorisée par les nationalistes canadiens-français avant la rupture, et qui continue d'être valorisée – même peut-être davantage – chez les Franco-Ontariens de la période à l'étude, notamment chez les étudiants de l'Université Laurentienne. Il semblerait donc s'agir d'un emprunt ou d'un usage continué d'un référent canadien-français. Ensuite, on aborde la croissance de l'usage des référents néo et nord-ontariens. Le troisième chapitre explore le thème de la langue, abondamment présent dans les textes retenus. Plus spécifiquement, il est question des rapports qu'ont les francophones sudburois à la langue familière, au bilinguisme individuel et au bilinguisme institutionnel. Finalement, le quatrième chapitre explore le thème du rapport à l'Église catholique. Ce chapitre montre qu'une majorité des francophones de Sudbury ont tendance à délaisser le catholicisme comme marqueur identitaire tout en rejetant le cléricalisme.

## CHAPITRE 2 – Régionalisation et autonomisation

Pendant la période à l'étude, la référence canadienne-française devenait de moins en moins dominante parmi les francophones de Sudbury suite à la montée du nationalisme québécois. Bien qu'on conservait certains éléments de l'ancienne référence, plusieurs nouveaux référents avaient été mis de l'avant à ce moment, dont plusieurs se rapportant au Nord ontarien. Toute la région nord-ontarienne devenait pratiquement une référence en soi. Au nom de cette nouvelle référence, les francophones de Sudbury renouvelaient l'autonomie institutionnelle qu'ils avaient déjà acquise, surtout par le biais de l'élite canadienne-française depuis la fondation de la ville<sup>1</sup>. Dans les cas où ils n'étaient pas autonomes, ils se dotaient de nouvelles institutions afin de combler leurs lacunes.

Cette nouvelle référence partielle s'est manifestée de quatre façons : le renouvellement du chapitre local de l'ACFO, qui s'est recentré sur la population de la région immédiate afin d'aborder des enjeux nord-ontariens plutôt que les enjeux dits « provinciaux » dictés par le siège ottavien; la création d'un journal étudiant et d'une association étudiante de langue française par les étudiants de la Laurentienne qu'ils justifiaient par leur enracinement nord-ontarien; l'usage croissant des vocables « nord-ontarien » et « nouvel-ontarien » par des intellectuels, des artistes et des étudiants et, finalement, la mise sur pied d'un centre communautaire de langue française dans la région.

---

<sup>1</sup>Gervais, « La stratégie de développement institutionnel », p. 73.

Dans la section qui suit, on démontrera les mesures qu'ont prises les francophones de Sudbury pour accroître leur autonomie, en tant que collectivité distincte de la majorité, mais en donnant à cette autonomie une base davantage régionale que par le passé. On démontrera aussi que malgré certaines difficultés éprouvées en tant que collectivité, les francophones de Sudbury ont amorcé un véritable projet de société (c'est-à-dire qu'ils sont arrivés à un relatif consensus sur quels référents maintenir, modifier ou supprimer de la référence franco-sudburoise) grâce à ces efforts d'autonomie et à une augmentation de la représentativité.

## **2.1 - Plus d'autonomie régionale à l'ACFO du grand Sudbury**

À partir de l'adoption par le gouvernement ontarien des lois 140 et 141 permettant la création d'écoles publiques de langues françaises, l'ACFÉO provinciale se cherchait une nouvelle raison d'être<sup>2</sup>. Comme l'ACFÉO avait largement été l'affaire de l'élite canadienne-française d'Ottawa jusqu'alors, l'organisme se heurtait à un problème de représentativité auprès de ses sections régionales. L'Association amorçait donc en 1969, un virage permettant de « consolider les réalités et les particularités régionales de l'Ontario français<sup>3</sup> » en adoptant une structure régionale plutôt que paroissiale. Malgré ce virage, les membres de la section sudburoise demandaient toujours plus d'autonomie pour leur région en réclamant à l'organisme provinciale d'accroître le nombre

---

<sup>2</sup>Lafrenière, « Des luttes au consensus », p. 106-109.

<sup>3</sup>Bock et Miville, « Participation et autonomie régionale », p. 20.

d'animateurs culturels dans le nord de la province en séparant ses deux régions en cinq régions indépendantes<sup>4</sup>, sans quoi ils craignaient que l'agenda ottavien leur demeure imposé aux dépens des initiatives nord-ontariennes<sup>5</sup>.

Hubert Potvin, éditorialiste au *Voyageur*, appuyait la démarche des représentants locaux de l'ACFO. D'un ton presque menaçant, il avançait que l'ACFO provinciale avait les moyens de créer ces trois centres d'animation afin de permettre à ces régions de devenir plus autonomes par rapport à l'organisme provincial. Le lundi 18 janvier 1971, la manchette du *Voyageur* annonçait la redéfinition des frontières de l'ACFO. Ainsi, les membres de l'ACFO du grand Sudbury ont eu gain de cause. C'est à partir du moment où l'ACFO du Moyen-Nord devient l'ACFO du grand Sudbury qu'elle s'est consacré à des dossiers qui étaient moins intimement liés à la langue et plus centrés sur les questions sociales de la région. L'influence d'Ottawa, remise en question à Sudbury depuis la fin des années 1960<sup>6</sup>, l'a davantage été à partir des restructurations des années 1970<sup>7</sup>.

En septembre 1970, à la suite de l'obtention d'un animateur culturel, l'ACFO du grand Sudbury organisait ses « États généraux », espérant inciter la population francophone à y participer. Surtout, elle souhaitait attirer des membres de la population ouvrière, tranche de la population francophone qui avait été largement absente du processus décisionnel de

---

<sup>4</sup> S.n., « Les régions exigent une restructuration complète de l'ACFO », *Le Voyageur*, lundi, 28 septembre 1970, p. 1.

<sup>5</sup> Lafrenière, « Des luttes au consensus », p. 112-113.

<sup>6</sup> *Ibid.*, p. 114.

<sup>7</sup> S.n., « Les francophones du Moyen-Nord veulent trois centres d'animation », *Le Voyageur*, lundi, 18 janvier 1971, p. 1, 3.



l'ACFO sudburoise jusqu'à ce moment<sup>8</sup>. *Le Voyageur* se montrait favorable à l'initiative, clamant qu'elle constituait « une première à deux points de vue. Tout d'abord, [c'était] la première fois qu'un groupe se réuni[ssai]t à l'extérieur du noyau initial. Ensuite, [c'était] aussi la première fois qu'un groupe de travailleurs se mêl[ait] en tant que tel au mouvement<sup>9</sup> ». C'est dire que Potvin comprenait l'importance d'inclure la dimension ouvrière dans la réorientation de l'ACFO, et conséquemment des référents franco-sudburois.

Si l'ACFO régionale n'avait pas réussi à attirer autant d'ouvriers qu'elle l'avait voulu, elle a quand même augmenté la participation ouvrière à ses activités de manière importante<sup>10</sup>. Reste qu'on doutait encore que les États généraux (et le Comité des Citoyens qui allait en découler) puisse être représentatif de l'ensemble de la population franco-sudburoise<sup>11</sup>. Ce sentiment était présent chez certains membres de la communauté également. Soulignons à cet effet les commentaires de Maurice Ouellette, recueillis par Hubert Potvin, qui espérait consolider tous les groupuscules francophones pour en faire un front uni : « il faut faire le regroupement des Canadiens français au plus vite. Aujourd'hui, l'argent est là, mais il faut se grouiller pour aller la chercher. Il faut arrêter d'aller brailler chacun de notre bord pour avoir un peu d'argent ». Les commentaires de

---

<sup>8</sup>Michel Legault et Jean Robert Marcoux, « Le Comité des citoyens de Sudbury : bilan du cheminement de juin 70 à décembre 70 », Sudbury, Association canadienne-française d'Ontario du grand Sudbury (ACFO), janvier 1971, p. 2, Fonds de l'Association canadienne-française de l'Ontario du grand Sudbury (ACFO) P039. Archives de l'Université Laurentienne, Sudbury.

<sup>9</sup>Hubert Potvin, « Ça débloque », Éditorial, *Le Voyageur*, lundi, 28 septembre 1970, p. 5.

<sup>10</sup>S.n., « Percée à Minnow Lake : Les États généraux accueilleront leurs premiers ouvriers », *Le Voyageur*, lundi, 28 septembre 1970, p. 1.

<sup>11</sup>Hubert Potvin, « Quand la parole est aux actes ». *Le Voyageur*, lundi, 2 novembre 1970, p. 4.

Noël St-Denis faisaient écho à ceux de Ouellette : « les Canadiens français qui se mangent la laine sur le dos ont beaucoup à apprendre de la solidarité de la communauté italienne de Sudbury<sup>12</sup> ». On comprendra donc que bon nombre de citoyens francophones avaient envie de participer à un projet nationalitaire cohésif et représentatif de l'ensemble de sa population, chose qui n'avait pas été possible par le passé.

Ce que l'on doit retenir, c'est que la direction de l'ACFO se rendait compte qu'elle n'avait pas le leadership nécessaire pour réaliser tous les projets que ses membres désiraient entreprendre. Elle a donc pris des mesures pour en trouver en admettant que « des leader naturels, c'est dur à trouver ». Malgré ce constat, l'organisme ne s'arrêtait pas. Plutôt, elle redoublait d'effort, apprenant de ses erreurs du passé. « L'échec des groupes existants à regrouper les Canadiens-Français venait du fait que les vrais besoins n'étaient pas rejoints : le problème du Canadien-Français, c'est pas [sic] d'abord une question de [manque de] culture, de bon langage.<sup>13</sup> » En réunissant les leaders naturels des multiples secteurs d'intérêt sous l'égide du Comité de citoyens, le travail de ses membres a pu être consolidé afin de mieux répondre aux besoins des francophones de la région.

L'idée du Comité des citoyens de l'ACFO, même s'il a déçu à l'organisme provincial<sup>14</sup>, semble avoir fonctionné puisqu'il a permis à l'organisme sudburois de recruter de plus en plus de membres. Les rencontres se tenaient un peu plus d'une fois par mois entre juin

---

<sup>12</sup>S.n., « Percée à Minnow Lake ».

<sup>13</sup>Legault et Marcoux, « Le Comité des citoyens de Sudbury », p. 2.

<sup>14</sup>Bock et Miville, « Participation et autonomie régionale, p. 25.

1970 et décembre 1970. À la première rencontre préparatoire, dix membres s'étaient présentés. Cependant, le nombre de participants a augmenté considérablement par la suite. À la cinquième rencontre, on comptait trente membres, et à la dernière rencontre de 1970 le nombre de membres avait cru à quarante-deux<sup>15</sup>. Visiblement, cette recette a connu du succès puisque près de 250 personnes se sont présentés au congrès fondateur du comité<sup>16</sup>.

Au cours de cet exercice, l'ACFO s'était dit que la clé de son succès était le processus participatif. De plus, elle admettait que la formule de planification communautaire traditionnelle s'était avérée désuète.

*Une première étape a été franchie quand les participants se sont exprimés en leur nom au lieu de parler au nom d'un organisme. Puis, de plus en plus de visages nouveaux se sont présentés, des gens qui étaient hors des associations connues. Enfin une percée travailleuse [sic] s'est faite; un groupe d'ouvriers se sont [sic] intégrés au mouvement. [...] Contrairement aux groupements traditionnels dirigés par un noyau, le groupe des États Généraux a participé à un leadership collectif. De juin à novembre, c'est vraiment tout le groupe qui a mûri la réflexion ensemble et qui s'est engagé dans le concret de l'action.*<sup>17</sup>

Bref, l'ACFO est arrivée à la conclusion que le meilleur moyen d'interpeler les gens de la région, était de leur laisser prendre le volant de l'organisme. Ainsi, la population franco-sudburoise devenait responsable de la direction de l'organisme, de ses projets de société, et conséquemment, des référents en résultant.

---

<sup>15</sup>Legault et Marcoux, « Le Comité des citoyens de Sudbury », p. 3-4.

<sup>16</sup>S.n., « 250 personnes ont formé le Comité des citoyens francophones », *Le Voyageur*, lundi, 30 novembre 1970, p. 1.

<sup>17</sup>Legault et Marcoux, « Le Comité des citoyens de Sudbury », p. 3.

Grâce au succès du congrès, le Comité des citoyens a réussi à dresser une liste de priorités pour l'ACFO de la région. En premier lieu, il demandait à l'organisme de mettre sur pied des plans pour créer un véritable centre communautaire pour les francophones de la ville. Ne souhaitant pas réinventer la roue, le congrès a mandaté l'ACFO de travailler de pair avec le centre communautaire de la paroisse Sainte-Anne-des-Pins, le Centre des jeunes, qui avait déjà entamé des démarches à cet égard.

En second lieu, l'assemblée demandait à l'ACFO d'aborder le problème du logement qui régnait dans la ville. Bien que la question ne soit pas d'ordre sociolinguistique à la base, les membres de l'assemblée, en adoptant cette priorité, demandaient à l'ACFO de parler en son nom auprès du gouvernement municipal. Ainsi, les membres du comité démontraient qu'ils faisaient partie d'un front commun avec des aspirations sociétales spécifiques : celle d'un logement abordable qui tenait compte de la population francophone.

L'assemblée recommandait aussi que l'Université Laurentienne effectue un recrutement plus important de francophones provenant des « écoles françaises et bilingues du Nord-Ontario et du nord-ouest du Québec<sup>18</sup> ». Cette demande était sans doute liée à celle qu'avait faite l'assemblée d'instaurer un bicaméralisme (francophone/anglophone) administratif dans l'ensemble de l'institution d'enseignement supérieur. Ainsi, les programmes de langue française et les programmes de langue anglaise seraient devenus indépendants les uns des autres, à part le partage de l'infrastructure. Le Comité des

---

<sup>18</sup>S.n., « La ligne d'action tracée par le congrès », *Le Voyageur*, lundi, 30 novembre 1970, p. 2, 9.

citoyens veillait donc non-seulement à ce que son université régionale maintienne sa francité, mais il cherchait aussi à accroître l'autonomie des francophones en son sein.

Finalement, l'assemblée demandait une plus grande proportion de professeurs canadiens-français afin d'éviter que « l'enseignement universitaire soit submergé par une culture française étrangère<sup>19</sup> ». Notons aussi le désir d'augmenter le recrutement francophone non seulement dans le Nord-Ontario<sup>20</sup>, mais également dans le nord-ouest québécois plutôt que dans l'Outaouais ontarien, autre région à forte teneur francophone en Ontario. C'est dire que la nordicité, en plus de la francité, était un élément désirable dans le recrutement d'étudiants.

Si auparavant l'ACFO du grand Sudbury tentait d'imposer la vision de son élite pour le développement de la communauté francophone de Sudbury, à partir des années 1970 elle a réorienté ses objectifs vers des enjeux plus populaires et moins liés à la langue. Elle l'a fait grâce à la régionalisation qui l'a créée ainsi qu'à la participation d'un plus vaste échantillon de la population sudburoise. Tout cela témoigne du fait que les francophones de Sudbury s'intéressaient davantage à se donner des référents qui reflétaient leur réalité immédiate plutôt que s'en tenir à ceux des francophonies provinciale ou nationale.

### **2.1.1 - Retomber dans les anciens défis**

---

<sup>19</sup>*Ibid.*, p. 2 et 9.

<sup>20</sup>Le Nord-Ontario correspond essentiellement au territoire qu'on désigne aujourd'hui par le nord-est ontarien.

Malgré un nouvel essor entre 1970 et 1971, l'ACFO régionale retombait bientôt dans ses anciens défis : le manque de visibilité, le manque de vision claire, la rétention difficile des membres, mais surtout l'absence d'objectifs concrets. En 1973, les membres de l'ACFO du grand Sudbury s'interrogeaient à nouveau quant au rôle que devait jouer l'organisme. Ses membres exécutifs constataient le désintéressement récurrent chez ses participants et se demandaient si cela n'était pas en lien avec la nature théorique des objectifs que se fixait l'organisme. Selon les participants, on avait souvent l'impression de perdre son temps aux réunions, puisqu'il était rare qu'on donne suite aux idées qui y avaient été véhiculées. À l'automne 1973, Marie-Élizabeth Brunet, jeune membre de l'ACFO suggérait que l'on se penche sérieusement sur les questions de suivis et des objectifs concrets lors de la réunion suivante, mais aucun suivi n'a été fait selon les procès-verbaux des prochaines réunions<sup>21</sup>.

La quête de sens a continué de troubler l'ACFO du grand Sudbury dans la deuxième moitié de la décennie. Les aspirations sociales et autonomistes du début des années 1970 semblent avoir été évacuées de l'organisme au fur et à mesure que les membres portants ces idées quittaient l'organisme<sup>22</sup>. Le 26 mai 1976, on a souligné lors d'une réunion de l'organisme que « l'idée principale qui est ressortie de cet échange est que l'ACFO [régionale] existe pour permettre aux gens de vivre en français ». On se rendait également compte que l'ACFO avait perdu de sa base populaire, et conséquemment, on la soupçonnait d'être redevenue illégitime et élitiste aux yeux du francophone sudburois

---

<sup>21</sup>S.n., ACFO du grand Sudbury, « Procès-verbal du 21 octobre 1973 », AUL, ACFO, P039.

<sup>22</sup>*Ibid.*

moyen. Plus simplement, le nouveau référent nord-ontarien qui avait gagné de l'importance pendant la première moitié de la décennie n'était pas demeuré important au sein de l'ACFO. L'organisme délaissait ce référent afin de se concentrer uniquement sur son mandat linguistique. Cela explique peut-être aussi ses difficultés pendant les années qui ont suivi.

Peu importe le cas, il semble bien que la population francophone de Sudbury était de moins en moins portée à investir l'organisme. D'ailleurs, dans le film documentaire *J'ai besoin d'un nom*<sup>23</sup> de Paul Lapointe, tourné en 1978, les propos de plusieurs acteurs faisaient écho à ce phénomène. Notamment, l'historien Gaétan Gervais affirmait que

*L'ACFO a toujours eu la prétention de parler au nom des Franco-Ontariens. Elle a modifié cette attitude dans les dernières années je pense... mais il reste qu'au niveau du gouvernement ontarien c'est toujours l'ACFO qui est le porte-parole des Franco-Ontariens alors qu'à ce moment-là, on peut se demander si l'ACFO véhicule véritablement les préoccupations, les besoins prioritaires des Franco-Ontariens.*<sup>24</sup>

Les propos d'une jeune militante, Diane Desaulniers<sup>25</sup>, témoignaient aussi de la frustration de certains francophones non seulement envers l'organisme régional, mais également envers l'organisme provincial : « L'ACFO donne une image d'une organisation du Club d'âge d'or, d'un paquet de vieille mémères qui font absolument rien. [...] Les gens de l'ACFO font preuve d'une masturbation intellectuelle

---

<sup>23</sup>Paul Lapointe, « J'ai besoin d'un nom », Long-métrage, ONF, 1978, 55 minutes.

<sup>24</sup>Gaétan Gervais dans Paul Lapointe, « J'ai besoin d'un nom », 45m00s-45m30s.

<sup>25</sup>Bien qu'il n'y ait aucune indication de ce fait dans le film de Paul Lapointe, la jeune femme qui émet ce commentaire est Diane Desaulniers. Nous avons pu confirmer son identité grâce à des entretiens avec sa sœur, Rachel Desaulniers, et le conjoint de cette dernière, Pierre Riopel.

extraordinaire »<sup>26</sup>. Ces propos montrent la perception qu’avaient les jeunes de l’organisme provincial : il ne desservait les intérêts que d’une partie de la population franco-sudburoise, l’élite et les personnes plus âgées.

L’organisme régional, bien que plus autonome qu’au début des années 1970, travaillait malgré tout de pair avec l’organisme provincial et était lié à sa réputation. On se rend compte que malgré ses désirs d’être l’organisme parapluie de la francophonie sudburoise, l’ACFO du grand Sudbury n’avait su devenir attirante pour une proportion appréciable de la population canadienne-française de Sudbury qu’au début des années 1970. Dans la deuxième moitié de la décennie, elle avait délaissé ses nouvelles ambitions - la représentativité populaire et les projets concrets autonomistes - au profit d’un militantisme passif appuyant les enjeux – surtout linguistiques – chers à l’élite de la région. On comprendra donc que les francophones de Sudbury cherchant à faire évoluer leur collectivité ont préféré le faire à l’extérieur de l’ACFO. Malgré le fait que l’ACFO du grand Sudbury soit redevenue l’affaire de l’élite à la fin des années 1970, elle est demeurée beaucoup plus axée sur les enjeux sudburois qu’au début de la période d’étude, par exemple la création d’un centre communautaire de langue française.

### **2.1.2 - Un centre communautaire de langue française**

À partir du début des années 1970, l’inclusion était devenue le mot d’ordre pour définir la collectivité francophone de la région. On voulait que l’ensemble de la population francophone participe à sa vie communautaire. Jusqu’alors, il semblerait que des tensions

---

<sup>26</sup>Lapointe, « J’ai besoin d’un nom », 49m10s-50m57s.



entre le monde populaire et l'élite avaient empêché la création d'un projet de société collectif.

S'inscrivant dans la mouvance du catholicisme social et de l'action catholique et contre le nationalisme groulxiste que tentait d'imposer l'élite canadienne-française d'Ottawa, le père Albert Régimbal, originaire de la région de Sudbury, avait créé un lieu de socialisation catholique et français pour les jeunes de la région en 1951: le Centre des jeunes<sup>27</sup>. Une vingtaine d'années plus tard, le Comité des citoyens de l'ACFO tenait ses États généraux et la création d'un centre communautaire pour les francophones de la région avait dominé les discussions. Le comité des États généraux de l'ACFO s'est donc joint à l'équipe de Régimbal pour consolider les efforts des deux groupes<sup>28</sup>.

Ainsi, le Centre des jeunes devenait la base d'un centre communautaire de langue française pour l'ensemble de la population de la région. Les membres du Comité des citoyens misaient sur le fait qu'un tel centre communautaire allait devoir répondre aux besoins de l'ensemble des francophones de la région. D'ailleurs, pendant les réunions préparatoires des États généraux (où l'idée du centre communautaire est née) on a mentionné à plusieurs reprises le besoin de regrouper la « basse crasse » et la « haute

---

<sup>27</sup> Guy Gaudreau, « Introduction », dans Guy Gaudreau (dir.), *Du Centre des jeunes au Carrefour francophone, 1951-1990*, Documents historiques n° 90, Sudbury, La Société historique du Nouvel Ontario, 1992, p. 6-7. Et Michel Bock, « Une guerre sourde : La rivalité Ottawa – Sudbury et la jeunesse franco-ontarienne (1949-1965) », *Québec Studies*, n° 46 (automne 2008 – hiver 2009), p. 23-27.

<sup>28</sup> Nous avons discuté en détail de la formation de ce comité aux pages 34-37.

crasse », signe que des tensions entre l'élite et les autres strates sociales existaient toujours dans la communauté francophone de la région mais qu'on désirait les éliminer<sup>29</sup>.

Malgré ces tensions, il semblerait que le rêve du père Régimbal et son équipe ait marqué les esprits: plus de 400 personnes sont devenu membres de la Corporation du Centre en 1970<sup>30</sup> dans le cadre de sa campagne de financement. C'est bien plus que la participation aux États généraux de l'ACFO.

Pourtant, Hubert Potvin du *Voyageur* jugeait que les efforts de la communauté n'étaient pas assez importants. Il notait que le Comité des citoyens avait de la difficulté à mobiliser les citoyens autour du projet puisque seulement soixante membres s'étaient présentés à la réunion visant à préparer le partenariat entre celui-ci et le Centre des jeunes. D'ailleurs, Potvin a signé un éditorial qui avait pour but de culpabiliser les membres du Comité des citoyens qui n'étaient pas présents à la réunion. Si par moment Potvin se réjouissait de la participation populaire aux États généraux et au Comité des citoyens, il faisait volte-face ici en reprenant un léger ton de mépris envers cette même tranche de la population<sup>31</sup>. Malgré ses frustrations, Potvin admettait néanmoins que le projet s'annonçait bien si ce n'était qu'en raison de la force de ceux qui le portaient.

---

<sup>29</sup>Réunion du Comité d'organisation des Etats généraux, 10 août 1970, p. 9, AUL, ACFOPO38.

<sup>30</sup>Suzanne Dubé, « Les années de transition », dans Guy Gaudreau (dir.), *Du Centre des jeunes au Carrefour francophone, 1951-1990*, Documents historiques n° 90, Sudbury, La Société historique du Nouvel-Ontario, 1992, p. 50.

<sup>31</sup>S.n., « Le Centre communautaire : Front commun », 15 février 1971, p. 1, et Hubert Potvin, « Le Centre communautaire », *Le Voyageur*, 15 février 1971, p. 4.

Bien qu'il ait toujours existé des tensions entre les membres de certaines strates de la communauté francophone, une partie de celles-ci s'étaient atténuées avec l'arrivée des États généraux et le projet du Centre des jeunes. Si on reprochait à l'ACFO d'avoir été trop abstraite dans ses projets auparavant, celui-ci était concret et servait de point focalisant pour la communauté. On doit considérer que la communauté francophone faisait dorénavant preuve de plus de solidarité que par le passé. Finalement, le nouveau projet sociétal, le centre communautaire, permettait de démontrer concrètement que la communauté avait une volonté nationalitaire autonome et indépendante de la majorité anglophone même si elle n'avait pas d'aspirations politiques plus grandes.

## **2.2 - Autonomie institutionnelle étudiante**

L'ACFO du grand Sudbury n'est pas seule à chercher à augmenter son autonomie sur le plan régional pendant la période à l'étude. Voyant que les enjeux qui leur sont importants ne sont pas les mêmes que pour la majorité anglophone, les étudiants francophones de l'Université Laurentienne trouvent de multiples façons d'accroître leur autodétermination au sein de l'institution. Cette volonté d'institutionnaliser la réalité des étudiants francophones du nord de l'Ontario les a amenés à fonder leur propre journal, *Réaction*. Après le journal, les étudiants ont mis sur pied leur propre association étudiante, indépendante de l'association étudiante existante (l'Association générale des étudiants, AGE) qui représentait peu ou pas leurs intérêts.

### **2.2.1 - Contribution de *Réaction***

Au cours de notre période d'étude, le journal *Réaction* devient un élément essentiel à la formation de nouveaux référents identitaires des jeunes francophones de Sudbury.

*Réaction* est né en 1971 à la suite d'un long conflit entre les francophones et les anglophones du journal *Lambda*, qui était une organisation bilingue jusqu'alors. Les anglophones et les francophones du journal avaient une vision diamétralement opposée de la ligne éditoriale que devait avoir leur journal. Les anglophones étant majoritaires, leur vision s'imposait jusqu'à ce qu'ils mettent les francophones au défi de produire leur propre numéro du journal en 1965. À partir de ce moment, le *Lambda* et *Le Lambda* étaient publiés côte à côte jusqu'en 1971, moment où les francophones ont décidé de se défaire de la structure du journal bilingue afin de fonder leur propre journal autonome, *Réaction*<sup>32</sup>.

Le journal étudiant ou « magazine populaire » comme l'appellent ses concepteurs, se démarque des autres médias de langue française de la région en mettant au clair ses préoccupations par rapport à sa viabilité. Conscient qu'une importante partie de son public cible perçoit dubitativement la création d'un tel journal, le rédacteur en chef Claude Belcourt affirme : « soyez assurés que vos ennuis sont également les nôtres <sup>33</sup> ». D'ailleurs, le journal est loin d'être un média d'information neutre. Plutôt il sert de refuge, ou encore d'incubateur d'idées pour les francophones du campus. Son but est de rallier la population francophone autour des enjeux qui les concernent directement, et ce,

---

<sup>32</sup>Sara Burke, « La Berkeley de Sudbury : trouver sa voix, 1960-1972 » dans Matt Bray (dir.), *L'Université Laurentienne : une histoire*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 2010, p. 173, et Serge Dupuis, « La (contre-)culture étudiante du Nord ontarien et le *Lambda* de l'Université Laurentienne (1960-1971) », dans Amélie Bourbeau (dir.), *Engagement et contestation : la jeunesse franco-ontarienne (1960-1993)*, Documents historiques n° 101, Sudbury, La Société historique du Nouvel-Ontario, 2010, p. 51-53.

<sup>33</sup>Claude Belcourt, « Réaction », *Réaction*, vol. 1, n° 1 (septembre 1971), p. 4-5.

de manière non-objective, parce que les rédacteurs sont souvent simultanément des acteurs.

Entre autres choses, le rédacteur en chef Claude Belcourt et son équipe estiment que la nouvelle publication devait réussir « la stimulation d'une identité forte, typiquement franco-canadienne sur campus, aux écoles secondaires et dans la communauté » parallèlement au reportage des faits. La volonté des rédacteurs de créer une cohésion dans la communauté suggère que celle-ci était divisée, ou du moins que ses membres n'avaient pas les moyens de dialoguer suffisamment entre eux. Pour pallier à cette absence d'espace d'échanges, les rédacteurs de *Réaction* ne se gênent pas pour commenter des nouvelles parues dans les pages du *Voyageur*<sup>34</sup> par exemple, ou bien pour traiter des enjeux des élèves de Sturgeon Falls<sup>35</sup>, ou encore d'Elliot Lake<sup>36</sup>. Le fait que le journal ait pour but de rallier de gens à l'extérieur du campus de la Laurentienne témoigne aussi de la volonté qui existait chez les étudiants de *Réaction* de créer une référence franco-sudburoise plus large<sup>37</sup>.

D'ailleurs, le cloisonnement des francophones a fait l'objet d'une des premières réflexions sur la collectivité de langue française de l'Université Laurentienne. Un dénommé « French-speaking » décrivait les types de Canadiens français retrouvés sur le

---

<sup>34</sup>Gaston Tremblay, *Réaction*, vol. 2, n° 2 (octobre 1972), p. 5.

<sup>35</sup>Joseph Napoléon de Lumsden, « Des révolutionnaires à Sturgeon? », *Réaction*, vol. 1, n° 1 (septembre 1971), p. 27.

<sup>36</sup>S.n., « Elliot Lake? », *Réaction*, vol. 2, n° 3 (novembre 1972), p. 6.

<sup>37</sup>*Ibid.*, p. 4-5.

campus de l'Université Laurentienne<sup>38</sup>. Il cherchait à démontrer que la constitution d'une collectivité francophone sur le campus de la Laurentienne passait, entre autres, par la langue d'usage de ses membres. Il décrivait trois catégories de « Canadiens Français » sur le campus : ceux qui sont anglo-dominants mais qui maintiennent la capacité de parler le français, les « Canadiens-Français pure laine [sic] », jugés apathiques par l'auteur, et finalement un troisième groupe, nouvellement formé, qu'il identifiait comme « la minorité de la minorité (Ça c'est pas gros!) les actifs, les révolutionnaires, les anarchiques, les menaçants, les "Salomon", les démocratiques, les justiciers ». Pour l'auteur c'était un « petit groupe [qui] rassembl[ait] ses énergies et travaill[ait] » vers l'épanouissement de la collectivité de langue française sur le campus. « [Le petit groupe] éparpill[ait] ses forces, [allait] de gauche à droite, de haut en bas. Lorsqu'on est Franco-Ontarien et que l'on y croit, il faut aller de tout bord, tout côté, il faut foncer la tête première pour arracher le droit de vivre<sup>39</sup> ». Ainsi, French-Speaking justifiait l'existence de *Réaction*; l'épanouissement de la collectivité passait, selon lui, par les efforts de ce nouveau petit groupe de francophones militants qu'il avait choisi de nommer les « Franco-Ontariens ». C'était également la première trace d'une association entre le militantisme et ce que nous appelons la « franco-ontariannité ». Dorénavant, être Franco-Ontarien, selon les rédacteurs de *Réaction*, c'était aussi être militant.

En janvier 1974, lorsque la transition vers un nouveau comité éditorial s'opérait, on ressentait le besoin de réaffirmer le mandat et la pertinence du journal. Comme son

---

<sup>38</sup>French-Speaking, « Vivre ou survivre! », *Réaction*, vol. 1, no 4 (décembre 1971), p. 23-24.

<sup>39</sup>*Ibid.*, p. 22-23.

prédécesseur, le nouveau comité éditorial était composé de membres « conscients de leur identité francophone [qui avaient] choisi la réaction » plutôt que l'apathie face à « l'action anglicisante de [leur] entourage » à l'Université Laurentienne<sup>40</sup>. Si l'arrivée de ces nouveaux membres au comité éditorial revigorait le journal, leur réflexion, moins poussée que celle du comité précédent, déplaisait à certains membres du lectorat. Comme le but du journal demeurait de provoquer une réaction de la part du lectorat, les lettres adressées au comité éditorial ont souvent été imprimées dans les numéros suivants.

Reste que le journal abordait souvent les mêmes questions sans nécessairement proposer de solutions. La discussion semblait tourner en rond. Nous estimons que ce manque de rigueur et de vision était responsable des difficultés et de l'arrêt de production de *Réaction* entre 1974 et 1976. Cette année-là, sous un nouveau comité éditorial dirigé par Normand Renaud, le journal prenait un nouveau tournant, même s'il demeurait largement fixé sur les mêmes enjeux qu'auparavant : « sensibiliser les étudiants francophones de l'université et du milieu extérieur » à la réalité des étudiants francophones sur le campus<sup>41</sup>. L'équipe de Renaud rajoutait cependant au mandat du journal « un programme systématique de recherche et d'analyse du fait franco-ontarien ». Les articles de *Réaction* ont un tournant plus sérieux à partir ce moment, mais il n'en demeure pas moins que le but premier du journal était de maintenir un dialogue entre les étudiants francophones de la Laurentienne.

---

<sup>40</sup>Comité d'édition, « Éditorial », *Réaction*, vol. 3, n° 4 (janvier 1974), p. 4.

<sup>41</sup>Normand Renaud, « Un nouveau journal : un nouvel engagement », *Réaction*, vol. 4, n° 1 (ii) (décembre 1976), p. 2-3.

Conscient aussi qu'il existait un sentiment d'apathie envers l'Ontario français chez la population étudiante, le nouveau comité éditorial tentait de mousser les esprits en affirmant que le nouveau format du journal était original dans sa démarche. « Ce n'est plus ici "le même vieux refrain". On ne propose plus un "engagement" à une idée ou, une "cause" que l'on peut aussi bien accepter que réfuter. Il s'agit plutôt d'un engagement à soi-même ». Ironiquement, l'affirmation d'avoir quelque chose de nouveau et d'être original lorsqu'on parle de l'Ontario français devenait justement un élément répétitif dans le « discours » identitaire francophone retrouvé à Sudbury. *Réaction*, en 1976, traitait des mêmes enjeux que précédemment : l'autonomie étudiante, le déséquilibre franco-anglo à la Laurentienne, la question nationale du Québec et les répercussions de celle-ci sur les Franco-Ontariens.

Il est important de noter cependant que la référence collective avait été modifiée dans le discours du journal depuis son premier numéro. Si en 1971, on parlait de Canadiens-Français, de francophones, de bilingues ou autres, Renaud prônait systématiquement l'usage du vocable Franco-Ontarien pour parler des francophones ontariens. Cela lui a permis de mieux cibler de qui et à qui s'adressait le journal, et, de favoriser l'adoption de cette locution chez les lecteurs et les auteurs du journal.

Renaud cherchait également à ce que la voix des étudiants francophones soit entendue par l'administration de l'université. Au lieu de réel pouvoir décisionnel, ceux-ci se résignaient à l'écrit. Selon lui, « Si ce journal s'appelle *RÉACTION*, c'est pour mieux



appeler à la réaction : Celle de gens sérieux, engagés, intelligents [...]. Rien n'a plus d'effet [sur l'orientation de l'université] que la critique bien dirigée et bien diffusée »<sup>42</sup>. Si le journal avait déjà été, comme son titre le suggère, en réaction aux événements, sous Renaud il est devenu plus initiateur de discours transformateur qu'auparavant.

Le journal commençait également à se projeter dans l'avenir au lieu de s'apitoyer sur le sort actuel des francophones de la Laurentienne. Robert Toupin, jésuite et professeur d'histoire, signait un article qui proposait de changer le nom du journal à *L'AVENIR*. Selon lui, ce nouveau nom aurait permis aux francophones de la Laurentienne de ne plus être réactionnaires, mais plutôt d'être des initiateurs du processus décisionnel qui façonnait leur avenir autant dans le cadre de l'université que comme communauté linguistique distincte. L'avenir, affirmait-il, « [était] aux Franco-Ontariens qui [avaient] le courage et l'audace de le bâtir »<sup>43</sup>.

On doit se poser la question : quel est le bilan que lègue la publication? Certainement la réflexion qui y a été menée sous Renaud était nettement plus claire que sous le comité éditorial précédent. La publication avait également réussi à cibler de façon claire et précise son lectorat : les étudiants franco-ontariens de la Laurentienne, contribuant à l'usage du vocable « franco-ontarien » chez les étudiants du Nord de la province. Conséquemment, le journal n'a pas été entraîné sous Renaud dans des problèmes de définition identitaire comme il l'avait été dans le passé.

---

<sup>42</sup>Normand Renaud, « Éditorial », *Réaction*, vol. 4, n° 2 (18 janvier 1977), p. 2.

<sup>43</sup>Robert Toupin, « L'AVENIR », *Réaction*, vol. 4, no 2 (18 janvier 1977), p. 7.

Cependant, les autres problèmes qui hantaient la publication depuis ses débuts demeuraient présents sous Renaud : un lectorat limité, des enjeux répétitifs et un renouvellement de rédacteurs difficile.

Reste que *Réaction*, dans son ensemble, a servi de catalyseur pour l'autonomie étudiante et pour la consécration de l'identité franco-ontarienne à Sudbury. Les discussions qui ont eu lieu dans les pages de la publication permettaient non-seulement aux francophones de la Laurentienne de dialoguer entre eux, mais également de réfléchir à leur avenir en tant que collectivité distincte de la majorité anglophone, chose qui n'aurait jamais été possible dans les pages du *Lambda* où les francophones n'avaient pas le contrôle de la ligne éditoriale.

### **2.2.2 - Une association étudiante francophone**

Comme *Réaction* a contribué à la création d'une association étudiante francophone autonome en stimulant la discussion sur le campus, le journal permet de documenter son arrivée. Thérèse Boutin, vice-présidente francophone à l'AGE de l'Université Laurentienne a fait publier dans *Réaction*, en octobre 1973, une lettre ouverte adressée aux autres membres du comité exécutif de l'association étudiante, soit le président Malcolm L. Jacobs et le vice-président Roger J. Campeau pour annoncer sa démission en tant que vice-présidente francophone. Elle citait notamment, comme raison, la redondance de son poste causée par la création d'une Maison française sur le campus, et

la difficulté de faire valoir les enjeux des francophones qu'elle représentait à l'intérieur de l'AGE<sup>44</sup>.

Le projet de la Maison française, mis de l'avant quelques années plus tôt par le Jésuite André Girouard, deviendrait un carrefour pour la vie socioculturelle française sur le campus<sup>45</sup>. Frustrés par le manque de représentation que leur offrait l'AGE, des étudiants francophones cherchaient maintenant à greffer une association étudiante de langue française à la Maison française<sup>46</sup>. On comprendra donc qu'ils préféreraient collaborer avec certains Jésuites de l'Université de Sudbury, même si plusieurs étudiants avaient avec eux des différends importants<sup>47</sup>, plutôt qu'avec les étudiants anglophones.

D'ailleurs, Girouard n'est pas le seul Jésuite avec lequel les étudiants ont collaboré dans leurs revendications. Les étudiants de *Réaction* et le Jésuite Fernand Dorais avaient travaillé de pair à la mise en œuvre du congrès Franco-Parole. Le 15 mars 1973, le journal a publié un numéro spécial en vue du congrès qui se décrit comme des « journées d'étude pour le fait francophone de l'Université Laurentienne ». Le congrès avait pour but de regrouper les francophones de l'Université Laurentienne afin qu'ils discutent collectivement de l'avenir de leur institution (alors en crise) et surtout de leur place en son sein. Bien que le congrès porte principalement sur la structure universitaire, il a inspiré

---

<sup>44</sup>Thérèse Boutin, « Lettre ouverte à Malcolm L. Jacobs et à Roger J. Campeau de l'Association Générale des Étudiants », *Réaction*, vol. 3, n° 2 (octobre 1973), p. 12.

<sup>45</sup>Guy Gaudreau, « Les années 1960 à 1971 : un optimisme démenti », dans Matt Bray (dir.), *L'Université Laurentienne : une histoire*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 2010, p. 225-226.

<sup>46</sup>S.n., « Référendum : Centre socio culturel francophone », *Réaction*, vol. 4, n° 2 (18 janvier 1977), p. 3.

<sup>47</sup>Voir le chapitre 4.

les étudiants francophones à revendiquer leur propre association étudiante l'année suivante.

Tous les aspects de la vie universitaire sont abordés au cours du congrès : l'infrastructure physique (locaux, lieux d'habitation, emplacement géographique du campus, et les espaces dédiés à la vie étudiante), l'infrastructure intellectuelle (la transmission du savoir, les capacités de formation, le rayonnement de l'université dans sa région), et l'infrastructure administrative (le rôle des administrateurs et les questions budgétaires).

Le congrès est également le lieu de naissance d'une des institutions culturelles les plus importantes dans le nord de l'Ontario, *La Nuit sur l'étang*, le spectacle de fermeture du congrès qui deviendra également un événement annuel mythique en Ontario français. Bien que Franco-parole ne semble pas avoir eu énormément de retombés concrets au niveau de l'Université Laurentienne, il s'agit en quelque sorte du point de départ de la Révolution sereine. Les étudiants de la Laurentienne, en quête de divertissement après le congrès ont créé sans s'en rendre compte, un des piliers de l'infrastructure culturelle franco-ontarienne du Nord pour bien des années à venir.

Suite au congrès, la Laurentienne a publié un rapport en guise de réponse. Visiblement insatisfait par celui-ci, Fernand Dorais et l'équipe de Franco-parole signent un éditorial de huit pages où on remet en question le « rapport final » du Comité de planification à long terme de l'université. Celui-ci proposait d'amener plusieurs changements à la gestion des programmes de l'institution, notamment la réorganisation des facultés. Selon Dorais *et*

*al.*, on aurait imposé des changements aux « Francophones »<sup>48</sup> notamment en ce qui a trait au bilinguisme de l'institution, sans les intégrer au processus de réorganisation. L'équipe de Franco-Parole reprochait donc aux auteurs du rapport de ne pas avoir bien tenu compte des résolutions issues du congrès et de ne pas avoir respecté la place que désiraient prendre les francophones au sein de l'institution.

Les propos de Dorais et de ses étudiants témoignent de leur frustration envers le processus consultatif qui avait été mené auprès des francophones. De plus, ils permettent de comprendre la façon dont se percevaient les francophones de la Laurentienne sur le campus: minoritaires, pas à leur place et avec peu de contrôle sur leur avenir<sup>49</sup>. Préoccupés par le désir d'obtenir une reconnaissance de leur distinction auprès de leurs collègues anglophones, les étudiants francophones de la Laurentienne, malgré certains réticents, se rendaient compte qu'ils devaient devenir les maîtres de leur avenir s'ils voulaient survivre en tant que collectivité sur le campus.

Ainsi, en avril 1974, on annonçait la mise sur pied d'un conseil étudiant francophone autonome baptisé le « Comité central », et ensuite, les « Canayens de l'Université Laurentienne, Ontario-Nord » (ou C.U.L.O.N.). Celui-ci avait pour mandat de regrouper les organismes et activités de langue française sur le campus et devait accorder de l'autonomie aux francophones du campus en matière académique, politique et socio-

---

<sup>48</sup>L'utilisation de la majuscule est celle de Dorais. Nous ne croyons pas qu'un professeur universitaire comme lui ait commis la faute d'écrire ce mot avec la majuscule. On doit donc conclure que Dorais sous-entend que les francophones dont il parle forment un peuple à ses yeux.

<sup>49</sup>Fernand Dorais et l'équipe de Franco-Parole, « J'sus pas d'accord! », *Réaction*, vol. 3, n° 1 (septembre 1973), p. 14-22.

culturelle<sup>50</sup>. Il tente en vain d'obtenir les cotisations des étudiants francophones que recevait l'AGE. Bien que l'AGE ait refusé cette demande, un référendum a été mis sur pied et CULON a remporté sa cause, donnant ainsi naissance à l'Association des étudiants francophones (AEF)<sup>51</sup>. C'est « avec le désir de s'autodéterminer, [qu']un groupe d'étudiants a procédé à la création d'un gouvernement étudiant francophone [pour] s'occuper de la vie franco-étudiante<sup>52</sup> » affirmaient-ils. Ainsi, les étudiants francophones du Nord avaient une structure légitime et autonome leur permettant d'exister et de fonctionner en tant que collectivité distinct de la majorité anglophone, et surtout de contribuer à modeler la référence franco-ontarienne.

### 2.3 - Les références néo et nord ontariennes

L'augmentation de l'autonomie locale réalisée par l'ACFO et les étudiants francophones de l'Université Laurentienne allait de pair avec un enracinement profond sur le territoire nord-ontarien. Les référents nord et néo-ontariens, davantage mis en valeur pendant notre période d'étude, permettaient aux francophones de Sudbury de s'éloigner du bagage identitaire associé au Canada français sans pour autant en perdre l'héritage, tout en se distinguant par rapport aux francophones des autres régions de la province.

Même si les référents nord et néo-ontarien se développent davantage pendant les années 1970, on décèle le désir chez le *Voyageur* de traiter des enjeux explicitement nord-

---

<sup>50</sup>S.n., « Pouvoir ». *Réaction*, vol. 3, n° 7 (avril 1974), et Gaudreau, « Les années 1960 à 1971 », p. 231.

<sup>51</sup>Gaudreau, « Les années 1960 à 1971 », p. 233.

<sup>52</sup>Comité central, « C.U.L.O.N. », *Réaction*, vol. 4, n° 1 (septembre 1974), p. 10.

ontariens dès les débuts de la publication. Déjà en 1968, et surtout à partir de 1970, les activités des petites communautés telles qu'Earlton, Sturgeon Falls, Elliot Lake, Blind River, North Bay, Timmins, Hearst, Kapuskasing, et bien d'autres encore, occupaient le même rang que les activités sudburoises<sup>53</sup>.

Le désir d'entendre parler des régions ne se limitera pas seulement aux médias locaux. Par exemple, Hugues Albert, alors rédacteur au journal, en parlant de l'importance d'obtenir une programmation télévisuelle qui ressemble aux Nord-Ontariens, exprimait ses frustrations entourant la programmation des médias de masse. Il pleurait le manque d'adaptation régionale du diffuseur national.

*Quand est-ce que l'Empereur Radio-Canada considérera-t-il nos régions comme portant une certaine valeur à connaître et à propager? Il s'agit de considérer le temps que l'on prend à nous installer un "cable" qui nous permettrait de faire un choix équilibré d'émissions anglaises, pour comprendre à quel point on se "fiche" de nous<sup>54</sup>.*

C'est dire qu'Albert se rendait compte de l'importance des médias de masse dans la région, malgré ses lacunes. Sachant très bien que les francophones de la région n'allaient pas se priver de programmation télévisuelle au nom de la langue, il lui semblait consternant que la programmation du diffuseur public ne reflétait pas, à son avis, la réalité des francophones nord-ontariens.

---

<sup>53</sup>S.n., « Earlton en plein essor », *Le Voyageur*, jeudi 25 juillet 1968, p. 4-5, et S.n., « Diplômées de l'école des assistantes-infirmières de l'hôpital Saint-Jean de Brébeuf de Sturgeon Falls », *Le Voyageur*, jeudi 25 juillet 1968, p. 6.

<sup>54</sup>Hugues Albert, « La télévision et nous », *Le Voyageur*, mercredi 5 mars 1969, p. 4.

Dans un autre ordre d'idées, soulignons aussi parmi les retombées du congrès Franco-Parole, la création d'une des institutions culturelles les plus importantes dans le nord de l'Ontario, *La Nuit sur l'étang*. Le spectacle de fermeture du congrès deviendra un évènement annuel mythique en Ontario français. Originaire du Nouvel-Ontario, *La Nuit* servira à le faire connaître à l'ensemble de l'Ontario français et deviendra ainsi un référent franco-ontarien.

Un an plus tard le journal *Réaction*, en crise d'identité à la fin l'année 1974, tentait de s'orienter vers les localités nord-ontariennes. Ses contenus mettaient en valeur les questions artistiques, culturelles, éducatives et politiques des petites localités dans le cadre d'une section qui leur était dédiée entièrement<sup>55</sup>. En 1974, une affiche pour la deuxième mouture de *La Nuit sur l'étang* révélait ce à quoi pouvait ressembler un participant typique à la deuxième mouture de l'évènement. Clairement originaire du Nord de l'Ontario, il portait une tuque, était habillé conformément au climat froid de la région, et, selon les autocollants sur son coffre de guitare, il était passé par des localités nord-ontariennes (et aucune autre, semblerait-il) telles que North Bay, Sudbury, Hearst, Timmins, Kapuskasing et New Liskeard<sup>56</sup>. Ainsi, on peut difficilement remettre en question le fait que *Le Voyageur*, *Réaction* et *La Nuit sur l'étang* investissaient la référence nord-ontarienne.

---

<sup>55</sup>S.n., « Un tour à ... », *Réaction*, vol. 3, n° 4 (janvier 1974), p. 11, 13, 15, 29.

<sup>56</sup>Voir l'annexe 4; s.n., *Réaction*, vol. 3, no 5 (mars 1974), p. 44. Notons qu'il ne s'est pas rendu à aucune des localités de l'Est ni du Sud ontarien.



Certains professeurs de la Laurentienne alimentaient aussi la référence nord-ontarienne, notamment, en fondant l'Institut franco-ontarien en 1976 et sa *Revue du Nouvel-Ontario* (RNO) en 1978. Selon le mot de présentation du premier numéro, paru en 1978, cette revue intellectuelle avait pour but de « refléter et analyser le présent de la plus importante minorité francophone hors Québec<sup>57</sup> ».

C'est dans ce même numéro que Donald Dennie, sociologue à l'Université Laurentienne, signait un texte extrêmement révélateur.

*Le concept de "franco-ontarien" veut inconsciemment perpétuer la réalité de "Canadien-français". Le fait qu'il existe un débat sur ce terme parmi les définisseurs de cette idéologie indique bien la difficulté d'être et de se définir qu'ont ces derniers<sup>58</sup>.*

L'historien Serge Miville a enchéri sur l'idée que le projet canadien-français soit demeuré présent dans la référence franco-ontarienne au cours des années 1970<sup>59</sup>. Par contre, Miville soutient également que la référence « nouvel-ontarienne », qu'il appelle « espace imaginaire », ait été « élaboré[e] dans un milieu restreint, celui des artistes et peut-être des universitaires, et qu'il n'a[it] pas véritablement réussi à le déborder »<sup>60</sup>. Nous soutenons qu'il ne s'agit pas là d'une raison d'ignorer le phénomène, surtout étant donné que l'idée du « Nord » a eu une influence plus grande que le simple vocable « Nouvel-Ontario ».

---

<sup>57</sup> « Introduction : l'émergence de réalités nouvelles », *Revue du Nouvel-Ontario*, Sudbury, n° 1, 1978, p. 5.

<sup>58</sup> Donald Dennie, « De la difficulté d'être idéologue franco-ontarien », *Revue du Nouvel-Ontario*, Sudbury, 1978, n° 1, p. 72.

<sup>59</sup> Serge Miville, « À quoi sert au Canadien français », p. 5.

<sup>60</sup> *Ibid.*, p. 32.

Le long passage qui suit permet de mieux comprendre l'usage espéré de la référence néo-ontarienne par les intellectuels de la RNO.

*La revue n'a pas comme principale raison d'être la célébration du passé [du fait français en Ontario]. Elle veut plutôt refléter et analyser le présent de la plus importante minorité francophone hors Québec. **Ce présent perpétue en grande partie le passé du fait français en Ontario mais témoigne de l'émergence de réalités nouvelles qui ont à peine commencé à s'intégrer à la représentation collective des Franco-Ontariens**, représentation véhiculée par de nouveaux définisseurs [c'est-à-dire, en grande partie les jeunes de la Révolution sereine], par une élite nouvelle.*

*Le titre même de la revue reflète cette préoccupation. **Le Nouvel Ontario est un concept employé depuis le début du siècle pour désigner l'ouverture d'un pays neuf dans le nord de l'Ontario** dont l'existence est axée sur l'exploitation de ressources naturelles. Colonisé à la suite de la construction du Canadien Pacifique à la fin du 19<sup>e</sup> siècle, le Nouvel Ontario a accueilli une population de travailleurs dont le quart est d'origine et d'expression françaises. Le Nouvel Ontario a ainsi un passé d'un siècle mais un passé qui ne fait que commencer à léguer des traditions, une histoire.*<sup>61</sup>

Ainsi, on voit que Miville a raison d'affirmer que la référence franco-ontarienne est héritière du passé canadien-français. Cependant, il n'étudie pas le lien important entre le Nouvel-Ontario et le nord de l'Ontario, ainsi que la place qu'occupe le Nord dans la variante régionale de la référence franco-ontarienne.

Quant à elle, l'historienne Marie Lebel explique qu'« Au milieu de la décennie quatre-vingt, il faut admettre que des tentatives surviennent de faire se rencontrer l'espace réel [le Nord de l'Ontario] et l'espace perçu [le Nouvel-Ontario], et dirions-nous, de substituer le premier au second <sup>62</sup>». Nous suggérons que ces tentatives datent du début

---

<sup>61</sup>S.s., « Introduction : l'émergence de réalités nouvelles », p. 5-6. L'emphase est la nôtre et sert à démontrer que le lien entre le concept de Nouvel Ontario et du nord de l'Ontario.

<sup>62</sup>Lebel, *Prises de parole*, p. 246.

des années 1970, moment où, comme nous l'avons déjà vu, les francophones de Sudbury laissaient tomber en grande partie la connotation mythique du Nouvel-Ontario et s'approprièrent le territoire nord-ontarien qu'ils habitaient déjà depuis près d'un siècle.

À force d'entendre parler des régions environnantes du nord de l'Ontario dans la presse, les francophones de Sudbury auraient intériorisé le fait qu'elles occupent une grande place dans leur référence. Ainsi, lorsque la presse sudburoise traitait des enjeux régionaux tels que la crise scolaire de Sturgeon Falls<sup>63</sup>, de la création d'une cellule de l'organisme pour les jeunes Direction-Jeunesse à New Liskeard<sup>64</sup>, de l'actualité à Iroquois Falls<sup>65</sup> ou de d'autres régions du nord de l'Ontario, elle alimentait simultanément les références nord et néo-ontariennes.

Bref, on comprendra que ces référents ne sont pas que la chasse gardée des artistes et des intellectuels comme le suggérait Miville, mais qu'ils sont bien investis par une grande partie de la population.

## 2.4 - Conclusion de chapitre

Entre la fin des années 1960 et la fin des années 1970, les francophones de Sudbury ont modifié ou créé des institutions afin que celles-ci leur ressemblent davantage. Ces institutions étaient de moins en moins canadiennes-françaises même si elles maintenaient

---

<sup>63</sup>Joseph Napoléon de Lumsden, « Des révolutionnaires à Sturgeon? », *Réaction*, vol. 1, n° 1 (septembre 1971), p. 27.

<sup>64</sup>S.n., « Direction-Jeunesse prend forme – Créativité et dynamisme sans précédent », *Le Voyageur*, le lundi 23 novembre 1970, p. 16.

<sup>65</sup>Normand Bouchard, « Un tour à Iroquois Falls », *Réaction*, vol. 3, n° 4 (janvier 1974), p. 19.

leur caractère français. En revanche, elles étaient décidément nord-ontariennes et avaient pour effet de maximiser l'autonomie des francophones dans la région par rapport à la majorité anglophone, au projet national canadien-français et au projet nationaliste québécois. Si l'ACFO régionale connaissait d'importants défis de représentativité et de raison d'être à la fin des années 1960, au milieu de la décennie suivante, à défaut d'être extrêmement performante elle est devenue au moins plus représentative de l'ensemble de la population. La scission des territoires du Nord a permis à la cellule locale de l'ACFO de se concentrer sur des enjeux qui étaient plus près des gens de Sudbury, notamment celui d'un centre communautaire.

De leur côté, les étudiants de l'Université Laurentienne, mécontents de la représentation que leur offrait l'association étudiante bilingue du campus, ont créé une nouvelle association étudiante de langue française qu'ils contrôlaient entièrement. Ils ont également créé un nouveau journal étudiant, lui aussi indépendant de sa composante de langue anglaise. Ce nouveau journal leur a permis de dialoguer l'un avec l'autre concernant des enjeux qui leur étaient propres, même s'il a connu d'autres difficultés.

Les efforts du père Albert Régimbal afin créer un véritable centre communautaire pour les francophones de la région ont été appuyés par ceux de l'ACFO et de son Comité des citoyens.

Dans les trois cas, on retient que les francophones de Sudbury cherchaient à s'autodéterminer comme communauté. L'ACFO a repris une part de l'autonomie que détenait la cellule centrale de l'organisme grâce à ses nouveaux membres régionaux et à son animateur culturel. Les étudiants quant à eux sont restés en proximité avec les

étudiants anglophones, mais ils pouvaient dorénavant dialoguer entre francophones par le biais d'un nouveau journal étudiant tout en gérant leur vie étudiante sur le campus. Finalement, le consensus et l'engouement entourant la mise sur pied du centre communautaire francophone témoigne de la volonté autonomiste de la collectivité de langue française à Sudbury et de la consécration d'une référence nord-ontarienne parmi les francophones de la région.

## CHAPITRE 3 – La langue

À partir des années 1960, les francophones de Sudbury s'interrogent de plus en plus sur le rôle de la langue dans la constitution de leur identité. De manière consciente, les étudiants de *Réaction* plaident pour le français canadien et les vernaculaires régionaux aux dépens du français international qui, jugent-ils, leur est imposé par l'élite (le clergé, les professeurs de l'Université Laurentienne et les journalistes du *Voyageur*).

On remarque également l'importance qu'accordent les francophones de Sudbury au bilinguisme individuel. L'anglais est valorisé, notamment chez les professionnels de l'éducation, puisqu'il sert de porte d'entrée au marché du travail dans la région et de porte d'entrée sur le monde.

Si le bilinguisme individuel permet de s'ouvrir sur le monde, le bilinguisme institutionnel diminue ou efface la spécificité du groupe nationalitaire franco-ontarien. Ainsi, dans les sphères de l'éducation et de l'art, les francophones de Sudbury qui prennent la parole sur ces enjeux tiennent farouchement à l'autonomie linguistique des espaces et des institutions qu'ils considèrent les leurs. Que ce soit en regard de leur station de radio commerciale, de leurs institutions éducatives ou de leur espace discursif, ils revendiquent l'usage exclusif du français dans ces instances.

### 3.1 - Rapport à la langue familière chez les étudiants de l'Université Laurentienne

Les jeunes francophones de Sudbury accordaient beaucoup d'importance au « joual », mais ils n'étaient pas seuls à s'interroger par rapport à l'importance de la langue familière dans l'espace public à la fin des années 1960 et au début des années 1970. L'éditorialiste André Laurendeau s'y intéressait dans les pages du journal *Le Devoir*<sup>1</sup>, tout comme le cinéaste Michel Brault dans son film de 1969 *Éloge du chiac* ainsi qu'une large gamme d'artistes, à commencer par le dramaturge Michel Tremblay et le chanteur Robert Charlebois, qui s'en servaient de plus en plus librement.

Pourtant, l'élite de la région critiquait l'usage du joual, du moins en ce qui concernait son usage dans la presse écrite. À quelques reprises, le directeur-gérant du *Voyageur*, Raymond Maynard, orientait ses éditoriaux contre son usage.

*Pour un certain nombre de Canadiens (francophones hélas trop nombreux), être bilingue c'est parler le "franglais" (mélange de 'joual', d'anglicismes et d'anglais) et baragouiner cet espèce de patois anglais américanisé qu'on appelle "slang".<sup>2</sup>*

Cette dernière position rejoint celle des petits professionnels qui sont à la tête du journal *Le Voyageur*, dans lequel on retrouvait des annonces publicitaires ayant pour message

---

<sup>1</sup>Pour plus d'informations concernant la montée du joual dans la littérature québécoise, voir André Gervais (dir.), *Emblématiques de l'« époque du joual »*, Outremont, Lanctôt Éditeur, 2000, et en particulier la « Chronologie politique et culturelle des années soixante au Québec » qui énumère plusieurs de ses moments clés.

<sup>2</sup>Ray. M., « Un exemple de bilinguisme », *Le Voyageur*, 1<sup>er</sup> septembre 1971, p. 4.

« bien parler, c'est se respecter<sup>3</sup> ». La présence d'une telle annonce dans les pages du *Voyageur* témoignait aussi d'une attitude condescendante du comité éditorial du journal hebdomadaire par rapport à une partie de son public cible.

Si le but de ces annonces était d'inciter les lecteurs à améliorer la qualité de leur langue, pour bien des étudiants, elles auraient plutôt eu comme impact d'accentuer l'insécurité linguistique présente chez les francophones de Sudbury. Par exemple, une autre auteure de *Réaction*, sous le pseudonyme Henriette D. Traditions, précisait que le discours préconisant le français standard à tout prix était une « cause de honte, d'embarras et de doute chez plusieurs participants de la vie canadienne-française<sup>4</sup> ».

Ce n'est pas surprenant alors que les étudiants de la Laurentienne désiraient se déculpabiliser par rapport à l'usage de ce vernaculaire, qu'ils jugeaient être le leur. En 1972, lorsque Maynard a reproché aux rédacteurs de *Réaction* leur utilisation d'un « mauvais français », de « joual » et de « franglais<sup>5</sup> », la réponse des étudiants a été très vive. Pendant quelques numéros, les étudiants de *Réaction* et les rédacteurs du *Voyageur* se sont envoyé la balle en débattant quant à l'usage qui devrait revenir au joual. Visiblement frustrés par les propos de Maynard, le rédacteur en chef Gaston Tremblay et son équipe ne se sont pas empêchés de traiter l'accusateur d'ignorant et d'imbécile<sup>6</sup>.

---

<sup>3</sup>Organes d'information du Canada français, « Bien parler c'est se respecter », publicité, *Le Voyageur*, mercredi 11 mars 1970, p. 5, et Organes d'information du Canada français, « Bien parler c'est se respecter », publicité, *Le Voyageur*, mercredi 12 juin 1968, p. 14.

<sup>4</sup>Henriette D. Traditions, « Comprends-tu? », *Réaction*, vol. 1, n° 6 (février-mars 1972), p. 18-19.

<sup>5</sup>Ray. M., « Trois bravos et vive le "joyal" à l'Université », *Le Voyageur*, 4 octobre 1972, p. 4.

<sup>6</sup>Gaston Tremblay, *Réaction*, vol. 2, n° 2 (octobre 1972), p. 5.



Le but de Tremblay était de créer une cohésion sociale parmi les francophones de la région. Comme Canadiens-Français de Sudbury, affirmait-il, « [nous sommes] capables de promouvoir notre culture à l'intérieur de nos frontières [et] avec l'usage du "joual" nous espérons encourager une prise de conscience collective de l'identité Canadienne-française [sic]<sup>7</sup> ».

Le joual, selon Tremblay, était la clé de voute au droit de vivre du « Canadien-français [sic] populaire ». Bref, en militant pour l'usage du joual, Tremblay tentait de renvoyer à une identité collective et à des référents culturels plus nord-ontariens, plus populaires et donc plus accessibles à toute la population de la région. Voilà pourquoi il s'opposait farouchement au « Français [sic] classique artificiellement transplanté chez nous » par ceux qu'il surnommait les « dieux-directeurs des écoles séparées [c'est-à-dire le clergé] qui s'ach[etai]ent la culture deux fois l'an ». L'importation de la culture française ne répondait pas aux besoins ni à la réalité des francophones du nord de l'Ontario<sup>8</sup>.

Il n'était pas seul à penser ainsi. Prenons l'exemple de « Ti-pit », qui justifiait l'usage du joual par son rôle dans la création d'une collectivité francophone dans le nord de l'Ontario. Celle-ci aurait été distincte à la fois de la majorité anglophone de par sa langue, et d'une moindre façon, des francophones du Québec par son emplacement géographique. « Qu'on aille au Québec ou ben qu'on reste icitte en Ontario note [sic] langue à nous autre [...] c'est pu l'français, c'est le jouant [sic] ». Le francophone des

---

<sup>7</sup>*Ibid.*

<sup>8</sup>*Ibid.*, p. 5.

couches populaires de l'Ontario, comme celui du Québec, parlait le joul. Cela démontre la relation ambiguë qu'entretenaient les jeunes francophones de la Laurentienne avec le Québec. Aux yeux de l'auteur, même si les deux groupes méritaient d'être distingués l'un par rapport à l'autre, ils partageaient certains traits culturels, dont le joul. Ainsi, Ti-Pit ancrerait les francophones de l'Ontario dans le Canada français tout en misant sur l'importance et la richesse de sa spécificité régionale<sup>9</sup>.

Ce qui est le plus intéressant dans la réflexion de Ti-Pit par contre, c'est le raisonnement qu'il donnait afin de justifier son plaidoyer pour la communication entre individus. On voit même, d'une certaine façon, le rejet du projet national canadien-français. « Sauver la francophonie » au sens large n'était pas du tout son but; plutôt, il s'agissait de permettre aux individus à qui il s'adressait de pouvoir bien vivre dans leur réalité immédiate. D'ailleurs, cela semble être un thème commun autant dans les textes de *Réaction* que dans le journal qui le précède, la version française du *Lambda*<sup>10</sup>.

Si Ti-Pit militait en faveur de l'usage du joul, d'autres étudiants francophones de la région abordaient la question autrement. Normand Pilon affirmait « vouloir mieux » pour les francophones de Sudbury et préconisait l'usage d'un français plus standardisé afin de s'ouvrir sur le monde et échapper au sentiment d'infériorité qui était présent chez les francophones de la région<sup>11</sup>.

---

<sup>9</sup>Ti-Pit le politicien, *Réaction*, vol. 2, n° 1 (septembre 1972), p. 6-7 et Ti-Pit, *Réaction*, vol. 2, n° 2 (octobre 1972), p. 8.

<sup>10</sup>Dupuis, « La (contre)-culture étudiante », p. 39.

<sup>11</sup>Normand Pilon, « On veut mieux », *Réaction*, vol. 3, n° 7 (avril 1974), p. 5-6.

Se jumèle à la défense du joul, un plaidoyer pour l'usage des régionalismes canadiens-français de manière générale. En 1972, Henriette D. Traditions rédigeait un texte dans *Réaction* préconisant le maintien du vernaculaire canadien-français, surtout lorsqu'il était question de désigner des particularités régionales<sup>12</sup>.

On comprend que Traditions se sentait vexée par les « ennemis de la langue et de la culture canadienne-française » en Ontario comme au Québec. « Ces gens fanatiques de bon parler, refusent d'accepter les adaptations de [leur] peuple : adaptations à un pays fort différent de la France ». Pour l'auteure, c'était la volonté de ces derniers de faire parler un français international aux francophones de la Laurentienne qui était le plus problématique. Refusant l'adoption des mots « week-ends » ou « grenouille-taureau » lorsqu'il existaient les vocables « fin de semaine » et « [oua]ouaron » dans son vernaculaire, l'auteure affirmait qu'il fallait « choisir non pas entre le savoir-vivre et l'ignorance, mais entre le sentiment d'infériorité et la fierté ». Elle invitait par la suite ses lecteurs à déguster un repas maison chez elle en ajoutant « c'est pas très élégant, le ragoût, mais, ça nous rappelle un peu la beauté de c'que nous sommes ». C'est donc sous l'égide d'une référence canadienne-française que Traditions défie le mot d'ordre imposé par son parcours universitaire, surtout les professeurs européens et l'élite canadienne-française de la région qui préconisaient l'usage d'un français international.

En fait, le désaccord sur la langue va au-delà des débats sur le niveau de langue à utiliser. En 1970, les étudiants menaient une lutte contre le département de Français de

---

<sup>12</sup>Henriette D. Traditions, « Comprends-tu? », *Réaction*, vol. 1, n° 6 (février-mars 1972), p. 18-19.

l'Université Laurentienne afin d'obtenir un programme de littérature qui reflétait mieux la réalité locale. Le problème était tel qu'un professeur auxiliaire d'un autre département, Pierre Bélanger (le même autour duquel gravitent les membres clés de *Réaction* et de CANO-Musique, Gaston Tremblay et André Paiement) a amené l'affaire devant le Sénat de l'université. La réponse qu'offrait le directeur du département de français, le professeur Pierre M. Van Rutten est révélatrice.

*Le fondement de cette attitude est la fausse conception que se font certains étudiants du rôle d'un département de littérature française, qui, nous semble-t-il a pour première tâche d'enseigner la matière fixée par sa désignation. Le département de littérature française n'a pas à parler le français de Sudbury mais celui de Beaudelaire<sup>13</sup>.*

On comprend donc que pour Van Rutten, le français de Sudbury (pour ne pas dire le français canadien ainsi que sa littérature de manière générale) ne faisait pas partie de la littérature française. Cela allait à l'encontre des efforts des étudiants qui, eux, souhaitaient étudier davantage leur littérature régionale tout comme c'était le cas ailleurs en Amérique avec l'avènement des « cultural studies<sup>14</sup> ».

Ces revendications des étudiants de la Laurentienne trouvaient des échos ailleurs en Ontario français. L'Association des enseignants franco-ontariens jugeait que l'augmentation du contenu canadien-français dans les écoles de l'Ontario français était

---

<sup>13</sup>Pierre M. Van Rutten dans S.n., « Au département de français de l'université [sic] Laurentienne : le français de Sudbury vs celui de Beaudelaire », *Le Voyageur*, Sudbury, lundi 7 décembre 1970, p. 2.

<sup>14</sup>Patricia Jasen, « In Pursuit of Human Values (or Laugh When You Say That): The Student Critique of the Arts Curriculum in the 1960s », dans Paul Axelrod et John G. Reid, *Youth, University, and Canadian Society: Essays in the Social History of Higher Education*, Montreal, McGill-Queen's University Press, 1989, p.247-271.

désirable<sup>15</sup>. Yolande Grisé poursuivait aussi ces mêmes objectifs à l'Université d'Ottawa<sup>16</sup>.

On comprendra donc que le rapport à la langue familière chez les francophones de Sudbury était multiple. De manière générale, les étudiants de *Réaction* étaient favorables à l'usage du joul et des régionalismes. Ceux-ci leur permettaient de s'affirmer et de s'exprimer en tant que membres d'une communauté francophone particulière. L'élite francophone quant à elle demeurait adepte du français standard. Elle encourageait le reste de la population à tendre vers l'objectif du « bon parler » français. Si les étudiants et l'élite ne partageaient pas le même avis quant à l'usage du français, les deux groupes se montraient favorables à l'apprentissage de l'anglais par les francophones de Sudbury, comme on le verra dans la section suivante.

### 3.2 - Bilinguisme individuel

Si l'usage du français – sous une forme ou une autre – continuait de constituer une balise importante pour définir la collectivité franco-sudburoise, on verra dans cette section que l'usage de l'anglais faisait également l'objet de discussion. Compte tenu de la démographie sudburoise, la majorité des francophones ayant pris la parole sur cette question estimaient que le bilinguisme était un atout. On verra toutefois de l'opposition de la part de certains membres de la communauté à l'usage de l'anglais. Les jeunes, qui ont été nombreux à se prononcer en faveur du joul et des régionalismes dans la référence

---

<sup>15</sup>S.n., « Plus de textes can.-français », *Le Voyageur*, Sudbury, 11 novembre 1970, p. 2.

<sup>16</sup>Yolande Grisé, *Ontariois on l'est encore!*, Ottawa, Le Nordir, 2002, p. 12.

franco-sudburoise, étaient moins unanimes par rapport à l'usage de l'anglais. L'élite quant à elle, était largement en faveur de l'apprentissage et de l'usage de l'anglais par les francophones de Sudbury.

Deux étudiants de la revue *Réaction* défendaient des points de vue contradictoires en ce qui concerne le bilinguisme individuel au début des années 1970. Un auteur, « B.M., né à Renfrew », avançait que le bilinguisme individuel au Canada était essentiellement futile, puisqu'il s'effectuait toujours à sens unique. Selon lui, les efforts des francophones pour apprendre l'anglais n'avaient pas de réciproque chez les anglophones<sup>17</sup>. Face à ce constat, il suggérait que les francophones de l'Ontario avaient trois choix. En premier lieu, les francophones pouvaient accepter de se résigner face à la prédominance de l'anglais dans la province. Le deuxième choix, soit celui de « mourir à petit feu » ou de « suicide à long-terme », maintenait le statuquo où les francophones continuaient à vivre en français, sachant que leur collectivité s'éteindrait inévitablement. Finalement, la troisième solution proposée par l'auteur était celle de l'indépendance québécoise, qui selon lui était la « seule porte de sortie encore possible[,] où il fau[drai]t du courage et de la volonté[,] où il faudra[it] peut-être se battre, mais où on serait enfin soi-même »<sup>18</sup>. Ainsi, le bilinguisme individuel, loin d'être un outil ou quelque chose de souhaitable pour les Franco-Ontariens, ne ferait qu'ouvrir la porte à l'assimilation, aux dires de l'auteur.

---

<sup>17</sup>B.M., né à Renfrew, « Conte de Noël ou d'Halloween », *Réaction*, vol. 3, n° 3 (novembre 1973), p. 23-25.

<sup>18</sup>*Ibid.*, p. 23-25.

L'article de B.M. venait en réponse à celui d'un autre étudiant : Georges Bélanger. Ce dernier était favorable à l'usage et l'appropriation de l'anglais par les Franco-Ontariens pour atteindre le plein épanouissement de leur collectivité. Il suggérait que dans le cas où aurait lieu la séparation du Québec, les habiletés des Franco-Ontariens leur aurait permis d'investir l'État ontarien davantage. La collectivité franco-ontarienne pourrait alors formuler ses demandes directement à son gouvernement provincial au lieu de le faire par l'entremise de l'appareil fédéral ou des institutions privées telles que l'Église catholique. Ainsi, son nationalisme ethnique serait devenu un nationalisme civique; les Franco-Ontariens auraient cessé d'être l'appendice québécois ou canadien-français en sol ontarien, et seraient devenus des citoyens à part entière<sup>19</sup>. Le bilinguisme individuel généralisé chez les Franco-Ontariens serait la clé, selon l'auteur, à l'épanouissement de la collectivité franco-ontarienne.

On comprendra donc que l'opinion étudiante était divisée quant à l'importance du bilinguisme individuel chez les francophones de Sudbury. Cependant, l'opinion de Bélanger reflétait celle d'Émile Guy, surintendant francophone du Conseil des écoles séparées de Sudbury. Les interventions de Guy, publiées dans le *Voyageur* en 1970, permettent de dresser une esquisse de l'opinion de l'élite pendant la même période que celle des étudiants. Elles permettent également de comprendre la relation qu'entretenaient les francophones du Conseil des écoles séparées de Sudbury avec sa majorité anglophone.

---

<sup>19</sup>Georges Bélanger, « Les Franco-ontariens et l'indépendance », *Réaction*, vol. 3, n° 2 (octobre 1973), p. 20.

Ainsi, Guy affirmait dans un discours rapporté par *Le Voyageur* en 1970 : « Nos élèves sont plus fiers de parler anglais que de parler français. On dirait même qu'ils ont honte de parler français<sup>20</sup> ». Le surintendant s'inquiétait non seulement de la capacité des élèves des écoles séparées à parler français, mais aussi de leur volonté de le faire. Pour remédier au problème qu'il constatait, le surintendant offrait aux directeurs d'école deux éléments de réponse. D'abord, il importait d'inculquer aux élèves la capacité de bien s'exprimer. Ensuite, il était tout simplement question « d'une bonne dose de fierté<sup>21</sup> ».

Dans le numéro suivant par contre Guy tentait de corriger le tir. En répondant à l'article, il précisait qu'une partie du discours prononcé en était absent. Conséquemment, il ajoutait que le fait de parler l'anglais en plus du français n'avait rien de honteux et que le phénomène du bilinguisme était même désirable pour ses élèves.

En d'autres mots, Guy n'avait jamais voulu suggérer que l'anglais était un élément néfaste à supprimer de l'esprit des élèves des écoles séparées. Au contraire, sa réponse permet de comprendre que l'anglais était même bien valorisé par les francophones du système séparé. Elle permet également de comprendre que même pour le surintendant des écoles séparées de Sudbury, la capacité d'un individu de parler le français et l'anglais était valorisée, peut-être même plus que la capacité de bien parler en français. On doit conclure que Guy avait de la difficulté à entrevoir d'autres formules que l'apprentissage

---

<sup>20</sup>S.n., « M. Émile Guy : "Nos élèves ont honte de parler français" », *Le Voyageur*, lundi 11 janvier 1970, p. 4.

<sup>21</sup>*Ibid.*, p. 4.



de l'anglais pour permettre la participation des francophones à la société sudburoise puisque celle-ci était largement anglophone<sup>22</sup>.

L'appropriation de l'anglais par les élèves francophones de Sudbury témoigne de l'importance de cette langue dans la région. Ainsi, elle ne peut pas être négligée. N'oublions pas que ces élèves se dirigeaient vers un milieu de travail majoritairement anglophone. Soulignons aussi que l'industrie minière et les activités connexes constituaient le moteur principal de l'économie sudburoise à l'époque. Les élèves francophones, tout comme leurs voisins d'autres origines ethniques (qui parlaient ou non une langue maternelle autre que celle de la majorité), se dirigeaient généralement vers ces activités économiques. Il était donc normal que les jeunes francophones adoptent au moins quelques comportements de la majorité anglophone, notamment la langue anglaise, puisqu'il y avait de bonnes chances que celle-ci soit leur langue de travail. Si ces élèves se servaient couramment de l'anglais, c'est qu'elle leur était utile. D'ailleurs, presque dix ans plus tard, Sheila McLeod-Arnopoulos observait le même phénomène chez des commerçants francophones de la région. Ceux-ci parlaient surtout en anglais dans leurs commerces par crainte d'offenser les clients anglophones<sup>23</sup>. Ainsi, l'anglais devenait une partie importante de la façon dont se percevaient les francophones de Sudbury parce qu'ils en avaient besoin. La langue du travail à Sudbury était surtout l'anglais comme l'avaient compris les élèves des écoles d'Émile Guy.

---

<sup>22</sup>Émile Guy, « Tous nos élèves n'ont pas honte de parler français », *Le Voyageur*, 18 janvier 1971, p. 5.

<sup>23</sup>Sheila McLeod-Arnopoulos, *Hors du Québec point de salut?*, Montréal, Libre expression, 1982, p. 22-24.

L'adoption de l'anglais comme autre langue d'usage ne signifiait pas pour autant que ces jeunes francophones souhaitaient s'assimiler à la majorité anglophone. Cependant, à partir du moment où ces élèves maniaient aussi bien une langue que l'autre, cela devenait possible, alors qu'en étant unilingues francophones, c'était plus difficilement le cas. Voilà sans doute le fondement des craintes de Guy.

On aura compris que le bilinguisme individuel, même s'il ne faisait pas l'unanimité, demeurait valorisé chez les francophones de Sudbury.

### **3.2.1 - La grenouille comme symbole du francophone de Sudbury**

Le bilinguisme individuel se manifeste aussi dans les symboles qu'adoptent les francophones. Comme c'est le cas ailleurs au Canada français, les francophones de Sudbury s'approprient le symbole de la grenouille. Bien que le terme « french frog » ait jadis été utilisé comme insulte contre les francophones au Canada, ces derniers se sont approprié la référence amphibienne afin d'en faire un symbole valorisant. Le « Frog Power [...] c'est un symbole de force, et *non de défense*<sup>24</sup> » affirmait *Réaction* en 1971. Cela est d'autant plus vrai en Ontario français, notamment à Sudbury, où la culture hybride et « duale »<sup>25</sup> des francophones est une métaphore de la nature amphibie de la grenouille. Or, avec la création du journal étudiant *Réaction* en 1971, l'adoption du

---

<sup>24</sup>Voir l'annexe 6 : s.n., « Frog Power », *Réaction*, vol. 1, no 6 (février-mars 1972), p. 20. L'emphasis est la nôtre.

<sup>25</sup>Roger Bernard, « Du social à l'individuel : naissance d'une identité bilingue », dans Jolcelyn Létourneau (dir.) avec la collaboration de Roger Bernard, *La question identitaire au Canada francophone*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 1994, p. 155-163; Monica Heller, « La sociolinguistique et l'éducation franco-ontarienne », *Sociologie et sociétés*, vol. XXVI, n° 1 (printemps 1994), pp. 155-166. ; McLeod-Arnopoulos, *Hors du Québec*, p. 252.

symbole de la grenouille par les étudiants est évidente. Ce symbole est devenu omniprésent dans les premières publications de *Réaction*, non seulement à l'écrit, mais aussi dans les caricatures de l'artiste « Muki ». Dans l'une de ces caricatures<sup>26</sup>, le célèbre chanteur populaire Robert Charlebois est incarné en grenouille qui livre un spectacle dans un auditorium. Il pose la question « connaissez-vous These Eyes? » à la foule. Tous les éléments sont présents dans la caricature pour suggérer l'hybridité culturelle des francophones de Sudbury. Même s'il pose une question au sujet d'une chanson du groupe rock canadien-anglais psychédélique *The Guess Who?*, le chanteur était indéniablement canadien-français. Pour Muki, Charlebois faisait donc partie du même groupe d'appartenance que les francophones de Sudbury puisque tous les membres de la foule étaient aussi des grenouilles. Il représente également l'hybridité culturelle ainsi que la consommation de la contre-culture<sup>27</sup>. Si ce sont, comme nous l'avons vu dans les sections précédentes, les jeunes qui revendiquent l'hybridité linguistique comme référent, il n'est pas surprenant de voir que ce sont eux qui s'approprient le plus le symbole de la grenouille.

### 3.2.2 - La place de l'anglais et de l'Anglais

Les jeunes francophones de Sudbury étaient ouverts à l'influence de l'anglais<sup>28</sup>. Comme la majorité de la vie publique se passait en anglais dans la ville, ce constat n'a rien de surprenant. Partageant l'espace public avec les anglophones, certains francophones

---

<sup>26</sup>Voir l'annexe 1 : Muki, Caricature de Robert Charlebois, « Connaissez-vous "These Eyes"? », *Réaction*, vol. 1, n° 2 (octobre 1971).

<sup>27</sup>*Ibid.*

<sup>28</sup>McLeod-Arnopoulos, *Hors du Québec*, p. 137-138.

avaient même honte du ton agressivement pro-français pris par *Réaction* pendant sa troisième année de publication. « Il faut que je le dise : le journal est très [anti-anglophone]. Nous n'avons aucune raison de l'être [...]. Certains Francophones prétendent qu'il faut l'être afin de nous identifier. Je ne suis pas d'accord<sup>29</sup> ».

Deux autres étudiants, Paul Laurin et Sheila Ethier, dénonçaient le fait que *Réaction* maudisse les « Anglais » de façon accrue après 1974. Pour ces deux lecteurs, les anglophones du campus, même s'ils ne sont pas des Franco-Ontariens à part entière, font partie de la réalité franco-ontarienne de Sudbury. Il était impossible que les francophones de Sudbury fassent société s'ils se mettaient la majorité anglophone à dos.

D'ailleurs, le témoignage d'Ethier permet de comprendre que l'appartenance à la communauté franco-ontarienne de Sudbury ne passe pas uniquement par l'héritage ethnique, mais aussi par une volonté d'adhésion et par des connaissances culturelles communes. Bien qu'elle possède un nom de famille français, elle se considère comme « anglophone » plutôt que « francophone ». « J'en ai marre d'entendre parler des "maudits anglophones". Ah oui, il existe des anglophones qui haïssent les francophones, tout comme il existe des francophones qui détestent les anglophones », mais le contraire est également vrai, affirme-t-elle. « Moi là, je sais qu'il y a des anglophones [qui veulent faire partie de la réalité francophone] parce que j'en suis une »<sup>30</sup>.

---

<sup>29</sup>Normand Pilon, « On veut mieux », *Réaction*, vol. 3, n° 5 (mars 1974), p. 5-6.

<sup>30</sup>Sheila Ethier et Paul Laurin, « Lettre à la rédaction », *Réaction*, vol. 3, no 4 (janvier 1974), p. 6.

La prise de position anti-anglophone, mais aussi le militantisme de *Réaction* agacent d'autres francophones du campus. Ethier affirme que les membres du comité éditorial ont « l'air tellement féroces [sic] avec [leur] drapeau des patriotes, et tout le reste ». Comme l'affirme Ethier dans ce même article, « je connais des personnes ici à la Laurentienne qui évitent de vous parler en français simplement parce qu'ils ont peur que vous vous moquiez d'eux<sup>31</sup> ». Le militantisme fait donc peur et alimente un complexe d'infériorité linguistique chez les francophones du campus. Si le comité éditorial de *Réaction* en 1974 voulait initier une discussion franche parmi les membres de la population francophone du campus sur les bornes de la communauté francophone de la région, le résultat a plutôt été, l'aliénation de certains membres.

Malgré son affirmation d'appartenance à la communauté anglophone, l'auteure s'est référée à plusieurs éléments de culture populaire canadienne-française. Il est donc difficile de déterminer s'il est question d'hybridité culturelle<sup>32</sup> ou d'assimilation ici puisque l'auteure s'est dissociée, en partie, du groupe d'appartenance de langue française, tout en participant au discours public qui en forme les références collectives. De plus, elle déplorait le fait de ne pas pouvoir accéder à cette communauté d'attache, non par manque de volonté, mais à cause de l'aliénation qu'elle avait subie par ses membres.

---

<sup>31</sup>*Ibid.*

<sup>32</sup>Ou bilinguisme culturel : Serge Miville, « Entre mythe et utopie : l'identité bilingue », *La Relève*, Vol. 1, n° 1 (septembre-novembre 2009). En ligne : [http://journallareleve.com/wordpress/?page\\_id=368](http://journallareleve.com/wordpress/?page_id=368) (Consulté le 13 août 2014).

Il s'agit plus que de la volonté d'une coexistence pacifique avec les anglophones. Les francophones de Sudbury consommaient de la culture de langue française et anglaise. S'il fallait avoir des référents culturels de langue française pour être Franco-Ontarien, il fallait aussi en avoir en anglais. En fait, l'hybridité culturelle était perçue par certains francophones comme étant une porte d'entrée, non seulement vers d'autres cultures, mais également vers d'autres idées :

*Être pro-francophone ça ne veut pas dire être anti-anglophone. Être Francophone, c'est chercher à créer et à vivre dans sa culture; ce n'est pas renier la culture américaine par laquelle nous, Franco-Canadiens, subissons l'influence libérale (et non pas la mentalité traditionnelle aristocratique Européenne [sic] française<sup>33</sup>.*

D'ailleurs, dans son livre *Hors du Québec point de salut?*, la journaliste McLeod-Arnopoulos attribuait même le succès des hommes d'affaires Paul Desmarais et Robert Campeau à leur hybridité culturelle et à leurs origines sudburoises.

*Le fait que ces deux hommes aient été formés à Sudbury leur apporte une souplesse culturelle incomparable et explique leurs succès en affaires. [...] Les membres des différentes communautés culturelles, [...] sont plus ou moins forcés de réaliser des compromis et de s'entendre.<sup>34</sup>*

On aura donc compris que la plupart des francophones de Sudbury étaient en faveur du bilinguisme individuel. Motivés par l'intégration à la société sudburoise plus large, par la soif de nouvelles idées et par les échanges avec l'Autre, les francophones de Sudbury étaient peu nombreux à s'objecter au bilinguisme individuel.

---

<sup>33</sup>PIC, « L'impression d'une Québécoise sur les impressions d'une Québécoise à Sudbury », *Réaction*, vol. 3, n° 7 (avril 1974), p. 5.

<sup>34</sup>McLeod-Arnopoulos, *Hors du Québec*, p. 248.

### 3.3 - Bilinguisme institutionnel

Si dans leur ensemble, les francophones de Sudbury semblaient appuyer l'idée du bilinguisme individuel, voire du bilinguisme en général (qu'il est bon pour l'ensemble de la population d'être bilingue et que les individus se doivent d'encourager l'apprentissage de la langue de l'autre), on ne peut pas en dire autant en ce qui concerne le bilinguisme institutionnel. En règle générale, les francophones de Sudbury tenaient à l'unilinguisme des institutions qu'ils considéraient comme les leurs. En ceci, la référence franco-sudburoise en émergence s'inscrit dans la continuité du nationalisme canadien-français.

C'était le cas, par exemple, de l'Association régionale des enseignants franco-ontariens qui tenait à l'unilinguisme de la station de radio francophone CFBR. Par l'entremise de son président, Germain Bourgeois, l'association a publié dans *Le Voyageur* une lettre adressée à Baxter Ricard, président de la Sudbury Broadcasting Corporation et propriétaire des stations de radio privées CFBR (radio française) et CHNO (radio anglaise), pour lui demander de respecter le mandat de ces stations en ne diffusant que des contenus de langue française sur les ondes de CFBR. Comme l'affirme Bourgeois, « la population de la région se réjouissait du fait qu'on avait fondé le poste CFBR pour répondre à ses besoins [ceux d'une radio de langue française] tandis que CHNO devenait uniquement anglais ». Ce dernier rajoute qu'en faisant ainsi, « la population [de Sudbury] reconnaîtrait davantage le fait français à Sudbury : le poste local travaillerait en

collaboration avec tous nos enseignants canadiens d'expression française<sup>35</sup> » qui eux travaillaient à la sauvegarde du fait français dans la région.

Des réactions négatives encore plus fortes à l'égard du bilinguisme institutionnel ont pu être constatées à l'Université Laurentienne. En fait, « jusqu'à la fin des années 1960, les problèmes linguistiques éclipsent toutes les autres préoccupations étudiantes<sup>36</sup> ». L'historienne Sara Burke, en reprenant les paroles de l'allocution de bienvenue du président de l'Association générale des étudiants en 1970, qualifie la Laurentienne de « la Berkeley de Sudbury » et insiste sur le fait que les tensions linguistiques avaient monopolisé les écrits des étudiants plus que n'importe quelle autre cause politique. Ce n'est que pendant un moment exceptionnel de relative accalmie que les étudiants francophones et anglophones ont uni leurs forces, de pair avec le Sénat et l'Association des professeurs de l'université, pour obtenir quelques gains importants en matière d'autonomie étudiante. Cette collaboration ne fut cependant qu'éphémère.

*Bien qu'ils collaborent avec leurs collègues anglophones, pour plusieurs étudiants francophones, l'enjeu de la gouvernance universitaire est indissociable du problème de la survie de la culture française à la Laurentienne, qui demeure leur préoccupation centrale<sup>37</sup>.*

La collaboration avec les anglophones, bien que positive à plusieurs niveaux, n'a pas mené vers cette aspiration centrale.

---

<sup>35</sup> Germain Bourgeois, « Tribune Libre : Lettre des instituteurs bilingues de l'Association régionale des Enseignants Franco-Ontariens à M. Baxter Ricard, président de la Sudbury Broadcasting Corporation », *Le Voyageur*, 12 juin 1968, p. 10.

<sup>36</sup> Burke, « La Berkeley de Sudbury », p. 173.

<sup>37</sup> *Ibid.*, pp. 174-178.



Un des plus importants militants de cette culture française et un des plus importants opposants au bilinguisme institutionnel était le professeur de littérature Fernand Dorais. Il est important de souligner que Dorais avait joué un rôle important dans le renouveau culturel nouvel-ontarien, la Révolution sereine<sup>38</sup>, pendant les années 1970<sup>39</sup>. C'est pendant cette période que l'ébullition culturelle des francophones du Nord ontarien a eu lieu et que de nombreuses institutions ont été créées dont la revue *Réaction* en 1971, le Théâtre du Nouvel-Ontario en 1971, la Coopérative des artistes du Nouvel-Ontario (CANO) en 1972, et la maison d'édition Prise de parole en 1973. Retenons que ces institutions ont vu le jour en grande partie grâce au mentorat de Dorais, qui rejetait fermement le bilinguisme institutionnel de l'université.

Même s'il maintenait certains éléments du discours clériconationaliste dans son appel à la mobilisation (notamment, le maintien de la race canadienne-française), le professeur déployait une nouvelle idéologie à l'égard de la «révolution francophone nord-ontarienne». Celle-ci était surtout axée sur l'augmentation de l'autonomie des « Francophones nord-ontariens » par la création d'une Maison française sur le campus de la Laurentienne « par et pour le pouvoir étudiant, secondé par des professeurs et

---

<sup>38</sup>Pour en savoir plus sur la Révolution sereine et ses initiateurs, se référer à Lucie Hotte et Johanne Melançon (dirs.), *Introduction à la littérature franco-ontarienne*, Sudbury, Prise de Parole, 2010.

<sup>39</sup>Tremblay, *Prendre la parole*, p. 11-12.

administrateurs francophones »<sup>40</sup>. Bref, l'idéologie de Dorais s'inscrit dans une logique nationalitaire néo-ontarienne.

D'ailleurs, il s'explique dans les pages de *Réaction* : « l'opération francophone est à déclencher. Elle l'est même déjà, et elle naît sous nos yeux. [...] le but est la reconversion des Francophones Nord-Ontariens à leur propre réalité ethnique »<sup>41</sup>.

Si jusqu'ici la pensée de Dorais n'avait pas été explicite par rapport au rejet du bilinguisme institutionnel, dans cet article, il révélait exactement ce qu'il en pensait.

*NOUS NE VOUDRONS JAMAIS D'UN BILINGUISME INTÉGRÉ – qui nous aura toujours été si fatal. NOUS VOUDRONS DE L'AUDACE? Oui, de l'audace, de l'audace, et toujours de l'audace – du courage et de l'affirmation, fière de nous*<sup>42</sup>.

À ces éléments, il rajoutait l'investissement des médias de masse et le maintien de Sudbury comme centre névralgique de la population nord-ontarienne.

Les affirmations étudiantes abondaient largement dans le même sens. Un rédacteur de *Réaction*, Jean-Claude St-Amant, suggérait que le bilinguisme institutionnel était responsable de l'assimilation des francophones du campus et que la seule solution à ce problème était de fonder une institution homogène de langue française.

*Notre réaction, elle se fait en rapport avec l'action anglicisante de notre entourage; elle se fait aussi contre le statu quo, cet [anonymat] trop souvent encouragé par le pouvoir décisionnel de cette université ou l'apathie généralisée de notre milieu. Elle se nomme réaction parce qu'elle est à*

---

<sup>40</sup>Fernand Dorais, « L'Opération francophone », *Réaction*, vol. 3, n° 7 (avril 1974), p. 31. C'est Dorais qui souligne.

<sup>41</sup>*Ibid.*, p. 30.

<sup>42</sup>*Ibid.*, p. 32.

*contre-courant mais elle se dirige à l'encontre d'une poussée que le Francophone juge rétrograde*<sup>43</sup>.

### 3.4 – Conclusion de chapitre

On aura donc compris que la langue jouait un rôle important comme référent chez les francophones de Sudbury. L'usage d'un niveau de langue populaire provoquait un important débat entre les étudiants de la Laurentienne qui désiraient vivre et penser dans la langue qu'ils avaient apprise et ceux qui souhaitaient s'internationaliser et s'ouvrir sur le monde. Par ailleurs l'ouverture sur le monde et l'accès au pouvoir économique étaient les deux facteurs les plus importants justifiant l'apprentissage de l'anglais parmi les francophones de la région. Le désir d'être bilingue était très peu contesté dans les écrits des étudiants de la Laurentienne, des journalistes du *Voyageur* et du milieu de l'éducation. C'était le contraire pour la question du bilinguisme institutionnel qui, selon les francophones, empêchait leur épanouissement. Si le bilinguisme individuel attribuait à l'individu la liberté d'accéder à des idées d'ailleurs et au succès économique, le bilinguisme institutionnel l'obligeait à se fondre dans la majorité et d'oublier ses désirs nationalitaires franco-ontariens. Dans le premier cas, la référence franco-sudburoise s'inscrit dans la discontinuité avec le nationalisme canadien-français alors que dans le deuxième, c'est le contraire.

---

<sup>43</sup>Jean-Claude St-Amant, « Éditorial », *Réaction*, vol. 3, n° 4 (janvier 1974), p. 4-5.

## CHAPITRE 4 - Rapport à la religion et au cléricalisme

Pendant la période à l'étude, les Canadiens-Français de la région de Sudbury étaient en grande majorité catholiques. Depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, l'Église catholique encadrait la population canadienne-française (et les autres populations catholiques) en gérant de nombreuses institutions, telles que les écoles séparées, un collège classique et un hôpital, ainsi qu'en parrainant des organismes sociaux<sup>1</sup>. Elle a donc contribué à la formation de la *référence* canadienne-française, à Sudbury comme ailleurs.

Si au Québec, l'étatisation des pouvoirs et des responsabilités était en cours pendant la Révolution tranquille, à Sudbury (et en Ontario français plus largement), l'Église a continué de jouer un rôle important, surtout dans la communauté francophone. Notamment, elle est demeurée importante dans le domaine de l'éducation et elle a continué d'influencer les valeurs sociales de la communauté francophone de la région.

Cependant, une transformation du discours a eu lieu dans les pages du *Voyageur* et de *Réaction*, ce qui laisse sous-entendre que le rapport des francophones au cléricalisme<sup>2</sup> et à la religion catholique était en mutation pendant la période à l'étude. Dans le cas du *Voyageur*, la transition était lente et s'est déroulée sur plusieurs années mais elle est doublement significative en raison de son « orientation idéologique [initiale, qui était]

---

<sup>1</sup>Juteau, « Français d'Amérique », p. 52.

<sup>2</sup>Le Petit Larousse définit le cléricalisme comme étant un « système ou tendance en vertu desquels le clergé, sortant du domaine religieux, se mêle des affaires publiques et tend à y faire prédominer son influence ».

axée sur le nationalisme et le catholicisme<sup>3</sup> ». Tranquillement et sans jamais les éliminer complètement, ses rédacteurs accordaient de moins en moins d'importance à la religion catholique et se détournaient de tout cléricalisme dans les pages du journal. Le virage a été beaucoup plus abrupt dans le cas des étudiants de l'Université Laurentienne, qui rejettent clairement le cléricalisme, mais qui n'écartaient pas complètement la religion catholique.

Bref, on verra que dans les deux publications, le cléricalisme a été presque éliminé comme référent franco-ontarien tandis que le catholicisme, même s'il est moins important qu'au début de la période à l'étude, demeure un référent important.

#### **4.1 - Délaisser la religion tranquillement – la position du *Voyageur***

Au début de la période à l'étude, on remarque qu'une proportion importante des pages du *Voyageur* était consacrée à des enjeux cléricaux ou catholiques. Avec le temps, la publication hebdomadaire a délaissé ces sujets pour aborder des enjeux d'actualité plus larges. D'ailleurs, Gaétan Gervais soulignait en 1983 que la place du clergé dans la société franco-sudburoise, largement responsable de cette influence, avait « nettement diminué durant le dernier siècle<sup>4</sup> », entre autres à cause de la plus grande place que prenaient désormais les laïcs.

---

<sup>3</sup>Bock, *Comment un peuple oublie son nom*, p. 15.

<sup>4</sup>Gervais, « La stratégie de développement », p. 77, 80.

Cette tendance a été particulièrement marquée et rapide pendant les années à l'étude. Prenons le premier numéro du journal *Le Voyageur*, en 1968, comme exemple<sup>5</sup>. La majeure partie de la deuxième page était accordée à un article sur la succession de M<sup>gr</sup> Roger Despatie à M<sup>gr</sup> Adolphe Proulx en tant qu'évêque auxiliaire. La photo du nouvel évêque auxiliaire occupait à elle seule presque le quart de la page. De l'autre côté de la page, on publiait une lettre pastorale de M<sup>gr</sup> Alexandre Carter, qui traitait du départ de M<sup>gr</sup> Proulx pour une paroisse d'Alexandria dans l'Est ontarien. Une petite colonne était accordée à la présentation du journal, qui « tient à remercier son Excellence M<sup>gr</sup> Alexander Carter, évêque du diocèse de Sault-Ste-Marie, la Communauté des Sœurs Grises de la Croix, les dames du Rosaire pour le geste magnanime qu'ils ont posé à son égard », soit une importante contribution financière<sup>6</sup>. Ce premier numéro mettait la table pour ceux qui allaient suivre. Jusqu'à la fin de la décennie, les nouvelles cléricales et religieuses sont demeurées très présentes dans les pages du journal.

Le désir du comité éditorial du *Voyageur* de mettre en valeur sa relation avec l'Église faisait écho à la volonté des parents de l'Ontario. « Les API [Associations des parents-instituteurs] réclament des cours de religion dans les futures écoles publiques », peut-on lire dans un article du même numéro. La Fédération des Associations des parents-instituteurs de langue française de l'Ontario avait déterminé, au moyen d'une enquête menée l'année précédente, que 94 % des parents et des enseignants francophones de la province désiraient de l'enseignement religieux dans les nouvelles écoles secondaires

---

<sup>5</sup>Celui-ci prend le relais de *L'Ami du Peuple*, qui disparaît à ce moment.

<sup>6</sup>Émile Guy, « Le voici », *Le Voyageur*, 12 juin 1968, p. 2.

publiques francophones. On apprend également dans l'article que « si les Franco-Ontariens ont définitivement abandonné l'idée d'un système séparé d'écoles secondaires publiques, il est certain qu'ils n'ont aucune intention d'abandonner l'enseignement religieux dans les écoles que fréquenteront leurs enfants »<sup>7</sup>. Soulignons que l'article est paru peu de temps après l'entrée en vigueur des lois 140 et 141, lois promulguant le financement d'écoles publiques primaires et secondaires de langue française en Ontario. C'est donc dire que les API de l'Ontario français valorisaient la présence du catholicisme comme référent, tout comme *Le Voyageur*.

Les premiers éditoriaux du journal appuient également l'idée que *le Voyageur* cherchait à maintenir les valeurs catholiques comme l'un de ses fondements les plus importants. Prenons pour exemples, « Universalité de la charité » dans lequel on explique au lecteur que « Dieu lui-même a eu besoin de la diversité des cultures [...] pour exprimer pleinement son message aux hommes de la terre »<sup>8</sup>, ou encore « Le temps », dans lequel on apprenait que le temps « c'est le tissu précieux que, chaque matin, nous recevons de la Providence, pour y broder nos joies et nos peines, nos efforts, nos succès et nos échecs »<sup>9</sup>. Plutôt que de commenter l'actualité comme c'est habituellement le cas dans les pages éditoriales d'un journal, celles du *Voyageur* servent à propager les idées et les valeurs catholiques.

---

<sup>7</sup>S.n., « Les API réclament des cours de religion dans les futures écoles publiques », *Le Voyageur*, 12 juin 1968, p. 10.

<sup>8</sup>S.n., « Universalité de la charité », *Le Voyageur*, jeudi 1<sup>er</sup> août 1968, p. 4.

<sup>9</sup>L'Aviron, « Le temps », *Le Voyageur*, jeudi 15 août 1968, p. 4.

Ce n'est qu'à l'arrivée de l'éditorialiste Hubert Potvin en 1970<sup>10</sup> que le journal s'est distancié quelque peu de l'Église pour faire plus de place aux autres sujets d'actualité, notamment la politique fédérale, la question nationale et l'autonomie institutionnelle régionale. Sous l'égide de Potvin, les sujets d'ordre religieux étaient traités comme les autres nouvelles : ils étaient rapportés lorsqu'ils étaient considérés d'intérêt public. Le journal a cessé de considérer son lectorat comme purement canadien-français et catholique, pour traiter d'enjeux franco-ontariens et s'adresser à l'ensemble de la population francophone de Sudbury, davantage laïcisée.

Cela dit, certaines tranches de la population semblaient toujours échapper au *Voyageur*. Parmi celles-ci, notamment, se trouvaient les jeunes. Si Potvin, comme ses prédécesseurs, reprochait aux étudiants de ne pas appuyer la cause du journal, il semble avoir compris que leur hésitation était peut-être liée à la nature clériconationaliste du journal.

*Encore en 1971, on fait appel à “la fierté d’être un Canadien catholique d’expression française”! (Comme si les deux attributs avaient à jamais été liés de façon indissoluble!) Puis, sans faire ni un ni deux, on se gargarise à pleine gorge des nobles motifs qui devraient assurer la naissance et l’explosion de cette fierté : “notre passé : nos aïeux et leur œuvre; notre survivance; nous-mêmes et nos qualités; notre mission et la Providence”!*

*Et voilà qu’on se surprend ensuite à ne pas comprendre cette jeunesse qui s’entête à ne pas vouloir être fière<sup>11</sup>!*

Potvin tendait en quelque sorte un rameau d'olivier à la jeunesse franco-sudburoise qui n'accordait pas la même importance au catholicisme que la génération précédente et qui rejetait carrément le cléricanisme. Potvin n'était pas prêt à renier complètement le rôle de

---

<sup>10</sup>Le premier éditorial où nous pouvons repérer Hubert Potvin est celui du 11 janvier 1970.

<sup>11</sup>Hubert Potvin, « Vivre en français », *Le Voyageur*, 11 janvier 1971, p. 4.



l'Église dans la communauté, mais il acceptait toutefois que les jeunes francophones investissent un projet de société franco-sudburois plus francophone que catholique.

## 4.2 - Rejet du cléricalisme – l’avis des étudiants

Si la rédaction du *Voyageur* a initialement désiré maintenir le catholicisme et le cléricalisme comme importants référents franco-ontariens, les étudiants de *Réaction* rejetaient ces référents presque sans exception. Ces derniers jugeaient que les valeurs cléricales étaient nuisibles à l’épanouissement des francophones de la région, et en particulier à celui des étudiants francophones de la Laurentienne. Le maintien des valeurs catholiques comme référent, cependant, était légèrement plus contesté qu’il ne l’avait été quelques années plus tôt dans *Le Lambda*<sup>12</sup>.

En particulier, les étudiants s’acharnaient sur le cas de l’Université de Sudbury, l’une des universités fédérées de la Laurentienne, créée à partir de l’ancien Collège classique du Sacré-Cœur et administrée par les Jésuites. Elle occupait une place symbolique chez les francophones de Sudbury, en plus de posséder la seule résidence bilingue du campus<sup>13</sup>.

Face au contrôle du clergé sur l’administration de l’Université de Sudbury et de sa résidence, Laurent Alie et les membres de *Réaction* se montraient intransigeants : la morale catholique n’avait pas sa place dans une résidence universitaire<sup>14</sup>. Deux étudiants,

---

<sup>12</sup>Dupuis, « La (contre)-culture étudiante », p. 34.

<sup>13</sup>Pour plus d’informations sur l’Université de Sudbury, voir Guy Gaudreau, « Les origines de l’Université Laurentienne », p. 1-16 et Matt Bray, « La fondation de l’Université Laurentienne, 1958-1960 », p. 17-30 dans Matt Bray (dir.), *L’Université Laurentienne : une histoire*, Montréal, McGill-Queen’s University Press, 2010. Et Lucien Pelletier, « Les Jésuites de Sudbury vers 1960 : une mutation difficile », *Revue du Nouvel-Ontario*, n° 37 (2012), p. 61-62.

<sup>14</sup>S.n., « Fucere in Auris », *Réaction*, vol. 1, n° 2 (octobre 1971), p. 6.

dont Alie, avaient été mis à la porte de la résidence de l'Université de Sudbury parce qu'ils avaient visité la chambre d'une collègue<sup>15</sup>. C'est sur un ton sarcastique que Laurent Alie rédigeait une fausse prière à l'administration de la résidence.

*Au nom du Père et du Fils et du Saint Esprit, Amen. Pardonnez-moi mon père parce que j'ai péché. [...] Il y a très longtemps que je suis allé à la confesse même si ça fait longtemps que je vais du côté féminin de la dite résidence de l'Université de Sudbury. [...] Mon Père, je m'accuse d'être allé visiter une amie dans sa chambre, jeudi le 24 février 1972, vers 3 heures de l'après-midi. [...] Inutile de vous dire ce que nous avons fait rendu dans la chambre. Une fille et deux garçons dans la même chambre par un bel après-midi, faites travailler vos méninges un peu. [...] On était assis pareil comme si on avait été trois ou quatre gars ensemble pis on jasait tout bonnement. Vous ne me croirez peut-être pas, mais si ma mémoire est fidèle, à un moment donné on est allé jusqu'à parler de sexe. Pouvez-vous imaginer ça? [...] Y'où est-ce que le monde s'en va.*<sup>16</sup>

Bouleversé par l'attitude des Jésuites, qui administraient cette résidence, Alie ridiculisait ce qu'il considérait comme étant des règlements dépassés.

Les Jésuites de l'Université de Sudbury dans sa mire, Alie profitait de son billet pour éclabousser les valeurs catholiques au complet. Même s'il aurait été facile pour lui de comparer les règlements plus strictes de la résidence de l'Université de Sudbury<sup>17</sup> à ceux des autres résidences du campus, qui n'avaient pas de ségrégation sexuelle et des heures de visite plus flexibles, Alie préférait s'en prendre directement au clergé et à l'Église catholique qui justifiait le maintien de ces règles. Le symbole le plus marquant, toutefois,

---

<sup>15</sup>La résidence de l'Université de Sudbury était toujours ségréguée selon les sexes à l'époque.

<sup>16</sup>Laurent Alie, « Crise à la résidence de U.-S. : Réveillez-vous gang de calvaires », *Réaction*, vol. 1, n° 6 (février-mars 1972), p.32.

<sup>17</sup>Burke, « La Berkeley de Sudbury », p. 172.

est sans doute l'illustration<sup>18</sup> de deux grenouilles, l'une déguisée comme le chanoine Lionel Groulx (un symbole important du cléricalisme canadien-français), et l'autre en guérillero, cigarette à la bouche, avec une arme à feu semi-automatique pointée vers le dos de la première<sup>19</sup>. Dans l'esprit des auteurs de *Réaction*, cet épisode représentait bien plus que la simple expulsion de deux étudiants de leur résidence; c'était plutôt l'affrontement idéologique continu entre les étudiants et l'élite cléricale sudburoise, entre une jeunesse voulant modifier les valeurs qu'elle jugeait obsolètes et les Jésuites qui exerçaient toujours leur influence.

Il est à noter qu'Alie et ses comparses ne se distinguaient pas tant, à ce niveau, des jeunes Canadiens-Français de l'Ontario, qui faisaient partie d'organismes de jeunesse pendant les années 1960 et qui adhéraient de manière croissante au « mouvement contre-culturel, à l'idéologie de participation et aux valeurs égalitaristes, antitraditionalistes et anti-élitistes<sup>20</sup> ».

Si certains étudiants, comme Alie, prônaient la laïcité comme solution miracle au « problème » du cléricalisme, d'autres se montraient légèrement plus nuancés face à celui-ci. Prenons l'exemple d'un étudiant anonyme qui a fait un compte-rendu peu élogieux du système d'éducation public bilingue. Il qualifiait ce système de « melting pot », où les francophones avaient peu de pouvoir décisionnel. Il considérait cependant que celui-ci avait le potentiel de pouvoir mieux desservir la population francophone de

---

<sup>18</sup>Voir l'annexe 3 : Muki, *Réaction*, vol. 1, n° 4 (décembre 1971), p. 19.

<sup>19</sup>Alie, « Crise à la résidence de U.-S. », p.32.

<sup>20</sup>Bock, « De la "tradition" à la "participation" », p. 117.

Sudbury même si celle-ci continuait d'envoyer ses enfants dans le système séparé en plus grands nombres. L'auteur conclut en prenant position sur ce qu'il considère être « un problème pour les écoles francophones », soit que les écoles primaires et secondaires ne faisaient pas partie d'un même système scolaire. Aux dires de l'auteur, la solution et « le seul moyen efficace de faire » était « d'intégrer le système séparé au système public ». « Cessons de vivre dans le passé... coupons le cordon ombilical qui nous rend dépendants d'une tradition religieuse erronée<sup>21</sup> », conclut-il. C'est donc dire que cet auteur croyait que le système public était plus bénéfique à la communauté franco-sudburoise que le système séparé. Cependant, la division de la communauté entre deux systèmes constituait, selon l'auteur, une embûche à l'épanouissement de la communauté francophone, et ce même s'il avait un meilleur taux de reproduction linguistique.

Si certains étudiants rejetaient la religion catholique comme référence identitaire et comme structure institutionnelle, d'autres y tenaient. Deux lecteurs, Sheila Scully et Paul Laurin, reprochaient à la rédaction l'utilisation diffamatoire de l'image du Christ. Ils demandaient aussi à la rédaction de quel droit ils « ridiculis[ai]ent » la figure religieuse. Pour certains jeunes francophones, il demeurerait donc inconcevable de remettre en question la référence religieuse chrétienne, même parmi les rangs étudiants, qui étaient généralement plus rapides à remettre en question l'utilité d'une telle tradition que ne l'étaient les autres membres de la communauté.

---

<sup>21</sup>Dr. F.B. Lavoie, « Un pessimiste qui devient optimiste », *Réaction*, vol. 1, n° 1 (septembre 1971), p.9-11.

Le comité de rédaction s'est montré relativement sensible à cette lettre. Sa réponse témoigne du fait que les référents franco-ontariens étaient en redéfinition à cette époque par rapport à ceux de la génération précédente. En répondant aux auteurs, la rédaction affirmait :

*heureusement, il s'est trouvé au moins une personne sur le campus qui a lu ce numéro et qui a fait connaître sa "réaction". Enfin, nous tenons absolument à te remercier de nous avoir écrit et nous t'invitons même à venir nous voir [...] si tu le désires, nous te laisserons volontiers un page d'informations religieuses, parce qu'il y a place pour toutes les propagandes dans "Réaction".<sup>22</sup>*

On voit que le comité de rédaction n'a pas répondu de la même façon à Scully et à Laurin qu'il aurait pu le faire au *Voyageur*, si le reproche était venu de lui. On comprend donc que la religion ou la spiritualité d'un individu ne dérangeait pas pour autant les membres de *Réaction*. C'est plutôt l'imposition du cléricalisme par l'élite à laquelle est associé *le Voyageur* qui est problématique.

Pour les étudiants de *Réaction*, l'élite cléricale de la région empêchait le progrès et le développement de la collectivité de langue française nord-ontarienne. Prenons pour exemple un autre texte de Laurent Alie critiquant sévèrement ce qu'il appelait « la pensée ultramontaine » dans le *Nouvel-Ontario*. Dans cet exemple, Alie s'en prenait à l'utilisation de l'ouvrage de Victor Barette *Pour une école nationale* dans la formation des jeunes enseignants franco-ontariens à l'École normale de Sudbury : « Alors que l'obscurantisme se meurt au Québec, la "grande noirceur" franco-ontarienne continue de

---

<sup>22</sup>Sheilla Scully, « [Lettre à la rédaction] », *Réaction*, vol. 2, n° 2 (octobre 1972), p. 22. La lettre de Scully et la réponse de *Réaction* paraissent à la même page dans le même numéro.

se manifester de plus belle. Le vent laïcisant québécois n'est pas prêt de traverser la frontière. Nous attendons toujours notre révolution tranquille<sup>23</sup> ». Alie soutenait que l'ambition nationale canadienne-française véhiculée par Barette était désuète.

Alie accusait aussi le *Voyageur* de prioriser les enjeux chers à l'élite cléricale au détriment du progrès de l'ensemble de la communauté franco-sudburoise. Il rangeait donc le journal hebdomadaire dans la même case que l'Église et l'élite clériconationaliste : « notre élite croît [*sic*] encore (par [son propre] intérêt) à la vieille devise canadienne-française à savoir la foi gardienne de la langue et vice versa<sup>24</sup> ». On peut donc conclure qu'Alie, qui priorisait la laïcité comme base d'une « société franco-ontarienne », percevait le contenu religieux du *Voyageur* comme étant un frein à l'épanouissement d'une société franco-ontarienne progressiste et moderne.

### 4.3 - Conclusion de chapitre

Bref, la religion catholique est devenue une référence contentieuse. Les membres de l'élite, incluant le comité éditorial du journal *Le Voyageur*, prônaient toujours l'adhésion au cléricalisme, du moins jusqu'au milieu des années 1970. Par la suite, l'hebdomadaire s'est distancié peu à peu de celui-ci pour aborder une gamme d'enjeux sociaux. Cependant, le catholicisme est demeuré un référent important jusqu'à la fin de la période étudiée. Les étudiants de *Réaction* pour leur part étaient plus rapides à vouloir se défaire du catholicisme comme référent identitaire, mais surtout du cléricalisme comme valeur

---

<sup>23</sup>Laurent Alie, « L'Ultramontanisme au XIX<sup>e</sup> siècle : une idéologie qui se manifeste encore dans le milieu francophone nord-ontarien [2/2] », *Réaction*, vol. 3, n° 4 (février 1974), p. 41.

<sup>24</sup>*Ibid.*

sociétale. Sans dire qu'ils adoptaient pleinement la laïcité, on peut dire qu'ils tendaient vers celle-ci pour gouverner la société qu'ils étaient en train de modeler. Pour eux, l'adoption de ce référent signifiait la mise en place d'une société plus juste, progressiste et moderne, qui aurait mieux reflété la volonté de ses membres.



## 5 - Conclusion

Le but de cette thèse était d'abord et avant tout de mieux comprendre la nature des remaniements identitaires des francophones de Sudbury entre 1968 et 1975. Si nous pensions pouvoir démontrer clairement que la référence canadienne-française avait été abandonnée par les francophones de la région au cours de la période étudiée, nous pouvons maintenant affirmer que la transformation identitaire qui s'opère a été beaucoup plus complexe qu'une simple transition linéaire. Il ne s'agit pas de la perte d'un nom comme le suggèrait Michel Bock en 2001, mais plutôt de sa modification. Si le Canada français a connu une rupture suite à la montée du nationalisme québécois, la communauté franco-sudburoise connaît plutôt une transformation. Elle acquiert de nouveaux référents, régionaux pour la plupart, afin de remplacer des anciens référents canadiens-français qui étaient tombés en désuétude. Il faut donc voir en cette « cacophonie discursive », l'évolution du discours nationalitaire empreint de régionalisme.

Soulignons aussi le travail de Serge Miville dans ce domaine. Miville cherchait à démontrer les éléments de continuité de l'Ontario français avec le Canada français d'avant les années 1960 dans sa thèse de maîtrise. Loin de vouloir contredire ses affirmations, qui sont valides, nous apportons quelques nuances à ses propos. Rappelons que Miville se donnait comme but de déceler cette tendance sur l'ensemble de l'Ontario français alors que nous cherchons à le faire pour un cadre géographique beaucoup plus restreint.

Tout d'abord, soulignons que les référents canadiens-français deviennent généralement de moins en moins présents tout au long de la période à l'étude, mais que certains d'entre eux se retrouvent dans les discours franco-sudburois émergents. Ensuite, notons que pendant cette période les éléments de la référence deviennent de plus en plus flous.

C'est surtout l'élite traditionnelle (celle qui maintenait un certain contrôle sur le seul hebdomadaire d'information de langue française à Sudbury) qui cherchait à maintenir un cadre référentiel canadien-français. Lorsqu'on observe les propos des autres acteurs communautaires, notamment ceux des étudiants de *Réaction*, on constate que ceux-ci cherchent plutôt à s'investir dans des projets plus immédiats et moins ancrés dans des visions nationales.

Les étudiants cherchaient donc, par le biais de leur propre publication, à partager des idées sur l'avenir de leur institution postsecondaire, sur le contenu de leurs cours, sur la gestion de leur association étudiante et, sur la difficulté d'être francophone en milieu minoritaire, entre autres. Parfois, ces étudiants invoquaient leur statut de « minorité nationale » pour justifier leurs propos. Cependant, la plupart du temps, ils réagissaient à des enjeux précis et à proximité d'eux. De manière générale, ils se révoltaient devant l'ordre établi afin de mieux modeler les nouvelles références en gestation.

Si le Canada français était largement la création d'une élite clériconale, ces jeunes, largement issus de la classe populaire n'y adhéraient pas avec la même force que les générations précédentes.

La religion catholique maintenait une place importante chez les francophones de Sudbury. L'élite, surtout, continuait de prôner ses bienfaits par le biais du *Voyageur*. Cependant, la plupart des étudiants de *Réaction* devenaient désenchantés du cléricalisme des élites canadiennes-françaises. Les étudiants ne délaissaient pas forcément leur foi, mais étaient de plus en plus hostiles aux institutions qui gravitaient autour de l'Église, et s'attaquaient périodiquement au clériconationalisme et à ses figures de proue.

En ce qui concerne le nationalisme québécois, les étudiants appuyaient les efforts en ce sens au début de la période mais leurs discours se pluralisaient davantage par la suite. S'ils ont cessé de prendre une position forte sur la question nationale, les étudiants admiraient toujours l'idée de l'autonomie et adaptaient parfois les arguments du discours nationaliste québécois à leurs propres luttes (notamment pour la création d'une maison française à l'Université Laurentienne). Le discours national québécois inspirait les jeunes francophones de Sudbury à baliser leur propre collectivité.

Finalement, on assiste surtout à la création de nouveaux référents. D'abord, parlons de l'idée de la nordicité. L'ACFO n'était pas seule à miser sur cette idée pour faire avancer la référence franco-ontarienne de la région. Le Nord et le Nouvel-Ontario sont devenus des référents en soi. Les nouvelles institutions artistiques qui voient le jour adoptent cette référence. Le monde universitaire adoptait cette référence. Même *Le Voyageur*, généralement associé aux idées plus conservatrices et traditionnelles, le faisait.

On assiste également à la création d'un nouveau symbolisme. Les francophones de la région, surtout les jeunes, se sont appropriés de la grenouille comme symbole. Elle symbolisait l'hybridité qu'adoptaient les francophones comme partie intégrante de leur

référence : entre la culture américaine et l'héritage canadien-français, les francophones de Sudbury s'abreuyaient aux deux sources.

Bien que biculturels, les francophones de Sudbury demeuraient dévoués au « vieux » référent canadien-français de l'autonomie institutionnelle. Ce référent était évoqué plus que jamais en cette époque où on assistait à la création d'écoles publiques et à l'investissement de nouveaux médias (papiers, radiophoniques et télévisuels). De son côté, l'ACFO régionale se recentrait sur les enjeux du Nord et se préoccupait moins de l'agenda de l'organisme provincial. À cet effet, rappelons les importants efforts qui ont été faits afin de démocratiser davantage l'organisme; efforts qui ont mené à la création éventuelle du Comité des citoyens et d'un centre communautaire pour les francophones de la région.

Le rapport à la langue est devenu, lui aussi, un élément important dans la référence franco-sudburoise. Si l'élite traditionnelle continuait de prôner le bon-parler et le français international, les étudiants embrassaient le joul, la langue familière, même l'anglais à certains moments. Bien que l'attitude étudiante semblait provoquer certaines malaises dans la communauté, c'est là le référent principal qui s'impose au niveau de la langue.

Le bilinguisme personnel était désormais valorisé. Toutefois, le bilinguisme institutionnel était extrêmement mal perçu. En ceci aussi, il y a continuité avec l'ancienne référence canadienne-française. Les francophones de Sudbury se rendaient compte que le bilinguisme institutionnel minait leur autonomie, qu'il limitait leur épanouissement et, les obligeait à évoluer selon les mêmes paramètres que l'Autre. Tous ces éléments

s'avéraient problématiques, puisque les francophones cherchaient toujours à former une communauté distincte.

Bref, nous avons démontré qu'on assiste ni à une transformation totale de la référence canadienne-française, ni à la définition claire et précise d'une référence franco-ontarienne. Plutôt, on assiste au maintien de certains référents canadiens-français (l'autonomie institutionnelle), à l'adoption de certains nouveaux référents franco-ontariens (le bilinguisme, la laïcité) et à l'adoption, aussi, de certains référents plus régionaux (la nordicité et ses variantes). L'historien Michel Bock estimait que l'État fédéral, et surtout le Secrétariat d'État, avait favorisé l'usage du vocable « francophone » par les Canadiens-Français de Sudbury (et des autres minorités francophones) en finançant les activités de leurs organismes<sup>1</sup>. Bien que ceci ait sûrement joué un rôle, nous croyons aussi que l'énorme gamme de référents existant à partir de la fin de notre période d'étude rendait plus difficile que jamais l'élaboration d'une référence nationale concrète et que l'usage du vocable « francophone » permettait de délimiter le groupe d'appartenance de manière intentionnellement floue à Sudbury, et peut-être aussi ailleurs en province et au Canada.

Cela pourrait expliquer la raison pour laquelle il existe toujours, en 2015, une fascination pour le discours identitaire en Ontario français. S'il a été question dans d'autres régions du même phénomène, soit la multiplication des projets de société et la dilution de l'identité

---

<sup>1</sup>Bock, *Comment un peuple oublie son nom*, p. 87-88.

collective, il est fort probable qu'il soit devenu impossible de parler d'une identité collective singulière et commune à tous les Franco-Ontariens. On peut continuer à parler de référents franco-ontariens, en sachant très bien que ceux-ci ne sont pas nécessairement partagés par tous les Franco-Ontariens, ni même, peut-être, par la majorité d'entre-eux.

## 6 - Bibliographie

### 6.1 - Sources

S.n., « Introduction: l'émergence de réalités nouvelles », *Revue du Nouvel-Ontario*, n° 1 (1978), p. 5-10.

Donald Dennie, « De la difficulté d'être idéologue franco-ontarien », *Revue du Nouvel-Ontario*, Sudbury, 1978, n° 1. p. 69-90.

Recensement nominatif du Canada (1911) [district de Nipissing, sous-district de Sudbury, quartier Fournier, McCormick et Ryan].

*Le Voyageur*, 1968-1975. Journal hebdomadaire.

*Réaction*, 1971-1974, 1976, 1977, 1978.

Archives de l'Université Laurentienne

- AUL-P039 - Fonds de l'Association canadienne-française d'Ontario du grand Sudbury (ACFO), 1968-1978. Procès-verbaux de l'ACFO du grand Sudbury et du Comité des citoyens. Série incomplète.

### 6.2 - Études

Allaire, Gratien. *La francophonie canadienne : portraits*. Sudbury/Québec, Prise de parole/CIDEF-AFI, 2001. 222 p.

Allaire, Gratien. « Le Triangle Canadien-français au tournant des années 1960 : le Conseil de la vie française en Amérique, la société Saint-Jean-Baptiste de Montréal et l'Ordre de Jacques Cartier », *Francophonies d'Amérique*, n° 17 (printemps 2004), p. 107-116.

Allaire, Gratien et Michel Giroux (dir.). *Fernand Dorais et le Nouvel-Ontario : Réflexions sur l'œuvre et l'influence d'un provocateur franco-ontarien*. Sudbury, Institut franco-ontarien (Collection fleur-de-trille), 2007. 181 p.

Axelrod, Paul et John G. Reid (dir.). *Youth, University and Canadian Society: Essays in Social History of Higher Education*. Montréal, McGill-Queen's University Press, 1989. 381 p.

Bernard, Roger. « Du social à l'individuel : naissance d'une identité bilingue », dans Jolcelyn Létourneau (dir.) avec la collaboration de Roger Bernard, *La question*

- identitaire au Canada francophone*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 1994. p. 155-163.
- Bernard, Roger. *Le Canada français : entre mythe et utopie*. Ottawa, Le Nordir, 1998. 238 p.
- Bienvenue, Louise. *Quand la jeunesse entre en scène : l'Action catholique avant la Révolution tranquille*. Montréal, Boréal, 2003. 291 p.
- Bock, Michel. *Comment un peuple oublie son nom : la crise identitaire franco-ontarienne et la presse française de Sudbury, 1960-1975*. Sudbury, Institut franco-ontarien/Prise de parole, 2001. 119 p.
- Bock, Michel et Gaétan Gervais. *L'Ontario français : des Pays-d'en-Haut à nos jours*. Ottawa, Centre franco-ontarien de ressources pédagogiques, 2004. 271 p.
- Bock, Michel. *Quand la nation débordait des frontières : Les minorités françaises dans la pensée de Lionel Groulx*. Montréal, Hurtubise, 2004. 452 p.
- Bock, Michel. « Une guerre sourde : La rivalité Ottawa-Sudbury et la jeunesse franco-ontarienne (1949-1965) », *Québec Studies*, n° 46 (automne 2008 - hiver 2009), p. 19-31.
- Bock, Michel. « De la "tradition" à la "participation" : les années 1960 et les mouvements de jeunesse franco-ontariens », *Cahiers Charlevoix*, n° 8 (2010), p. 111-198.
- Bock, Michel et Serge Miville. « Participation et autonomie régionale : l'ACFO et Ottawa face à la critique des régions (1969-1984) », *Francophonies d'Amérique*, n° 34 (2012), p. 15-40.
- Bouthillette, Jean. *Le Canadien français et son double*. Montréal, Éditions de l'Hexagone, 1972. 101 p.
- Burke, Sara. « La Berkeley de Sudbury : trouver sa voix, 1960-1972 », dans Matt Bray (dir.), *L'Université Laurentienne : une histoire*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 2010, p. 163-182.
- Bray, Matt. « La fondation de l'Université Laurentienne 1958-1960 », dans Matt Bray (dir.), *L'Université Laurentienne : une histoire*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 2010, p. 17-30.
- Bray, Matt (dir.). *L'Université Laurentienne : une histoire*. Montréal, McGill-Queen's University Press, 2010. 427 p.
- de la Riva, Paul et Guy Gaudreau. « Les ouvriers-mineurs de Sudbury », dans Guy Gaudreau (dir.), *L'histoire des mineurs du nord ontarien et québécois*, Sillery, Septentrion, 2003, p. 117-141.



- Dennie, Donald. « De la difficulté d'être idéologue franco-ontarien », *Revue du Nouvel-Ontario*, n° 1 (1978), p. 69-90.
- Dennie, Donald. *La paroisse Sainte-Anne-des-Pins de Sudbury (1883-1940) : étude de démographie historique*. Documents historiques, n° 84. Sudbury, La Société historique du Nouvel-Ontario, 1986. 115 p.
- Deschamps, Angèle. *Sudbury, 1911 : espace et population dans une période de forte croissance*. Thèse de maîtrise. Sudbury, Université Laurentienne, 2010. 162 p.
- Dionne, René. « La littérature franco-ontarienne : esquisse historique » dans Cornelius J. Jaenen (dir.), *Les Franco-Ontariens*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, 1993. p. 341-417.
- Dubé, Suzanne. « Les années de transition », dans Guy Gaudreau (dir.), *Du Centre des jeunes au Carrefour francophone, 1951-1990*, Documents historiques n° 90, Sudbury, La Société historique du Nouvel-Ontario, 1992, p. 43-53.
- Dumont, Fernand. *Genèse de la société québécoise*. Montréal, Boréal, 1996. 400 p.
- Dumont, Fernand. « Essor et déclin du Canada français », *Recherches sociographiques*, XXXVIII, 3 (1997), p. 419-467.
- Dupuis, Serge. « La (contre-)culture étudiante du Nord ontarien et le *Lambda* de l'Université Laurentienne (1960-1971) », dans Amélie Bourbeau (dir.), *Engagement et contestation : la jeunesse franco-ontarienne (1960-1993)*, Documents historiques n° 101, Sudbury, La Société historique du Nouvel-Ontario, 2010, p. 11-41.
- Frenette, Yves. *Brève histoire des Canadiens français*. Montréal, Boréal, 1998. 209 p.
- Fortin, Andrée (dir.). *Produire la culture, produire l'identité?*. Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 2000. 554 p.
- Gagnon, Nicole. « L'identité équivoque », dans Simon Langlois et Yves Martin (dir.), *L'horizon de la culture : hommage à Fernand Dumont*. Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 1995. p. 178-199.
- Gaudreau, Guy (dir.). *Du Centre des jeunes au Carrefour francophone, 1951-1990*. Documents historiques, n° 90. Sudbury, La Société historique du Nouvel-Ontario, 1992. 146 p.
- Gaudreau, Guy (dir.). *Bâtir sur le roc : de l'ACFÉO à l'ACFO du grand Sudbury (1910-1987)*. Documents historiques, n° 92. Sudbury, La Société historique du Nouvel-Ontario, 1994. 223 p.
- Gaudreau, Guy. *L'histoire des mineurs du nord ontarien et québécois*. Sillery, Septentrion, 2003. 302 p.

- Gaudreau, Guy. « Les années 1960 à 1971 : un optimisme démenti », dans Matt Bray (dir.), *L'Université Laurentienne : une histoire*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 2010, p. 214-228.
- Gaudreau, Guy. « Les origines de l'Université Laurentienne », dans Matt Bray (dir.), *L'Université Laurentienne : une histoire*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 2010, p. 1-16.
- Gaudreau, Guy. « Introduction », dans Guy Gaudreau (dir.), *Du Centre des jeunes au Carrefour francophone, 1951-1990*, Documents historiques n° 90, Sudbury, La Société historique du Nouvel Ontario, 1992, p. 6-7.
- Gervais, André. *Emblématiques de « l'époque du joul »*. Outremont, Lanctôt Éditeur, 2000. 194 p.
- Gervais Gaétan. « La stratégie de développement institutionnel de l'élite canadienne-française de Sudbury ou le triomphe de la continuité », *Revue du Nouvel-Ontario*, n° 5, (1983), p. 67-92.
- Gervais, Gaétan. « Le règlement XVII (1912-1927) », *Revue du Nouvel-Ontario*, n° 18, (1996), pp. 123-192.
- Gervais, Gaétan. *Des gens de résolution : le passage du « Canada français » à l'« Ontario français »*. Sudbury, Institut franco-ontarien/Prise de parole, 2003. 230 p.
- Gaétan Gervais. « Fernand Dorais en son contexte franco-ontarien 1969-1994 », dans Gratien Allaire et Michel Giroux (dir.), *Fernand Dorais et le Nouvel-Ontario : réflexions sur l'œuvre et l'influence d'un provocateur franco-ontarien*, Sudbury, Institut franco-ontarien (Collection fleur-de-trille), 2007, p. 15-29.
- Grisé, Yolande. *Ontariois, on l'est encore!*. Ottawa, Le Nordir, 2002, 435 p.
- Grisé, Yolande. « Prise de Parole, 1972-1982 - Ontariois : une prise de parole », *Revue du Nouvel-Ontario*, n° 4 (1982), p. 81-88.
- Hotte, Lucie. « Littérature et conscience identitaire : l'héritage de CANO », dans Andrée Fortin (dir.), *Produire la culture, produire l'identité?*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 2000, p. 53-68.
- Hotte, Lucie, et Johanne Melançon (dir.). *Introduction à la littérature franco-ontarienne*. Sudbury, Prise de Parole, 2010. 277 p.
- Heller, Monica. « La sociolinguistique et l'éducation franco-ontarienne », *Sociologie et sociétés*, vol. XXVI, n° 1, (printemps 1994), p. 155-166.
- Igartua, José. *The Other Quiet Revolution*. Vancouver|Toronto, UBC Press, 2006. 277 p.

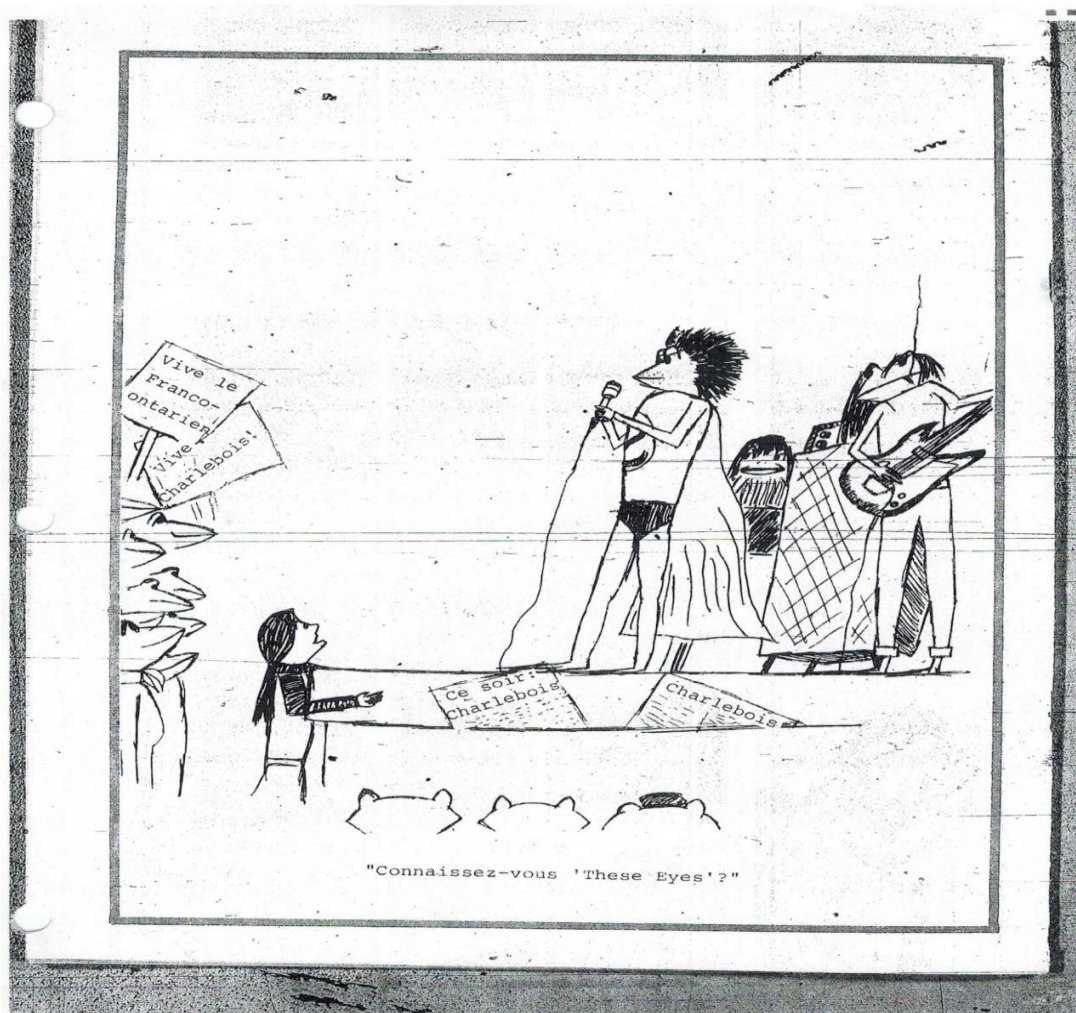
- Jasen, Patricia. « In Pursuit of Human Values (or Laugh When You Say That): The Student Critique of the Arts Curriculum in the 1960s » dans Paul Axelrod et John G. Reid (dir.), *Youth, University and Canadian Society: Essays in Social History of Higher Education*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1989, p. 247-271.
- Juteau Danielle. « Français d'Amérique, Canadiens, Canadiens français, Franco-Ontariens, Ontariens : qui sommes-nous? », *Pluriel*, n° 24 (1980), p. 39-60.
- Lafrenière, Julie. « Des luttes au consensus », dans Guy Gaudreau (dir.). *Bâtir sur le roc : de l'ACFÉO à l'ACFO du Grand Sudbury (1910-1987)*, Documents historiques n° 92, Sudbury, La Société historique du Nouvel-Ontario, 1994, p. 95-130.
- Langlois, Simon et Yves Martin (dir.). *L'horizon de la culture – hommage à Fernand Dumont*. Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 1995. 556 p.
- Lapointe, Paul. « J'ai besoin d'un nom ». Long-métrage, *ONF*, 1978. 55 minutes.
- Lebel, Marie. *Prises de parole et modes de l'engagement intellectuel dans le Nouvel-Ontario – 1970-1995*. Thèse de doctorat. Québec, Université Laval, 2010. 494 p.
- Martel, Marcel. *Le Deuil d'un pays imaginé : rêves, luttes et dérouté du Canada français*. Ottawa, Les Presses de l'Université d'Ottawa, 1997. 203 p.
- McLeod-Arnopoulos, Sheila. *Hors du Québec, point de salut?*. Montréal, Éditions Libre Expression, 1982. 287 p.
- McRoberts, Kenneth. *Quebec – Social Change and Political Crisis*. Toronto, McClelland and Stewart, 1980. 556 p.
- Miville, Serge. « Entre mythe et utopie : l'identité bilingue ». *La Relève*, Vol. 1, no 1, (septembre-novembre 2009). En ligne : [http://journallareleve.com/wordpress/?page\\_id=368](http://journallareleve.com/wordpress/?page_id=368) (Consulté le 13 août 2014).
- Miville, Serge. *"À quoi sert au Canadien français de gagner l'univers canadien s'il perd son âme francophone?" : représentations identitaires et mémorielles dans la presse franco-ontarienne après la "rupture" du Canada français (1960-1986)*. Thèse de maîtrise (Histoire). Ottawa, Université d'Ottawa, 2012. 246 p.
- Melançon, Johanne. « Le Nouvel-Ontario : espace réel, espace imaginé, espace imaginaire », *Québec Studies*, vol. 46, (automne 2008/hiver 2009), pp. 49-70.
- Owram, David. *Born at the Right Time: A History of the Baby Boom Generation*. Toronto, University of Toronto Press, 1996. 392 p.
- Pelletier, Lucien. « Les Jésuites de Sudbury vers 1960 : une mutation difficile », *Revue du Nouvel-Ontario*, n° 37 (2012), p. 13-81.
- Thériault, Joseph Yvon (dir.). *Francophonies minoritaires au Canada : l'état des lieux*. Moncton, Éditions d'Acadie, 1999. 576 p.

Tremblay, Gaston. *Prendre la parole : le journal de bord du grand CANO*. Ottawa, Le Nordir, 1995. 330 p.

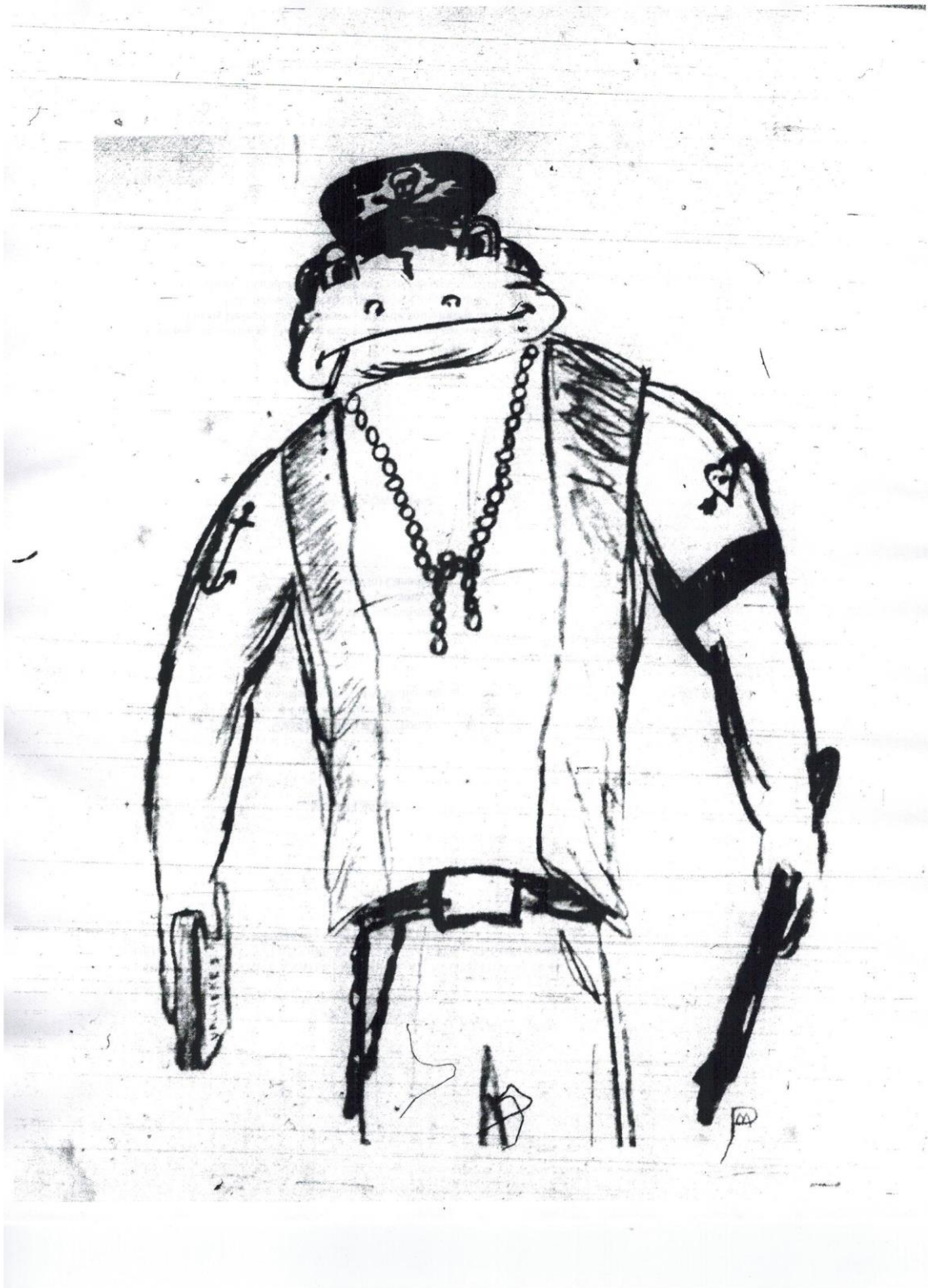
## 7 - Annexes

Annexe 1 - Muki, « Caricature de Robert Charlebois « Connaissez-vous "These Eyes"? ».

*Réaction*, vol. 1, n° 2 (octobre 1971), Endos.

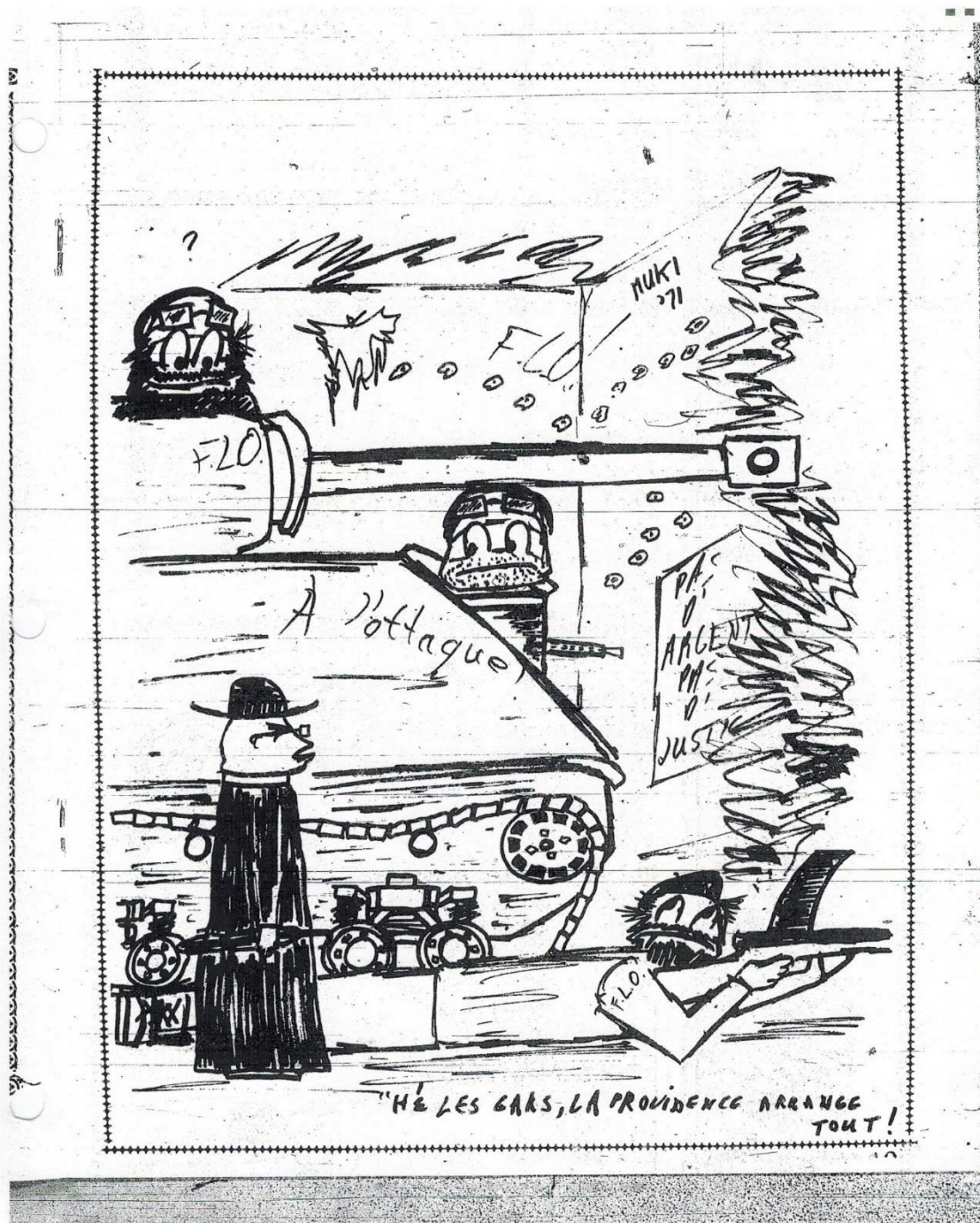


Annexe 2 - Muki, « [Grenouille-motard] ». *Réaction*, vol 1, n°1 (septembre 1971), Endos.

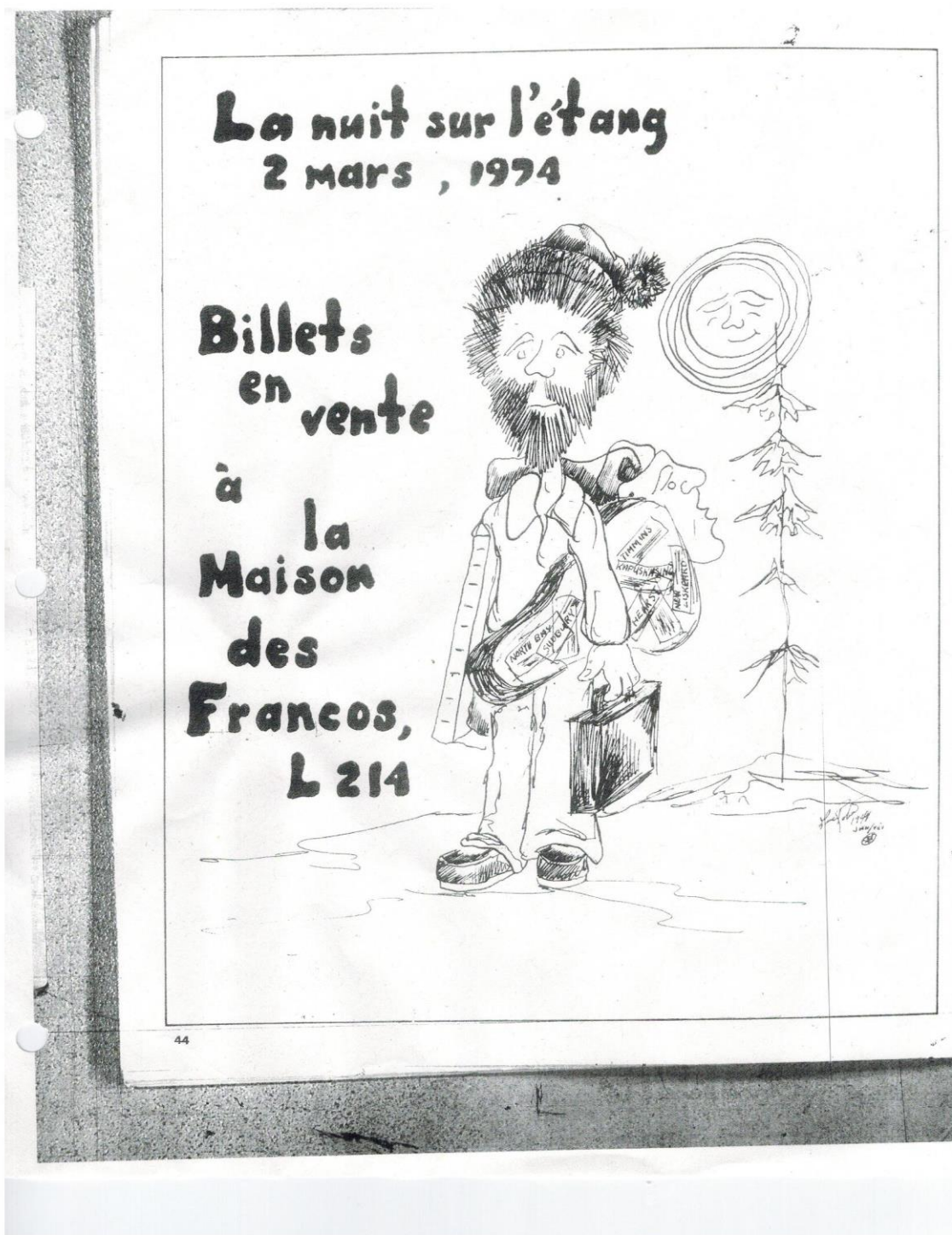




Annexe 3 - Muki, « Hey les gars, la providence arrange tout! ». *Réaction*, vol 1, n° 4 (décembre 1971), p.19.



Annexe 4 - S.n., « [Gars du Nord qui va à La Nuit] ». *Réaction*, vol 3, n° 5 (mars 1974), p. 44.





Annexe 5 - Organes d'information du Canada français, « Bien parler c'est se respecter ».  
Publicité. *Le Voyageur*, mercredi 11 mars 1970, p. 5.

Le 22 mai 1880, à Fort William, Ontario, pour se donner aux missions canadiennes et indiennes. Le 22 mai, 1880, il fut ordonné prêtre par Monseigneur Jamot, Evêque du diocèse de Peterborough, dont c'est alors tout le Nord

prêtre. Le Père récitait les prières et entendait les confessions tard dans la nuit. Le lendemain, ces hommes assistèrent avec émotion à la première messe célébrée à Sudbury. Cet événement qui marquait la naissance de l'Eglise Catholique à Sudbury eut lieu dans le bâtiment central du chantier de la Compagnie, qui

édifiante (comme le raconte le P. Cadieux dans le 5e Document de la Société Historique) à l'Hôpital du Sault où il avait été transporté. Il avait travaillé 34 ans dans notre diocèse. Nous souhaitons à Monseigneur Despatie d'être Evêque autant d'années!

Alphonse Raymond, S.J.

**VOTRE CANDIDAT**  
**PROGRESSISTE-CONSERVATEUR NICKEL**  
Publié par  
l'Association Progressiste-Conservatrice  
de Nickel Belt

# BIEN PARLER C'EST SE RESPECTER

Dr Jacques Boulay  
Secrétaire du comité d'étude des termes de  
médecine


La maladie, quel triste spectacle!... Ainsi en est-il d'une langue malade. A titre de secrétaire du Comité d'étude des termes de médecine je me permets de souligner que le français international doit être l'expression de tous les métiers et de toutes les sciences. Bien parler c'est se respecter et respecter ceux à qui l'on s'adresse...

## PARLONS LE FRANÇAIS INTERNATIONAL

Ce message vous est présenté par les organes d'information du Canada français

Annexe 6 - S.n., « Le Frog Power ». *Réaction*, vol 1, n° 6 (février-mars 1972), p. 20.

F  
R  
O  
G



P  
O  
W  
E  
R

LE FROG POWER

Le FROG POWER c'est avant tout un symbole et non seulement un bouton vendu pour des fins commerciales. C'est un symbole de force, et non de défense.

Le FROG POWER c'est une affirmation et non une opposition, c'est un signe de ralliement.

"Il est temps d'être fier puisque les grenouilles sautent de plus en plus haut."

Les minorités francophones se composent à la fois de complaisants et d'impatients. Sans être ici le prédicateur de la violence et de l'impulsivité, je place au rang des vertus l'impatience qui selon moi est fille de force, du courage, et de la détermination. L'ère de la soumission des complaisances, et des faiblesses est passée. SEule une impatience

Les Frogs doivent maintenant se rassembler sous un même signe et faire admettre qu'ils sont toujours là, non plus survivant, mais progressant. Le FROG POWER s'étend et voyage car c'est moi, c'est nous qui le créons et le faisons agir. Cette nouvelle forme du pouvoir étudiant cherche à s'exprimer et à participer autant dans les cadres du système d'éducation qu'en dehors.

20